Parti Socialiste
Comité directeur
3 avril 1993

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Gérard Lindeperg 2
Laurent Fabius 4
Jean-Pierre Chevènement 14
Lionel Jospin 15
Michel Rocard 17
Pierre Mauroy 23
Jean Poperen 28
Le président (Claude Estier) 32
Michel Debout 33
Yvette Roudy 34
Jean-Pierre Chevènement 37
Jean-Paul Planchou 44
Louis Mermaz 46
Jean-Louis Mélenchon 49
Henri Emmanuelli 54
Daniel Mayer 62
Gilbert Roger 64
Gérard Collomb 66
Pierre Bérégovoy 68
Laurent Fabius 69
Dominique Strauss-Kahn 70
Bernard Poignant 73
Pierre Mauroy 74
Jean-Pierre Chevènement 78
Jean Poperen 80
Jean-Paul Planchou 82
Laurent Fabius 83
Jean-Pierre Chevènement 88
Jean Poperen 89
Gérard Lindeperg 89
Henri Emmanuelli 91
Gérard Fuchs 93
Bertrand Delanoë 95
Jean-Luc Mélenchon 98
Gérard Lindeperg 100
Michel Rocard 101
Henri Emmanuelli 106

Fondation Jean-Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

La parole est à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Je souhaite que la qualité de nos débats et la nature des décisions que nous allons prendre soient à la hauteur de l'événement car, ne nous y trompons pas, au-delà de nous-mêmes, c'est l'avenir de la Gauche dans ce pays qui est en jeu.

Il ne faut pas nous cacher les difficultés. Nous devons regarder la vérité en face et aller au fond des choses, mais sans sombrer dans le masochisme ou le défaitisme.

Nous devons répondre à l'attente des militants qui, tout à la fois, espèrent un électrochoc, mais redoutent les affrontements de courants et de personnes.

Et pour surmonter ces difficultés, il n'existe pas d'autre moyen que de redonner la parole et le pouvoir de décision aux militants, car rien ne sera possible sans une nouvelle légitimité militante.

Nous sommes les responsables nationaux d'un Parti qui vient de connaître la plus grande défaite de son histoire et la question de notre responsabilité collective est naturellement posée.

J'avoue avoir été surpris de la surprise que j'ai créée au Bureau exécutif de lundi dernier, car je ne comprends toujours pas ce que pouvait avoir d'incongru ce qui me paraissait aller de soi lorsque j'ai dit tout simplement qu'il me paraissait normal que nous remettions nos mandats de dirigeants dans les mains des militants.

C'est pourquoi je le redis devant vous ce matin, avec la même tranquillité, car ceci est conforme à ce que je pense profondément en matière de responsabilité politique.

Chers camarades, nous devons agir sans précipitation, en maîtrisant collectivement nos débats, mais je suis convaincu que nous devons agir vite.

Nous devons agir vite car, nous le savons bien, les inerties de toute nature ont vite fait de reprendre le dessus.

Nous devons agir vite car, tout simplement, le calendrier politique nous impose d'agir vite. Nous devons, en effet, être en état de marche dès le mois de septembre, pour nous tourner vers l'extérieur et reconstruire un rassemblement de gauche sur une base partenariale de façon à recréer une dynamique avant les cantonales et les européennes de mars et juin 1994.

C'est dire que nous n'avons pas de temps à gaspiller et que le choix de notre calendrier de travail pour les mois qui viennent doit être débattu aujourd'hui de manière approfondie.

Vous comprendrez que je ne présente pas aujourd'hui un rapport d'activité sous sa forme traditionnelle, puisque toute notre activité depuis le Comité directeur

Fondation Jean-Jaurès

du 27 janvier a été centrée sur la préparation et la conduite de la bataille électorale.
Je considère que l'équipe de direction de campagne à laquelle ont été étroitement associés les assistants du groupe parlementaire et de la rue de Solferino a fourni un travail de qualité. Là n'est pas le problème et les causes de notre défaite doivent être cherchées ailleurs, car même si nous avons été handicapés par quelques dérapages et par quelques maladresses dont nous nous serions bien passés au cours des dernières semaines, une défaite de cette nature a des causes beaucoup plus lointaines et beaucoup plus profondes.
Bien sûr, nous sommes victimes de ce qu'il est convenu d'appeler l'usure du pouvoir, car il est difficile de gouverner des sociétés complexes comme la nôtre dans un monde en crise.
Bien sûr, notre incapacité à réduire la courbe du chômage a été lourdement sanctionnée, d'autant que s'est accru au fil de ces douze années, l'écart entre les espérances que nous avions fait naître et les résultats que nous avons obtenus.
J'ai relu avant de faire ce bref rapport celui que j'avais présenté au Comité directeur du 11 avril 1992, c'est-à-dire au lendemain de notre défaite des régionales, et j'ai constaté que j'aurais pu en reprendre aujourd'hui la quasi-totalité, y compris ce que j'avais alors appelé "la fêlure morale", fêlure que malheureusement nous n'avons pas su réduire.
Les fils de la confiance n'ont cessé de se distendre au cours de ces dernières années et nous avons perdu le contact avec les couches populaires et le tissu associatif qui constituaient le fondement de notre base sociologique.
Au-delà des erreurs et au-delà des mauvais choix, en tout état de cause inévitables sur une longue période, nous avons été rejetés pour des raisons qui tiennent également à notre rapport au pouvoir, à la manière de l'exercer et à la façon d'assumer ou de ne pas assumer nos responsabilités.
Bref, les raisons de notre défaite sont multiples.
Je pense donc qu'il nous faudra beaucoup plus que cette journée pour approfondir nos analyses et ce débat ne prendra tout son sens que s'il dépasse le cadre de notre Comité directeur en s'ouvrant à l'ensemble des militants.
J'ajoute que les premières analyses que nous allons faire aujourd'hui n'ont de sens et d'intérêt que si elles débouchent sur des conclusions concrètes et sur des décisions précises qui prennent acte du passé, mais surtout qui engagent l'avenir.
Pour alimenter ces analyses, notamment électorales, je vous renvoie aux excellentes études de notre hebdomadaire "Vendredi" et, plus particulièrement, aux deux articles synthétiques de Pierre Martin, qui m'éviteront des redites et que vous ne manquerez pas de compléter au cours de la journée.
Chers camarades, je pense que nous avons tous conscience que nous vivons une mutation de caractère historique et que, selon les choix que nous allons faire, nous allons nous engager dans une longue "traversée du désert", avec de sérieux risques de nous perdre dans les sables, ou au contraire créer les conditions d'un sursaut dans les mois qui viennent.
Je suis convaincu que nous ne serons pas à la hauteur de l'événement si nous

continuons à raisonner avec nos habitudes de pensée, nos références idéologiques et nos rites de vie interne des années 70 et 80.
Chacun a bien compris que la question qui nous est posée ne trouvera pas sa réponse à travers un marchandage visant à garantir des positions de pouvoir, car elle relève d'enjeux collectifs qui dépassent l'avenir des individus.
Trois ans après la révolution russe, le mouvement ouvrier s'est brisé et a donné naissance à une nouvelle structuration du champ politique.
Trois ans après l'effondrement du Communisme, nous sommes dans une nouvelle période qu'il nous faut assumer en regardant loin devant nous.
Nous sommes aujourd'hui au point de convergence de la fin d'un cycle long, qui s'est achevé avec la chute du mur de Berlin, et de la fin d'un cycle court, qui s'est matérialisée avec notre défaite du 28 mars. Cette défaite met fin, en effet, à ce que certains ont appelé "le cycle d'Epinay" et nous fait obligation de tout remettre à plat, à l'exception bien sûr des valeurs sur lesquelles nous avons fondé notre engagement politique.
Mais attention, il ne faut pas nous tromper de rythme et ne pas nous tromper d'étape.
Nous ne serons à nouveau entendus des Français que si nous leur montrons que nous avons compris leur message, en tirant pour nous-mêmes toutes les conséquences de notre défaite et ceci dans les meilleurs délais.
Nous ne serons crédibles auprès de nos futurs partenaires que si nous réussissons d'abord à nous rénover nous-mêmes. Tout ce qui ressemblera à des replâtrages ou à des faux-fuyants nous rendra inaudibles auprès de nos compatriotes et impuissants auprès de ceux que l'on souhaite rassembler et jettera un doute sur notre volonté de changement.
Le centre de gravité de la refondation de la Gauche passe, qu'on le veuille ou non, par notre Parti. Ne cédons pas aux tentations de fuite en avant. Prenons conscience qu'il faut réagir vite et sachons prendre dès ce Comité directeur toutes nos responsabilités.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole au Premier secrétaire, Laurent Fabius, nous allons peut-être faire une petite pause pour quelques images de la salle... (protestations diverses)... Je crois quand même, qu'il vaut beaucoup mieux avoir des images collectives de la salle que des petites phrases dans le hall !
(Brouhaha)
La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Nous venons de subir une très grave défaite. C'est une période qui se termine et c'est une autre période qui naît. Nous devons collectivement en analyser les raisons, collectivement en tirer les leçons, collectivement changer la trajectoire et comme pratique. Nous sommes bien au terme de deux cycles, le cycle court d'Epinay - c'est-à-dire une définition marxiste du Socialisme, l'union de la

Fondation Jean-Jaurès

Gauche, le programme commun - ; et le cycle long du mouvement ouvrier Socialiste - un parti de classe et de progrès social conçu comme un renforcement indéfini de l'Etat protecteur et des droits des salariés. Bref la Gauche est à reconstruire.
Sur les causes du rejet qui s'est exprimé à notre égard, nous devons pendant le temps qu'il faudra nous interroger tous ensemble. On a évoqué, à juste titre, le chômage, la montée de l'insécurité, les inégalités, les défaillances individuelles et les "affaires", le Congrès de Rennes, une certaine pratique et l'usure du pouvoir, particulièrement forte en cette phase de difficultés économiques grave. On a souligné l'effet multiplicateur, en perte de sièges, des divisions et du morcellement du camp du progrès dans le cadre du scrutin majoritaire à deux tours. Il faudra affiner et hiérarchiser tous ces facteurs et les restituer dans les mouvements de fond que j'évoquais. Nous savons tous que les insuffisances, les erreurs, les pratiques que l'on dénonce souvent ne se sont pas cantonnées aux tout derniers mois et ne sont pas le seul fait de tel ou tel. S'agissant des gouvernements, il y en a eu plusieurs et même beaucoup : il serait très superficiel, et même faux, d'opposer radicalement une période à une autre. S'agissant du Parti, pour avoir failli croiser en arrivant un juge enquêtant sur un certain nombre de pratiques, pour connaître depuis longtemps comme vous nos difficultés, je sais que notre crise existe depuis longtemps. La chute militante ne date pas d'hier, les divisions non plus, l'abandon parfois du terrain ni le repliement sur soi.
Nous savons cependant qu'il n'y a pas de commune mesure entre l'ampleur de notre défaite et le bilan objectif de notre action. Les années 80 resteront dans l'histoire, avec du recul, comme une période de réformes et de modernisation démocratique de notre pays. Je suis sûr que notre bilan et notre image seront réévalués positivement par les Français, mais pour le moment c'est le rejet.
Nous devons donc faire preuve d'humilité. Notre part de responsabilité à tous, en tous cas aux dirigeants de l'exécutif, aux dirigeants du Parti, depuis des années, est réelle. Si j'avais à la situer, je dirai que la défaite électorale était sans doute inévitable, mais que la débâcle aurait pu être évitée.
Qu'aurions-nous pu, qu'aurions-nous dû faire pour limiter la défaite, éviter la débâcle ?

- Sanctionner plus rapidement et plus fermement ceux d'entre nous qui ont manqué à la morale républicaine ? Assurément.
- Relancer plus tôt la lutte pour la réduction négociée du temps de travail ? Adapter sans attendre, notre système de retraite, de santé et de sécurité sociale ? Etendre réellement les droits des salariés ? Oui.
- Traiter plus tôt et plus carrément les questions d'insécurité, sans craindre que ce soit un thème de droite ? Oui.
- Répondre à la coupure sociale installée entre les citoyens ? Oui.
- Comprendre et intégrer plus tôt que nous ne l'avons fait la préoccupation écologiste et traiter, en conséquence, plus vite les partis écologistes en réels partenaires ? Sans doute.
- Réformer les institutions, les modes de scrutin ? Egalement.

Collection Jean Jaurès

Toutes ces questions, et beaucoup d'autres, nous devrons les examiner au cours des semaines à venir, avec sérieux, en vue de tirer les leçons pour l'avenir.
Je reviendrai dans un instant sur le cadre et les modalités de cette discussion.
Mais pour établir sérieusement notre part de responsabilité, il faut aussi comprendre quelles étaient nos contraintes et nos contradictions. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 1981, nous nous sommes trouvés confrontés, comme Socialistes, à deux impératifs : relever l'économie et relancer l'Europe. Relever, moderniser, redéployer notre économie, après des années de laisser-aller, sinon la France allait au devant de la défaite dans la guerre économique, ce qui signifiait non seulement l'explosion encore plus forte du chômage mais la fin de notre système de protection sociale. Relancer l'Europe car l'expérience de nos deux premières années de gouvernement nous a convaincus que c'était là l'espace pertinent. Au temps de la mondialisation et des multinationales, la politique industrielle, la lutte même insuffisante contre le chômage ne peuvent plus s'opérer dans le seul cadre de l'Etat-nation.
Nous touchons là la contradiction fondamentale qui fut et qui demeure la nôtre, à nous Socialistes français, et qui éclaire la crise historique de la social-démocratie. Je veux parler de la contradiction entre le caractère de plus en plus international de la production, de la finance, de la communication, des entreprises, et le caractère toujours étroitement national du pouvoir politique et syndical - censé leur faire contrepoids ! - malgré les efforts que nous déployons depuis des années et des années pour construire l'Union Européenne. Confrontés à cette contradiction et à ces impératifs nous avons fait des choix: : le tournant de la rigueur en juin 1982 et surtout en mars 1983, une certaine politique du franc stable, la désindexation des salaires et des prix, l'acte unique européen, le traité de Maastricht. Nous avons obtenu certains résultats que beaucoup d'observateurs saluent. Mais ces choix étaient lourds de conséquences et de contraintes. Ces choix, je suis convaincu que nous avons eu raison de les faire. Mais je constate qu'ils ont contribué fortement à brouiller notre image auprès de nos électeurs, et à nourrir l'illusion que le clivage droite-gauche était désormais complètement dépassé.
Je dirai les choses autrement : même si notre bilan comporte beaucoup de positif, il a été perçu comme aussi négatif et la question qui se pose est la suivante : pourquoi a-t-il été perçu comme aussi négatif par les Français et par une large part de nos électeurs ?
Il y a certes des phénomènes qui nous dépassent et qu'il n'était pas en notre pouvoir de modifier. L'onde sismique de la fin du Communisme qui a fait vaciller sur ses bases l'idée Socialiste elle-même et la crédibilité de notre projet de transformation sociale. Le fait qu'en démocratie médiatique, où le pouvoir est ausculté tous les soirs au journal de 20 heures, les années comptent double ou triple, cependant que la vision du monde et de la politique est bouleversée, et nous n'avons jamais été très performants dans nos réflexions et dans nos pratiques sur ces points. Et puis - mais il y aurait tant d'autres éléments à citer - le fossé est devenu de plus en plus profond entre l'exigence de résultats spectaculaires manifestée par les citoyens et la nécessité de politiques très très

complexes, très longues, encore plus longues que ces années qu'impose notre société moderne.
Au-delà de ces phénomènes, il y a eu manifestement nos propres erreurs d'appréciation. J'en prends ma part comme chacun d'entre nous.
Une erreur d'analyse économique qui est de n'avoir pas reconnu assez clairement que les projets keynésiens conçus au cours des années 70 étaient inadaptés. Notre tort n'est pas de ne pas avoir redressé l'économie française. Notre tort est de ne pas l'avoir assumé assez franchement et de ne pas avoir assez audacieusement tout centré sur l'emploi. Il est probable que les critiques contre le choix économique de 1983 auraient été moins fortes si nous avions témoigné d'une plus grande audace sociale et dans le traitement du chômage. Le thème de "l'autre politique" trouvait d'autant plus d'écho que nous étions trop courts sur les nouveaux défis de la justice sociale. Formés dans la culture social-démocrate de l'Etat providence, nous avons protégé et élargi les mécanismes classiques de la redistribution. Alors que là aussi nous aurions sans doute pu faire davantage et mieux, notamment pour le souci d'une contribution mieux répartie aux charges de la protection sociale et du contrat social plus clair et mieux équilibré. Nous avons tardé à comprendre qu'il y avait des terrains nouveaux et tardé à agir sur eux : la redistribution de l'emploi par la réduction négociée de la durée du travail ; la nouvelle répartition du temps de formation, de travail, de loisir, de vie, et la réorganisation de la cité ; la redistribution des chances territoriales ; la discrimination positive dans les moyens affectés aux services publics ; l'égalité réelle dans la formation et l'éducation par l'invention d'un système véritable et efficace de seconde chance, bref, nous avons projeté la France dans la modernité économique, mais nous n'avons pas su transformer cette modernisation économique, cette révolution culturelle en adhésion sociale et en succès politique.
Nous n'avons pas réussi à répondre avec assez d'audace et d'imagination à la nouvelle question sociale et économique, perdant le bénéfice de certaines avancées économiques. J'ai fait comme chacun d'entre vous du porte-à-porte dans cette campagne. Et la question qui revenait sans cesse était celle-ci : " pourquoi voulez-vous que je vote Socialiste ?" Tant qu'on n'aura pas répondu à cette question-là, pour aujourd'hui et pour demain, on n'aura pas avancé.
Tout cela a été aggravé par les dissensions internes, cette désunion dont le Congrès de Rennes aura été l'exemple. Nous aurons passé parfois plus de temps et nous aurons consacré plus d'énergie à nous contester nous-mêmes qu'à convaincre des hésitants, qu'à conquérir de nouveaux alliés ou qu'à combattre nos adversaires. Ces divisions ont gravement affecté le Parti. Combats d'hommes. Nous avons vu se développer de véritables oppositions, pour ne pas employer un terme plus fort, personnelles, dans un climat indigne de nous.
Il faut, s'il en est encore temps, essayer de cesser cela, et reconstruire non pas seulement la possibilité de vivre ensemble en bonne intelligence, mais le désir de se battre côte à côte et d'attirer auprès de nous ceux qui partagent notre idéal. Je ne crois pas que nous pourrons y parvenir si nous ne stoppons pas la dégénérescence des courants en clans, seulement mus par l'hostilité aux autres

Fondation Jean Jaurès

fractions. Ce système a sclérose le Parti, et, repoussant tous ceux qui n'avaient pas le goût de ces combats d'appareil, il a figé les débats dans des positions stériles, alors qu'il était censé nourrir la délibération collective. Il a donné de nous une image qui serait grotesque si elle n'était pas tragique. Il faut, et c'est plus facile à dire qu'a faire, que notre Parti essaie de devenir un lieu d'élaboration intellectuelle et de délibération collective.

Ces divisions ont affecté gravement les relations du Parti, des groupes parlementaires et du gouvernement, en entravant la bonne marche de l'action. Entre le Parti "godillot" et le soutien critique nous n'avons pas su trouver le bon équilibre. Nous n'avons pas su garder notre identité propre entre nos gouvernements successifs et le Parti qui les a soutenus. Chez nos voisins, socio-démocrates allemands ou suédois, travaillistes anglais, le mécanisme de concertation entre gouvernement, groupes parlementaires et parti a évité ces affrontements inutiles. Voilà encore un terrain de réflexion si nous ne voulons pas demain rééditer les erreurs d'hier.

Si je procède à cette analyse de la défaite, à grands traits, en laissant de côté - je le reconnais - des aspects très importants sur lesquels j'en suis sûr certains d'entre vous reviendront, c'est à la fois parce qu'elle dessine en creux ce qu'il faut éviter pour demain, parce que des millions de Français malgré tout continuent d'espérer en nous, c'est aussi parce que nous ne devons pas nous tromper de diagnostic.

Nos sociétés sont désenchantées, ne croient plus aux recettes miracle ou aux solutions magiques. Nous devons leur parler le langage de la vérité. Mais cela ne signifie nullement qu'il faille clore leur horizon. Il faut rouvrir des perspectives qui soient de gauche. On peut demander des efforts, et même faire naître sur cette base un enthousiasme militant, à la condition que ce soit dans une perspective lisible, et que tout cela ait un sens. Et ce sens, pour employer un mot trop court, c'est celui de la solidarité.

C'est à partir de là qu'on peut commencer à parler de reconstruction. Cette reconstruction nécessite, au moins une triple rénovation.

Une rénovation intellectuelle et morale à travers notre conception et notre pratique de la démocratie, de la stratégie économique, de la politique de l'emploi et des formes nouvelles de la redistribution. Notre tâche pour les temps qui viennent est d'élaborer une perspective de gauche, je dis bien de gauche, pour les années 1990-2000, qui tienne compte de la demande d'Etat moderne et d'Etat impartial, de la complémentarité entre le niveau national et le niveau européen, des contraintes assumées de l'économie de marché et des bouleversements technologiques, des nouvelles réponses qui s'imposent aux déchirures sociales.

Rénovation des alliances. A court terme nous ne pouvons même pas prétendre occuper à nous seuls le terrain de la Gauche ou plus largement du camp du progrès. Encore faudra-t-il aller bien au-delà. Le Parti Communiste est affaibli et insuffisamment réformé. Les responsables écologistes n'ont pas compris - n'ont pas encore compris ? - que leur avenir était lié au nôtre. Nous devons reprendre le dialogue avec eux. Les démocrates-sociaux, si leurs élus peuvent être tentés

Fondation Jean-Jaurès

un jour par une alliance avec nous - certainement pas en ce moment - leurs électeurs, à tout le moins dans le cadre du scrutin majoritaire actuel, penchent à droite. Or nous avons impérativement besoin d'alliance. Les forces aujourd'hui, pour cela manquent. La conclusion est que nous… (illisible)… entre nous les règles constitutives du PS. Ce n'est pas du juridisme. C'est tout simplement la règle morale. Je dis "la parole aux militants", mais j'ajoute tout de suite que cela n'est nullement exclusif, au contraire, d'une consultation beaucoup plus large qui est indispensable : militants et sympathisants. "Portes et fenêtres ouvertes", je choisis cette expression. Dans la campagne des législatives, nous avons tous été frappés par le fait que de nombreux sympathisants, parfois même plus nombreux que les militants, nous ont aidés. Ils ne sont pas ou pas encore membres de notre Parti, certains ne veulent pas le devenir, mais ils sont à nos côtés, ils partagent nos valeurs, il est essentiel qu'ils soient pleinement associés à notre démarche pour le futur. Il serait absurde de lancer cette reconstruction en circuit fermé.

L'autre exigence essentielle, c'est le refus des divisions. La première rénovation, chers camarades, c'est la fin des batailles internes dérisoires. Ceux qui se disent favorables à la reconstruction et qui commenceraient par installer la division mentent. Cette nécessité-là saute aux yeux. Je ne dis pas refus des débats, au contraire, mais refus des divisions. Ou alors, c'est qu'on n'a rien compris aux souhaits de la population et, en particulier, des militants Les affrontements de personnes, les manœuvres plus ou moins sombres ou transparentes qui visent à écarter, ou à écraser, le "remake" du calamiteux Congrès de Rennes, certainement non. La reconstruction ne peut pas être l'habillage d'une nouvelle bataille entre des troupes harassées, qui s'entrechoqueraient derrière des étendards en loques : parce que cette bataille, chers camarades, pourrait alors bien être la dernière. D'ailleurs un certain nombre de fédérations nous ont fait savoir qu'elles ne se prêteraient pas à cela. Que nous discutions, que nous débattions, que les propositions jaillissent, évidemment - c'est le rôle d'un Parti - mais les déchirements, non.

Voilà donc deux exigences majeures de la reconstruction : s'opérer à partir des militants et des sympathisants, refuser les divisions. Comment alors procéder ? Au cours de la semaine, toute une série de propositions ont été avancées, et je voudrais essayer d'en proposer une synthèse la meilleure possible et de vous la présenter. Je ferai circuler un projet de texte tout à l'heure. Les résultats des élections, l'achèvement d'une période, la préparation du futur à gauche nécessitent - nous en sommes tous d'accord - un débat très large sur l'ensemble des questions qui se posent. Aucune question n'est tabou : les idées, les structures, les équipes, les hommes, tout doit être abordé. Le débat, les militants et les sympathisants l'attendent, il doit être d'abord le leur. C'est pourquoi il serait bon - et je vous le propose - que dans les communes, les départements, et au niveau national de la façon la plus ouverte, s'engagent des débats, on a parlé d'états généraux de la reconstruction, la réflexion, la discussion étant menés sur tous les thèmes essentiels. Ces états généraux, il faudra bien sûr qu'ils soient encouragés, animés et que leurs travaux soient rassemblés pour pouvoir être

concrètement utiles. A cette fin, il sera nécessaire que se réunisse, appelons-le "un groupe d'animation et de suivi des états généraux", organisme léger, par exemple d'une quinzaine de membres. Ce groupe prendra toutes les initiatives utiles pour favoriser ces états généraux, il recueillera les propositions, il en fera, c'est ce que je propose, un premier rapport de synthèse et d'étape pour les participants, pour nous-mêmes dès le mois de juin.

Nous devrons en tirer les conséquences pour le Parti, le moment venu dans le cadre de la préparation, rassemblée, je l'espère, de notre Congrès. Ce Congrès se tiendra à partir de nos règles. Il sera maître de ses décisions bien sûr, mais il aura une valeur constituante. Il sera saisi de toutes les questions utiles touchant notamment à l'analyse de la période passée et aux conclusions à tirer, à nos idées, à notre stratégie, à nos alliances, à nos structures, à nos procédures, à notre dénomination elle-même, et il choisira évidemment les responsables de notre Parti. Il tirera donc pour nous les premières conclusions d'états généraux qui, dans l'esprit de ceux qui les ont proposés, devront ensuite se poursuivre. Si on veut que tout cela soit fait sérieusement, le travail des états généraux locaux, nationaux, celui du groupe d'animation ne peuvent pas être bâclés. Cela prendra donc - à nous d'en discuter - un certain temps. Le Congrès, lui, pourrait avoir lieu à l'automne. Encore ce calendrier n'est-il pas facile à tenir. Sinon, c'est un exercice faussé, inutile, et les militants et sympathisants s'y refuseront

J'ai pris connaissance ces derniers jours de plusieurs projets qui sont assez voisins, plus ou moins proches de celui que je viens, à grands traits, de présenter. Diverses solutions sont évidemment possibles. L'essentiel me semble pour nous d'éviter deux pièges. Le piège du simulacre. Il n'est pas vrai qu'une écoute réelle des militants et des sympathisants, un vrai dialogue, l'élaboration de propositions puisse être menée à bien, comme on nous le propose en 3 semaines, c'est-à-dire l'équivalent au maximum de 2 réunions de section. Les questions à poser s'appellent entre autres : quel bilan de ces 20 ans ? Que changer dans notre pratique du pouvoir ? Comment essayer de traiter enfin la question de l'emploi ? Comment reconstituer le lien social ? Quelle place du social par rapport à l'économique ? Comment éviter à l'avenir et sanctionner les défaillances morales ? Quel jugement sur la social-démocratie ? Comment prendre à bras le corps les problèmes de la violence dans notre société ? Quelle Europe ? Quel mode de fonctionnement du Parti ? Quel dépassement des courants ? Quelle stratégie ? Quelles alliances ? Et d'autres questions tout aussi complexes. Répondre à tout ou partie de ces interrogations légitimes en quelques semaines, en deux réunions de section, tout en y associant les sympathisants, en organisant localement, comme c'est nécessaire, des consultations larges, chers camarades, ce n'est pas possible ! Ce serait alors un simulacre. Cela n'aurait pas de sens. Ou alors cela reviendrait - et personne ne le souhaite - à organiser des "états généraux bidon", les participants étant priés de reprendre tout simplement les indications qui leur seraient fournies par un "mystérieux" correspondant. On parlerait rénovation mais il s'agirait, sous couvert de reconstruction, et je pense que cela ne vient à l'idée de personne, de réaliser une opération d'appareil. Nous en discuterons.

Evitons aussi dans la procédure ce qui serait tomber dans un piège de division. Notre Congrès, les états généraux, là aussi j'ai lu diverses propositions ont été formulées, et c'est une bonne chose. Un problème existe incontestablement, de désignation. Discutons-en le moment venu. Evitons de reconstituer un système parfois pratiqué m'a-t-on dit par le passé, où, sous couvert d'un certain mode de scrutin, des convergences se révèlent après coup entre les choix faits "spontanément" par certaines fédérations ou certains groupes. Bref, essayons d'être ouverts à toutes les propositions, mais surtout d'éviter les faux-semblants. Le Comité directeur doit jouer à fond la reconstruction et, je l'espère, la synthèse. C'est le sens des propositions que je ferai et qui, avec bien sûr toutes les corrections nécessaires, recueilleront, je l'espère, finalement, votre assentiment.

J'ajoute que dans cet esprit de rénovation et de dépassement des courants, je pense que des signes concrets, qui ne soient pas des artifices, pourraient être adoptés rapidement dans la vie même de notre organisation. Actuellement le Bureau exécutif est composé des seuls membres issus des courants du Congrès de Rennes. Il serait excellent, si elles ou ils l'acceptent, que trois ou quatre camarades qui, à ma connaissance ne sont pas engagés dans les luttes de courant, rejoignent, dès les prochains jours, comme membres associés le Bureau exécutif, c'est-à-dire la direction de notre Parti, afin de mettre leur énergie au service de la démarche collective de reconstruction.

Pendant quelques mois le gouvernement Balladur va connaître le traditionnel état de grâce. Mais il vient au pouvoir dans la crise économique, nous en savons quelque chose. La reprise, si elle a lieu, n'interviendra que plus tard. D'ici là, les promesses et la popularité risquent de se fracasser sur les réalités du chômage, de l'insécurité, du mal-être des banlieues. Avec le grand risque, en cas d'échec probable de la Droite et de division accrue de notre part, que l'extrême droite - déjà redoutable par ses ravages notamment dans les couches populaires - ne progresse encore.

On glose sur les divisions de la Droite. Elles existent certainement, et on les verra à l'œuvre. Mais je crois qu'il faut comprendre, aussi que d'une certaine façon, même si cela peut surprendre, ces divisions sont un atout pour une droite qui évite ainsi de présenter le visage du monolithisme. Quand on est faible, la diversité s'appelle souvent division. Quand on est fort, la division est baptisée souvent pluralisme. Et cela peut séduire, tout au moins un moment. Par exemple en matière européenne où les hésitations des Français, voire les contradictions qui sont au cœur de chacun, peuvent être d'une certaine façon représentées et prises en compte par cette palette d'opinions, fussent-elles contradictoires. Et cependant, je suis convaincu que des événements surviendront inévitablement qui aviveront ces contradictions. Le gouvernement aura à choisir alors entre des inconvénients, et il entrera dans le cycle de l'impopularité. La Droite se trouvera devant une alternative renforcée par l'ampleur de sa victoire : ou bien appliquer ses propositions électorales, et dans ce cas s'exposer à des réactions en profondeur à plus ou moins longue échéance de la part notamment des salariés ; ou bien renoncer à ses propositions et encourir le reproche d'abandon.

Pour notre part, je pense qu'après une période que j'appellerai - le mot n'est peut-être pas bien choisi - de vigilance et de retenue, nous aurons à être très actifs et très offensifs. Contre la Droite et l'extrême droite sur le danger de laquelle j'insiste. Une opposition ferme, donc une opposition constructive, soutenant le Président de la République, et préparant le moment venu, la nouvelle alternance. Parallèlement, si nous y travaillons ensemble, je pense que le bilan et l'image de la Gauche pourront en fin de compte, être réévalués.
On nous demande : " Mais est-ce que l'ampleur du rejet dont vous êtes collectivement victimes ne compromet pas toute chance de victoire d'un candidat Socialiste à l'élection présidentielle de 1995 ? Et que se passera-t-il lors des élections municipales qui suivront, élections elles aussi essentielles, et avant lors des cantonales et des élections européennes en 1994 ?. Le PS n'est-il pas condamné à une très longue traversée du désert ?" Je suis convaincu que nos chances pour ces échéances demeurent, mais que beaucoup dépend de nous. Si nous nous complaisons dans la morosité, si nous intériorisons toutes les critiques que nous font nos adversaires, ou si au contraire nous rejetons toute analyse objective du passé, pire, si nous nous laissons entraîner dans des guerres fratricides, alors, oui, de nouvelles défaites sont à l'horizon et la Droite pourrait se maintenir au pouvoir, pour longtemps, cependant que l'extrême droite s'accroîtrait encore.
Mais, si nous nous attelons sans retard au travail critique de reconstruction du Parti… (illisible)… politiques. Ici, je tire des élections la conclusion qu'un mot d'ordre doit prévaloir : retour au terrain, retour dans nos localités, retour sur le concret, reconstitution, renforcement du lien qui nous unit à ceux que nous représentons, et que 12 années de pouvoir ont passablement distendu. C'est ainsi que nous regagnerons la confiance de notre base sociale et que nous regagnerons notre implantation locale, condition de la résistance et de la reconquête. Ce retour au terrain, s'il s'accompagne de l'invention de nouvelles formes de pratiques politiques, je suis sûr qu'il permettra d'accueillir de nouveaux adhérents - et peut être d'abord les sympathisants qui ont été souvent le fer de lance de notre difficile campagne.
Je ne sais si vous faites la même expérience que celle que je rencontre : certains dans la défaite, et précisément dans la défaite, veulent nous rejoindre aujourd'hui. Il va sans dire qu'il n'est pas possible de reprendre la guerre des courants. J'ai dit qu'un nouveau Congrès de Rennes serait fatal. Il nous faut donc plus que jamais dominer l'organisation de notre pluralisme et de notre démocratie interne, et surmonter les effets pervers de ce système. Tout cela est possible, mais tout cela est d'abord affaire d'état d'esprit. Le Parti est trop faible, trop éprouvé, pour se déchirer à nouveau, pour une lutte pour le pouvoir. Je souhaite que nous discutions librement, en nous préoccupant seulement de la recherche de la ligne la plus juste.
J'ai lu, j'ai cru comprendre que dans ce maelström certains dirigeants estimaient que collectivement, et personnellement aussi, nous devions nous retirer, même si cela n'a pas été toujours été directement dit jusqu'ici. On parle de démission collective, je sais comme vous, au sein de cette collectivité, que tout le monde,

notamment certains, seraient visés. Je préfère aborder ce problème carrément car vous êtes le Comité directeur. J'en parlerai d'un point de vue collectif et d'un point de vue personnel.
Si j'avais été battu aux élections, personnellement, sans qu'il y ait de rapport direct entre les fonctions, je ne me serais pas senti dans la situation personnelle de poursuivre ma tâche à la tête du Parti, mais cette remarque ne vide en rien le débat. Il y a un grave échec collectif. J'y ai ma part de responsabilité. Comme chacun. Et il est normal que comme chacun je l'assume. Alors c'est la question de la démission collective. Je pense qu'elle ne résoudrait rien. Je pense qu'elle a aggravé la crise, je pense qu'elle serait surtout le paravent d'une opération d'appareil : on parle de rénovation, et toute la Gauche comprendrait que ce serait très largement un règlement de compte, combiné peut être à des manœuvres pré-présidentielles. Je ne crois pas que la vie du Parti Socialiste doive tout entière dépendre de l'élection présidentielle, question que nous verrons le moment venu. Je ne crois pas bon d'ajouter une déstabilisation à une autre mais, bien évidemment, comme celles de toute la direction, mes responsabilités et mes fonctions sont à la disposition des militants.
Chers amis, et j'en terminerai par là, ce Comité directeur d'après défaite est - on le sait bien - très important. Ou bien nous donnons raison à nos adversaires et nous désespérons ceux qui continuent de croire en nous : pour cela, c'est facile, il suffit de remplacer un débat politique de fond aujourd'hui et dans les semaines qui viennent par des règlements de comptes, de montrer à l'opinion qui va prendre connaissance de nos travaux ce soir que décidément les dirigeants Socialistes n'ont rien compris. "Ils recommencent", dira-t-on, et ce qui reste de la Gauche reculera un peu plus, au profit de la Droite, peut être pas, mais certainement au profit du découragement et peut-être de l'extrême droite. Ou bien, malgré le choc, à cause du choc, nous engageons, calmement, profondément, solidairement, la reconstruction, en ouvrant les portes et les fenêtres, en nous rassemblant, en demandant à toutes celles et ceux qui ont des idées, des propositions, de les présenter, de participer, de bâtir.
Vous allez prendre des décisions tout à l'heure. Je souhaite qu'en prenant vos décisions vous pensiez, c'est votre rôle comme le mien, et je suis sûr que vous le ferez, aux militants, aux sympathisants, au peuple de gauche. Je souhaite que vous pensiez à ce qu'ils veulent - un débat politique constructif - mais aussi à ce qu'ils refusent. Dimanche dernier ce sont les électeurs qui ont sanctionné le Parti Socialiste. Il serait absurde que le samedi suivant, certains de ses propres dirigeants l'achèvent. Il ne s'agit pas de détruire. Il s'agit de reconstruire. Et de le faire, mes chers camarades, c'est mon souhait le plus vif, tous ensemble et avec beaucoup d'autres.
Chers camarades, nous devons suivre un certain ordre du jour dans notre réunion. Je pense qu'il faut que nous ayons un vrai débat politique, débarrassé de toute hypocrisie. J'ai lu comme vous dans la presse ce matin, j'ai entendu, l'idée selon laquelle, - elle est statutairement possible et on y a fait allusion il y a encore quelques instants - la direction collective de notre Parti devait présenter sa démission. C'est tout à fait votre droit. Ce qu'il faut éviter, me semble-t-il,

Fondation Jean Jaurès

c’est que dans cette journée, nous ayons un débat avec des ombres.
Je ne voudrais pas, car ce serait indigne de chacun, que nous débattions de grandes idées, que nous en venions à des propositions concrètes, qu’il y ait une Commission des résolutions, que la nuit se prolonge et puis tout d’un coup, je ne sais pas à quel moment, on trouve que c’est difficile, impossible, et à ce moment-là, à ce moment-là seulement, sortie on ne sait d’où, soit posée la question qui, si j’ai bien compris, est dans certaines têtes, et dans toutes les gazettes.
Je pense qu’il vaut mieux, passez-moi cette expression, que l’on vide l’abcès dans un sens ou dans un autre, c’est plus correct.
Nous en tirerons les conséquences, et le débat pourra avoir lieu. C’est pourquoi je souhaite que si une proposition de démission collective est faite, elle soit présentée maintenant, par ceux ou celles qui le demandent. Nous en discuterons et les arguments seront échangés. Vous aurez à trancher.
Ensuite, selon le sort de ce débat, nous en tirerons les conséquences. Je souhaite donc qu’il n’y ait pas d’équivoque ni d’hypocrisie entre nous, avant que le débat ne continue.

Le président - Y a-t-il une proposition concrète de demande de démission collective ?
(Protestations dans la salle)
On ne va pas ouvrir le débat maintenant... Il doit être ordonné... il y a un certain nombre d’inscrits.

Dans la salle - Ce n’est pas le débat qui s’ouvre !

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, je pense que nous sommes d’emblée dans une question qui n’intéresse pas les Français. C’est véritablement des enjeux de pouvoir, qui sont portés devant le Comité directeur. Il me semble qu’il vaudrait mieux qu’il y ait un débat au fond.
(Applaudissements)
C’est l’essence d’une motion préalable qui, normalement, devrait vous être distribuée et qui a été remise à Claude Estier il y a un moment. Je souhaite qu’il y ait un débat de fond car je suis loin d’adhérer à tout ce qu’a dit Laurent Fabius sur l’analyse de notre échec. Cela peut permettre une discussion mais je pense que je serai loin d’adhérer également à ce que pourrait dire Michel Rocard. Je pense qu’il doit y avoir une analyse de fond car ce qui a été sanctionné c’est une ligne politique, ce n’est pas seulement une pratique.
Je demande donc que cette motion préalable soit distribuée et que le débat s’engage sur un plan politique.

Le président - Jean-Pierre, tu vas intervenir à ton tour. J’ouvre le débat, ayant pris acte…

Fondation Jean Jaurès

Jean Poperen - C'est un débat politique ! Je demande que le débat s'ouvre tout de suite comme vient de le dire Jean-Pierre.
(Vifs applaudissements)

Le président – Je prends acte de ce que vous voulez que le débat s'ouvre maintenant et qu'il n'y a pas d'autres propositions.
J'engage le débat, il y a beaucoup de camarades inscrits et, dans un premier temps, je donne la parole à Lionel Jospin, Michel Rocard, Pierre Mauroy, Jean Poperen, Jean-Pierre Chevènement, il y a beaucoup d'autres inscrits.

Jean-Luc Mélenchon - Laurent a posé une question, il faut que l'on y réponde, ce n'est pas contradictoire au débat, il a posé une question, il a le droit que l'on y réponde.
(Brouhaha et réactions de désapprobation)

Le président - Jean-Luc Mélenchon, s'il te plaît, tu ne parles pas dans la salle. Si tu as une réponse à donner à la question de Laurent Fabius, tu viens la donner à la tribune.

Lionel Jospin - Je suis là-moi...
(Réactions diverses)

Le président - S'il vous plaît... Je vous demande de faire silence pour que nous ne partions pas dans le désordre.
J'ai cru comprendre que la salle souhaitait qu'il y ait maintenant un débat…

Dans la salle - Oui...!

Le président - ... et que nous avions en même temps, donné acte que dans le moment présent, il n'y a pas d'autres propositions que d'engager le débat.

Dans la salle - Oui...

Le président - Le débat est engagé.
Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, comme beaucoup d'entre vous, j'étais candidat dans cette élection, avec détermination tentant chaque jour, de convaincre une opinion qui se dérobait, mais nous avons mené cette bataille dans un climat politique et psychologique qui avait été rendu détestable et avec à l'esprit la quasi-certitude de notre échec collectif.

Fondation Jean-Jaurès

Comme vous, j'ai vu avec tristesse des dizaines de députés sortants ou de candidats estimables, intègre, injustement battus.
Aujourd'hui, je vois le Parti que tant d'entre nous avons renouvelé, puis porté si haut, ramené durement en arrière, isolé, et humilié. Je ne saurais, dans ce contexte, repartir comme avant et accomplir, comme si de rien n'était, les rites de la vie partisane.
Je crois, pour ma part, qu'il faut tirer les leçons de cet échec si grave. C'est pourquoi je renonce à mes fonctions de direction au Bureau exécutif et au Comité directeur du Parti Socialiste, auquel, à deux mois près, j'appartenais depuis 20 ans.
Je garde intactes, vous vous en doutez, les valeurs et les convictions qui ont justifié très tôt mon engagement à gauche, celles qui ont guidé mon action au cours de ces 20 dernières années, consacrées au mouvement Socialiste, à la vie publique et au bien commun.
Mon attachement à beaucoup d'entre vous est profond mais je ne vois pas se dessiner la volonté, une volonté réellement commune et je le dis après l'intervention du Premier secrétaire, de rechercher les causes de cette grande défaite, de tirer les enseignements de la période historique qui s'achève, ni de chercher des remèdes par des remises en cause fortes, et des propositions largement nouvelles. Je crains que ne l'emportent les motifs d'immobilisme, le souci de garder les positions acquises, et les explications convenues. Car on ne peut comparer la situation d'aujourd'hui avec d'autres antérieures. On ne peut se contenter de dire, comme pour se rassurer à peu de frais, et décourager l'analyse, "on a déjà connu cela".
En 1958 - nous y étions, certains d'entre nous - la Gauche avait traversé le drame d'une décolonisation ratée, et la chute d'un régime. Après 1968, elle subissait la réaction à un coup de colère étudiant et ouvrier, que certains avaient vécu comme une tentative révolutionnaire. La Gauche, aujourd'hui, doit son échec à elle-même. La résignation au chômage, la coupure avec les milieux populaires, les pratiques trop éloignées de nos idéaux, la perte d'identité du Parti Socialiste, voilà les raisons de notre affaissement après douze années de pouvoir. Allons-nous l'admettre et en tirer les conclusions ou pensons-nous fonder notre rétablissement sur l'exploitation mécanique des erreurs de la Droite. ? Tel est l'enjeu. Dans ces conditions, le maintien du statu quo au Parti, dans les pensées et les façons d'agir, de quelque façon qu'on l'habille, sera mortel pour le mouvement Socialiste. Je ne l'accepte pas.
Faut-il alors une confrontation entre nous ? Si elle est confrontation d'idées, je dis oui, car nos militants veulent débattre et dire ce qu'ils pensent, mais déjà, certains menacent de "yougoslaviser" - retenez-bien l'indécence du terme - le Parti Socialiste.
Et puis, on évoque le Congrès de Rennes. Nous savons bien en fait, ici, au fond de nous, ce Congrès de déchirement, qui l'a voulu et qui l'a subi. Mais l'opinion, elle ne fait pas ses distinctions, et pour ce qui me concerne, j'en porte encore le poids.
C'est pourquoi, et ma situation ici est singulière, je ne saurais me laisser aller à

nouveau à un affrontement de ce type, vous le comprendrez. Seule une démarche collective, désintéressée, oubliant les clans, et fondée sur la capacité à assumer ces responsabilités, sera ou serait à la hauteur de l'événement.
Je veux souhaiter que le processus engagé aujourd'hui débouchera positivement mais ce ne sera pas le cas, si vous centrez la discussion sur le nom du Parti, sur ses statuts, sur sa déclaration de principe, sur ses modes de désignation internes, si vous croyez la solution à nos problèmes dans la simple mise en cause des courants. C'est l'analyse en profondeur de ce qui nous a conduits là où nous sommes, c'est l'interrogation sur les chemins que nous devons emprunter à l'avenir, c'est la politique, qui doivent être mis au cœur d'un débat digne de nos militants et de millions d'hommes et de femmes de gauche, car c'est de là seulement que pourra venir la renaissance.
Par règle personnelle de vie, et par nécessité, je vais reprendre maintenant une activité professionnelle. Elle peut me tenir éloigné pour un temps de l'action politique directe.
Dans ma retraite d'aujourd'hui, je garde pour demain cet espoir et cette volonté de renaissance.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Rocard.

Michel Rocard

Chers camarades, la Gauche est à reconstruire. Toute la Gauche, et à reconstruire totalement. Ce qui nous est arrivé lors de ces élections, est sans aucun précédent, et c'est donc une réalité qui nous met tous en cause.
Je ne crois pas que ce soit ici le lieu, ni le moment, de chercher à identifier des responsabilités. Ce n'est pas le moment, car notre défaite est à ce point sévère que ces causes doivent être profondes. Or, une petite semaine de réflexion ne suffit certainement pas à les définir, à les comprendre toutes clairement.
Ce n'est pas non plus le lieu, car étant tous ici des responsables, nous serions à la fois juge et partie. Or, c'est aux militants désormais qu'il revient d'apprécier les responsabilités des dirigeants que nous sommes. J'ignore ce que sera leur verdict. Je sais seulement que nous ne pouvons songer, ni à le contester, ni à nous y soustraire. Moi-même, sur ma situation personnelle, je n'envisage pas un instant de faire comme s'il ne s'était rien passé dimanche dernier.
J'ai toujours tenté d'être lucide et d'assumer mes responsabilités. Parce que je suis lucide, je sais que le naturel d'une candidature ne se décrète pas. Il se constate et si je suis candidat, ma propre détermination ne suffit pas. Je le sais fort bien. Il me faut rebâtir et élargir une légitimité ; parce que j'assume mes responsabilités, je n'entends pas me prêter à des marchandages et il n'y a pas ici position personnelle quelle qu'elle soit, y compris la mienne, à préserver par je ne sais quel échange. Qu'on ne nous en parle plus, ce n'est plus pertinent, jusqu'à ce que le temps revienne. L'essentiel, à mes yeux, n'est pas ma candidature, mais les conditions qui la rendront victorieuse, les conditions qui

Collection Jean-Jaurès

permettront à la Gauche de renouer avec les Français et jusque-là, elle n'est pas de mise.
(Applaudissements)
La première de ces conditions, sans laquelle rien d'autre ne serait envisageable, celle dont l'importance dépasse largement l'enjeu même de 1995, c'est évidemment de reconstruire cette gauche. Mais il nous faut aussi, en même temps, inventer de nouvelles formes de démocratie. Ce sont là nos tâches collectives, et pour cela, c'est bien ici le moment et le lieu d'en débattre, et de proposer.
Trois millions de chômeurs, et bientôt davantage peut-être : toute autre réalité s'estompe derrière celle-ci. Elle obsède légitimement les Français. Ils attendent des politiques, une réponse que ceux-ci ne sont pas en mesure de donner à hauteur du besoin, et voilà donc les Français et leurs dirigeants, de droite comme de gauche d'ailleurs, également désemparés. Alors ne feignons pas de croire que nous pourrions, ni même que nous devrions trouver, seuls, les réponses adéquates. Ces réponses qui résident dans des modes totalement renouvelés d'organisation de la vie, nous ne les trouverons qu'en en appelant à tout ce que la France compte d'imagination, de réflexion, d'action. Un peu partout, dans nos rangs, et beaucoup hors de nos rangs, des gens pensent, expérimentent, et c'est vers eux qu'il nous faut nous tourner.
Il ne s'agit naturellement pas que le politique se défausse d'un problème faute d'avoir su le traiter. Il s'agit, au contraire, de puiser dans les ressources de la société, de les mobiliser, en nous adressant à des personnes qui, pour n'avoir pas envie, d'adhérer à un Parti, peuvent néanmoins être parfaitement prêtes à enrichir le système politique de leurs idées, de leurs expériences, de leurs pratiques militantes.
Reconstruire une formation politique moderne est donc notre tâche commune mais cette mission, mes camarades, ne doit en aucun cas, nous conduire à négliger ce qui existe, ce qui "germine", ce qui agit, à l'extérieur de notre Parti. Il faudra y penser en même temps que nous travaillons à redresser notre maison, à reconstruire.
S'agissant de notre avenir commun et immédiat, plusieurs idées ont été évoquées. Vous le savez tous, peut-être avez-vous le document, Pierre Mauroy et moi-même, nous avons fait des propositions.
Pourquoi des états généraux constituants ?
Parce que nous ne pouvons nous offrir le luxe d'une démarche comportant trop d'étapes, et s'étendant sur trop de mois. C'est tout de suite qu'il nous faut jeter les bases d'une organisation entièrement nouvelle.
Cette rapidité, bien sûr, peut inquiéter, va inquiéter certains militants. Je la ressens pourtant comme totalement nécessaire. Oui c'est bien tout de suite qu'il nous faut manifester aux Français notre volonté de reconstruire et je ne peux pas dire que j'ai apprécié à l'instant, le mot de "simulacre", qualifiant l'idée que nous ferions tout le travail de reconstruction dans le mois en question. Bien entendu, quand on est dans cet état là, et quand on a un peu de culture historique, la période de reconstruction sera au moins d'une demi-douzaine,

sinon d’une dizaine d’années.
J’ai quelque expérience en ce genre de choses et je vous signale que quiconque croira qu’on pourra faire plus vite, nierait la totalité de l’expérience humaine dans des sociétés démocratiques développées. Par conséquent, le fait que nous ne puissions pas finir l’analyse politique de ce qui vient de nous arriver, la mise au point concertée de propositions d’actions, de lignes stratégiques d’orientation, de structures statutaires, pour les états généraux prochains, est une évidence. Une évidence et pas un simulacre.
Pour autant, pouvons-nous nous permettre d’attendre dix ans la date normale d’un Congrès... C’est la Toussaint, c’est donc Noël... pour nous mettre en capacité de donner un contenu, une forme, des modalités différentes à notre fonctionnement interne, comme le dialogue que notre formation doit renouer, renoue avec tout ce qui vit à gauche, avec tout ce qui n’a pas abandonné ni la volonté de la République, ni celle de la démocratie, ni celle de la justice sociale. Je suis persuadé du contraire.
Ma conviction est que si un signal fort n’est pas donné avant l’été, le 14 juillet, concernant l’analyse que nous faisons, les raisons pour lesquelles nous en sommes là et les orientations essentielles, en même temps que les modalités de fonctionnement, la remise en place d’une direction en juillet, pour reprendre dès l’année prochaine, l’inlassable travail de restructuration militant, et de mise en œuvre de pratiques nouvelles. Je suis convaincu que si nous ne savons pas donner ce signal et dans ce délai-là, quelle que soit la brièveté du débat, eh bien, c’est pour une ou deux décennies que nous en prenons !
Cette reconstruction est le préalable indispensable aux discussions avec d’autres car tout partenaire potentiel serait en droit de nous demander qui nous sommes, au nom de quoi nous parlons, comment nous entendons agir ?
Il nous faut préparer nos réponses à toutes ces questions légitimes.
Pour réussir rapidement ces états généraux de la Gauche dont on a parlé, qui sont aussi mon espérance, il nous faut réussir plus vite encore (et c’est cela, l’enjeu) les états généraux du PS.
Congrès constituant ? Peu importe le vocabulaire. Il nous semblait que celui "d’états généraux" avait plus de capacité d’éveil, d’innovation, chez nos propres militants, mais le fond est bien : rapidité, l’enjeu, et la nouveauté des méthodes de préparation.
Cette organisation, entièrement nouvelle en effet, dépourvue de toute rigidité statutaire créant des courants, ce sera à ses adhérents d’en définir la nature et c’est pourquoi nous avons proposé que les analyses et les propositions soient demandées aux sections et aux fédérations, et non aux courants nationaux traditionnels. Ces analyses, ces propositions, devront porter sur tout ce qui fait notre vie commune : les valeurs, bien sûr, les raisons pour lesquelles nous en sommes là, naturellement, la définition de lignes politiques, évidemment, mais aussi tous les aspects grâce auxquels, dans sa vie même, cette organisation devra être quelque chose de vraiment ressenti comme neuf et ne plus ressembler à l’ancien.
Cela ouvre la discussion sur la dénomination de notre organisation. C’est vrai,

ce n'est pas le plus essentiel. Mais il faut également aborder les modes de désignation interne, la structure du pouvoir national, l'arrivée aux responsabilités de générations nouvelles et la mise en place de l'équipe dirigeante que les militants se choisiront, après le débat politique, bien entendu.
A cette occasion, nous devons nous interroger lucidement sur ce qui a dévitalisé et parfois asphyxié la vie démocratique dans notre Parti.
L'institutionnalisation des courants en est évidemment la cause la plus apparente. Les courants ont été une condition de la création du Parti d'Epinay. Ils avaient alors sans doute une justification. Mais ils se sont peu à peu rigidifiés, au point de devenir des facteurs de paralysie.
Mais, à y regarder de plus près, ils sont autant un effet qu'une cause, car plus en profondeur nous avons commis l'erreur de calquer les structures du Parti sur celles de la 5ème République...

Dans la salle - Ah !

Michel Rocard - ... Ce faisant, nous avons privilégié la stabilité, c'est sûr, et cela comptait, mais nous lui avons sacrifié la vitalité démocratique.
(Quelques applaudissements)
Sans que nous en ayons clairement conscience, notre formation s'est trouvée peu à peu instrumentalisée.
Les militants, consultés toujours trop tard sur les grands choix, les militants, requis de soutenir des options qui leur étaient imposées, les militants, sommés de participer à une confrontation des courants vidée de son sens, les militants, privés ainsi d'une vraie capacité de délibération collective, mais toujours infatigables colleurs d'affiches, les militants se sont découragés.
Quand la confrontation, voire la division, se faisait sur des idées clairement perceptibles, il n'y avait rien à dire et, vous le savez tous, même aux yeux des Français, le Congrès de Metz n'a pas nui au Parti Socialiste, car chacun, à l'extérieur comme à l'intérieur, a perçu qu'il reflétait un vrai, un nécessaire, un authentique débat. Mais, à l'intérieur comme à l'extérieur, le Congrès de Rennes a choqué, parce qu'il ne portait que sur le pouvoir interne.
Pour retrouver le sens de la réflexion et de la délibération collective à tous les niveaux, nous devons donc changer nos modes de désignation interne.
C'est la raison pour laquelle Pierre Mauroy et moi-même vous proposons un mode de délibération et de préparation des états généraux qui ne pose pas maintenant les problèmes de nos structures et de notre commandement, qui constate qu'il faudra les traiter au mois de juin. Mais nous devrons aussi penser différemment la structuration même, le mode d'organisation de notre direction au niveau national dans le sens de plus de collégialité.
Ces deux conditions sont indispensables, ces deux conditions sont indissociables pour simplement redonner vie aux traditions les plus nobles du débat démocratique chez les Socialistes.
Le Parti peut choisir d'être le soutien d'un présidentiable, ou celui d'un président. Il ne saurait plus jamais être l'instrument ni de l'un, ni de l'autre...

Fondation Jean-Jaurès

(Vifs applaudissements)

Dans la salle - Très bien !

Michel Rocard - ... et je vous supplie de n'en pas reparler !
Mais tout cela, qui va de soi et qui, pourtant, n'ira déjà pas sans mal, tout cela serait encore gravement insuffisant s'il manquait un volet essentiel : celui de nos pratiques militantes.
Si notre présence au niveau national a très gravement reculé, notre présence au niveau local demeure et est tout de même assez réelle ici ou là encore. C'est en tout cas de là que tout doit repartir. Mais cela ne repartira que sur des pratiques nouvelles. Il faut que les sections s'ouvrent plus qu'elles ne l'ont jamais fait. Songez que nous avons donné la carte de membre à 1% de nos électeurs, contre une moyenne de 8 à 9% chez tous nos partis frères de l'Internationale Social-démocrate au moins au niveau européen et contre 17% chez nos camarades Socialistes wallons ! C'est une autre substance sociale et la nôtre est la plus pauvre.
S'ouvrir, selon moi, cela veut dire deux choses.

- Aller vers les autres.
- Laisser les autres venir vers nous, vers soi.

Aller vers les autres, c'est d'abord redécouvrir qu'il existe d'autres formes de militantisme que celle que nous pratiquons nous-mêmes, des militantismes différents avec lesquels nous devons travailler, sans prétention à les dominer, sans arrière-pensée de les annexer. C'est, par exemple, faire le choix de participer à des actions communes (c'est le titre que nos camarades belges donnent à leurs relations de base avec l'extérieur du Parti, et elles sont permanentes) avec des associations, des syndicats, des municipalités, bâtir des projets concrets au service des Français, et avec eux, dans les domaines extraordinairement nombreux où c'est possible, ce peut être aussi bien pour la. prévention du sida que pour l'animation culturelle d'un établissement scolaire, ce peut être aussi bien pour conduire un effort d'insertion sociale, pour qui en a besoin (le PC, autrefois, savait faire cela... c'est le Front National, aujourd'hui, qui probablement est le seul parti à le faire, à nous de retrouver cette pratique de proximité militante dont nous sommes nés, car la naissance historique du Parti Socialiste, c'est la pratique de proximité militante et solidaire), que pour participer activement des enquêtes d'utilité publique sur des projets d'aménagement, ce peut être bien d'autres choses encore, sur une immensité d'autres sujets, sur tous ces sujets qui ont en commun de faire la vie quotidienne et les préoccupations de nos compatriotes.
Mais nous sommes tellement centrés sur un militantisme à usage interne et qui ne concerne que des désignations à usage électoral de nos propres responsables qu'il suffit que j'aborde ce sujet, en effet inhabituel chez nous, mais présent chez tous nos partis frères, pour que l'attention se disperse un peu et que vous cessiez...

Collection Jean Jaurès

Dans la salle - Non, non...

Michel Rocard - Eh bien, je le note... je le note dans un sourire, mais je vais faire un pronostic : quelle que soit la manière dont notre journée se terminera, nous sommes sous le risque que le contenu de fond des débats, qu'il s'agisse de la ligne politique ou des pratiques militantes, soit estompé derrière la violence de certains affrontement. C'est au nom de ce pronostic que je me permets d'insister sur ce que je vous dis là. Je supporterais mal que l'on dise que notre débat est sans intérêt et qu'il n'est qu'un affrontement de pouvoir. Ce n'est pas le cas. Mais naturellement, le pouvoir non plus n'est pas un extraterrestre, il résulte de confrontation sur des idées, il est la mise en œuvre d'une volonté collective qui peut s'exprimer aussi par différences.
(Applaudissements)
Aller vers les autres, donc, mais aussi, mes camarades, laisser les autres venir vers nous. D'où vient, que nos réunions de sections soient systématiquement fermées ? Pourquoi ne pas, au contraire, suggérer d'y venir à des gens qui n'ont pas encore fait le choix de l'adhésion, voire... (murmures)... à des gens qui veulent simplement nous parler, voire à des gens qui ont envie de nous dire fermement et face à face pourquoi il n'est pas question, à leurs yeux, de nous rejoindre ?
Songez-y, rien qu'en invitant tous les anciens membres de chaque section, non pour les réquisitionner, mais simplement pour leur demander pourquoi ils nous ont quittés, à quelle condition ils pourraient envisager de revenir, je suis sûr que nous apprendrons tous beaucoup... (murmures)... et nous apprendrons d'autant plus que, vous le savez bien...

Le président - Veuillez écouter...

Michel Rocard - ... ceux qui ont quitté le Parti Socialiste, malheureusement, sont plus nombreux que ceux qui y demeurent.
C'est en pratiquant résolument des ouvertures de ce type que nous pourrons tous ensemble imaginer des formes nouvelles, que nous pourrons déjà commencer à donner un rayonnement nouveau à notre action et que nous pourrons également envisager des alliances nouvelles. Et encore, je me borne ici à indiquer des pistes, mais je suis convaincu qu'il est possible d'aller bien au-delà.
Alors, certes, tout cela n'est pas dans nos habitudes, mais justement, ce sont nos habitudes qu'il s'agit de changer et les électeurs nous l'ont clairement signifié ! Je crains que nous n'ayons à comprendre que cette modification ne puisse pas se faire à la fois et du même mouvement entre nos partenaires extérieurs et nous. Je crains qu'il ne nous faille traiter distinctement la reconstruction d'une force de transformation sociale qu'est le Parti Socialiste d'aujourd'hui d'avec l'éveil de pratiques démocratiques plus militantes dans tout le camp du progrès, dans toute la Gauche.
Nul ne doit s'y tromper, c'est un virage complet que nous avons besoin de prendre, assurément pas sur le plan des valeurs républicaines et de solidarité,

Fondation Jean Jaurès

mais sur celui des moyens de les servir efficacement.
Ou nous y parvenons (cela exigera de très gros efforts, mais d'abord sur nous-mêmes) et l'avenir s'éclairera à nouveau, ou nous n'y parvenons pas et nous dépérirons plus ou moins lentement, dans l'espoir unique et probablement vain qu'une longue présence au pouvoir de nos adversaires pourrait un jour, un peu après le début du prochain millénaire, nous redonner un semblant de santé.
La Gauche, mes camarades, n'a jamais accepté la fatalité. Seule notre volonté pourra assurer sa renaissance.
La France en a besoin, les Français en ont besoin.
Sachons ne pas les décevoir à nouveau !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, moins de huit jours après le deuxième tour des élections législatives, nous avons, bien sûr, à parler sobrement et gravement. Nous venons de connaître une défaite sévère et cette défaite a été amplifiée par le mode de scrutin. Avec près de 4,5 millions de suffrages au premier tour, il est clair que beaucoup de voix nous ont manqué, qu'elles se sont réfugiées dans l'abstention, les votes blancs ou nuls, voire reportées sur d'autres candidats. Il est vrai que la Droite gouvernementale n'a obtenu guère plus de suffrages qu'en 1988 et qu'il s'agit peut-être plus d'une victoire par défaut que d'une véritable adhésion.
Mais tout de même, il faut bien constater que, pour la cinquième fois de notre histoire, après 1920, 1940, 1958, 1969, le Parti des Socialistes vient de chuter. Quatre fois, notre Parti s'est relevé et notre responsabilité, ici, est de créer les conditions d'un cinquième sursaut. Voilà dans quel état d'esprit j'aborde, pour ma part, ce Comité directeur.
La réunion du Bureau exécutif de lundi m'a fait entrevoir le pire. J'ai estimé hasardeuse et sans réel fondement la proposition de démission collective immédiate. A la tristesse de la défaite, nous aurions ajouté le désarroi d'un Parti sans direction et s'engageant dans la convocation d'un Congrès qui serait, je le crains en tout cas, un "Rennes-bis". Car, mes chers camarades, tous nos Congrès seront nécessairement des Congrès de division tant que nous n'aurons pas réglé la question de nos modes de fonctionnement et, moi, je comprends les fédérations comme le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, la Seine-Saint-Denis, qui dans ces conditions ne voudraient pas participer à des Congrès qui aggravent les différends plutôt qu'ils ne les surmontent. Voilà pourquoi nous devons sans attendre nous ressourcer dans la légitimité du militant et définir une procédure constituante exceptionnelle pour assurer la rénovation, éloignant de nous le risque de l'affrontement des courants.
Ou bien nous nous engageons aujourd'hui dans des querelles stériles et des manœuvres d'appareil qui nous conduiraient à chercher des victimes expiatoires,

Fondation Jean-Jaurès

ou bien nous trouverons en nous-mêmes la force de dépasser d'anciens clivages. Alors, nous pouvons espérer reprendre à terme la place du plus grand parti de France.
Mes camarades, ce sont nos divisions, ce sont les courants qui sont en grande partie responsables de notre situation. Ce sont les courants...
(Protestations dans la salle)
... Oui, oui... Ce sont les courants, et d'autres bien sûr, qui sont progressivement devenus de véritables tendances. Ils ont enrayé le débat d'idée dans le Parti depuis 10 ans. Ils ont, au niveau local, découragé les adhésions militantes et ils ont figé à l'extrême les enjeux de pouvoir et transformé en combats de personnes les choix à faire dans chacune de nos instances.
(Applaudissements et protestations)
Et que l'on m'entende bien : les courants de pensée nous ont apporté beaucoup dans les années 70. Mais ils se sont transformés ensuite en courants de pouvoir qui ont détruit beaucoup dans les années 80. Voilà la réalité.
(Quelques applaudissements)
Ce sont aussi nos divisions qui nous ont fait oublier qu'il n'y a pas de victoire possible sans stratégie réaliste et adaptée. Nous n'avons pas tenu compte de l'érosion progressive du Parti Communiste. Nous avons voulu ignorer que le scrutin majoritaire exigeait un potentiel d'alliances, faute de quoi il nous barrait systématiquement la route du pouvoir. Nous avons refusé de comprendre que le seul dialogue possible avec les écologistes passait par l'adoption d'un scrutin mixte qui répondait à une exigence élémentaire de démocratie compte tenu de la nouvelle configuration politique.
Cette discussion stratégique, nous n'avons pas su la mener à bien. Elle aurait pourtant permis d'éviter cette longue et fatale chronique d'une défaite annoncée. Et en dépit des efforts du gouvernement, nous étions les assiégés promis à la défaite et ceci a induit des comportements, des attitudes de fatalisme chez nous et d'agressivité extérieure à notre égard.
Il faut sortir au plus vite de la logique fatale qui nous régit.
Qui, ici, pourrait prétendre que ces courants qui ont entravé depuis des années la rénovation du Parti pourraient maintenant la favoriser ? Face à une pareille défaite, il est nécessaire, il est indispensable, il est moral que ceux qui sont les responsables donnent la parole aux militants. Ce n'est pas seulement d'une discussion dont nous avons besoin, c'est d'un véritable ressourcement, d'une véritable refondation. Seuls les militants convoqués dans un cadre extraordinaire, selon des règles extraordinaires, seront en mesure de permettre cette refondation.
C'est donc bien d'une refondation dont il s'agit. Et c'est à partir de cette idée novatrice que j'ai rencontré Michel Rocard et que nous avons précisé autour d'un texte la proposition de réunir des états généraux.
De quoi s'agit-il ?
Il s'agit de donner la parole aux militants et de les écouter. Il s'agit aussi de dresser un bilan et de dégager des propositions pour l'avenir. Et il s'agit sans doute davantage d'analyses politiques et de perspectives que de bilans. Le bilan,

Contribution Jean-Jaurès

nous avons certes sur le passé une obligation de lucidité. Il est naturel que nous recherchions ensemble ici, au Comité directeur, mais aussi bien au-delà, avec l'ensemble de nos militants et de nos sympathisants, les causes de cette défaite. Il est normal que fusent les critiques et que se cristallisent les interrogations et, bien sûr, qu'il y ait des propositions. Et les lettres publiées par Vendredi sont d'ailleurs édifiantes à ce sujet.

Mais, que l'on s'entende bien. Il ne s'agit pas de se livrer à un exercice de flagellation collective, pas davantage de s'ériger en je ne sais quel tribunal d'exception. La politique, c'est d'assumer ses responsabilités. Les problèmes que nous posons sont politiques. La responsabilité politique est naturellement collective. Elle concerne autant le Parti que la politique qui a été menée en son nom par les différents gouvernements. C'est dire que chacun à sa place doit assumer le bilan et personne ne se trouve en situation de faire la leçon aux autres.

D'ailleurs, je tiens à répéter ici ce que j'ai dit au cours des 22 meetings que j'ai tenus pendant la campagne : notre bilan sera réévalué par l'histoire, du moins je le souhaite et je l'espère. Quand ? Je ne le sais pas. Mais je sais qu'en 1946 on a parlé d'une mythologie du Front Populaire de 36. L'appréciation de l'histoire dépendra pour beaucoup de la façon dont maintenant nous allons surmonter la défaite, ouvrir de nouvelles perspectives et reconquérir nos militants.

Notre bilan sera réévalué par l'histoire. Nous revendiquons de grandes réformes que nous avons accomplies et qui ont tout de même profondément transformé la France. Pouvait-on aller plus loin ? Il faut certainement se poser la question car c'est à partir de ces réponses que nous pourrons progresser à nouveau. Pouvait-on faire mieux en matière économique ? Mais il faut tenir compte que nous n'avions aucune référence parce que jamais par le passé nous n'avions maîtrisé l'économie. Et nous n'aurions pas si mal réussi si bien sûr il n'y avait le chômage qui, pour moi, est la cause essentielle de notre défaite.

Et pourtant, nous nous sommes battus contre le chômage et il ne faut pas entretenir l'illusion qu'il existe des recettes miracles. C'est en 1982 que nous avons tenté de relancer une grande politique d'aménagement du temps de travail. Mais il est vrai que les esprits n'étaient pas préparés et que le patronat et les syndicats ne nous ont pas particulièrement aidés.

Pourrait-on, mes camarades, mieux cerner les grandes questions de société ? L'intégration des immigrés, le désarroi des banlieues, les drames de la drogue ? Sans doute. Mais on comprend bien que dans des sociétés des plus complexes, les réponses font défaut, que l'on demande au gouvernement d'éclairer des avenirs de plus en plus incertains et que sur ce plan là nous avons, avec nos militants, à trouver des réponses adaptées.

Comprenez-moi bien. Si je fais ces observations, ce n'est pas pour éluder nos responsabilités. Mais je souhaite qu'on le dise aussi aux militants, que l'on prenne en compte que depuis 25 ans le système économique mondial est en crise. Nous étions tous d'accord pour dire qu'il était nécessaire de changer et d'accepter le marché, ce que la sociale démocratie avait fait avant nous. Nous étions tous convaincus aussi qu'il fallait équilibrer le fonctionnement de ce

marché car le marché a recours au chômage pour réguler les difficultés des entreprises.
Aurait-il fallu alors reprendre les vieilles recettes d'une économie administrée ? Personne n'y songe et chacun sait qu'elles ne mènent nulle part. Il nous faut donc trouver des solutions neuves et sociales à ces problèmes induits par le système économique qui régit le monde. Nous sommes là au centre de toutes nos difficultés et c'est le grand enjeu non pas seulement du Parti Socialiste français mais de toute la sociale démocratie qui est certainement parvenue à la forme la plus élaborée de bien être et de justice sociale mais qui, à son tour, aujourd'hui, est touchée par la crise et doit réinventer son propre modèle.
J'ai voulu vous suggérer simplement qu'au-delà des critiques nécessaires, au-delà de bilans contrastés, il est absolument indispensable - et ce sera le plus difficile - de faire des analyses politiques qui permettront d'ouvrir des grandes orientations et pas seulement pour nous en France, Socialistes, mais certainement avec les Socialistes des autres pays européens.
Alors, les états généraux, mes chers camarades, c'est aussi et surtout un débat sur l'avenir de notre propre parti. Il nous faut à la fois avoir l'humilité de nous ressourcer et l'ambition d'ouvrir un nouveau cycle politique. Cela suppose de retourner vers les seuls vrais détenteurs du pouvoir que sont nos militants. Cela implique d'engager une véritable démarche constituante en ouvrant des états généraux.
Voilà ce que nous proposons avec Michel Rocard avec le souci de rassembler et de rénover et d'abord d'écouter les militants qui, depuis longtemps, ont envie de parler. Ils ont fait la campagne, ils ont des choses à nous dire. D'autres, qui ne sont pas ou qui ne sont plus au Parti nous ont rejoint le temps d'une campagne ou sont prêts à participer à notre débat. Ecoutons-les tous. Ensuite, un groupe de travail extérieur à la direction du Parti doit élaborer une synthèse de ces analyses et de ces propositions... Il n'y a tout de même pas lieu de s'effrayer de ces propositions et de cette démarche que nous avons d'ailleurs juste avant Epinay déjà expérimentée. Elle est la conséquence naturelle d'une démarche constituante. Elle devra permettre de respecter la diversité des sensibilités tout en assurant l'émergence d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes et, bien sûr, la liaison avec la direction du Parti.
Enfin, cette synthèse elle-même soumise aux amendements sera discutée lors des états généraux. Il s'agira de traiter aussi bien des questions de fond (bien sûr nos orientations, la perspective politique), c'est même le plus important, des questions de structure (celle-là est incontournable) des modes de désignation de nos responsables, des questions stratégiques (quelles alliances ?) que des questions politiques (nomination de notre Parti si certains veulent la poser).
Il s'agirait également de décider, et c'est encore une fois la logique d'une démarche constituante, le remplacement, le renouvellement ou la confirmation de toutes les directions actuelles, qu'elles soient nationales, régionales, ou fédérales. Mes chers camarades, il ne peut pas y avoir d'acte constituant sans possibilité de remise en cause et le pouvoir de dire oui n'a d'égal que le pouvoir de dire non, en tous les cas c'est la responsabilité et le pouvoir de nos militants.

Fondation Jean-Jaurès

Je me résume : un débat large par la diversité de ceux qu'il doit impliquer, un débat direct dans ses modalités de mise en œuvre, un débat profond par les enjeux qu'il soulève. Voilà ce que nous proposons.
Le principe de la convocation des états généraux est soumis à votre décision. Et si les modalités demandent à être affinées, discutons-en.
J'ai entendu que l'été pose problème à certains. Des états généraux en novembre favoriseraient un débat plus vaste peut-être. Mais je n'oublie pas que notre Congrès de Rennes a été précédé d'un débat qui a duré trop longtemps et qui a de ce fait dérapé. En un mois et demi je crois vraiment que les militants ont le temps de nous dire ce qu'ils souhaitent. Ils y ont réfléchi depuis longtemps et ils sont prêts à nous le dire.
Je crois surtout que nous devons également avoir à l'esprit l'étape suivante, c'est-à-dire les assises de toute la Gauche, il faudra rapidement engager cette deuxième phase. Elle prendra davantage de temps, elle soulèvera davantage encore de difficultés que la première. Les élections présidentielles sont au plus tard dans deux ans. Le calendrier politique nous contraint à aller vite. Voilà pourquoi je suis favorable à ce que ces états généraux soient achevés à la mi-juillet, c'est-à-dire quand même dans trois mois et demi.
Mes camarades, je termine, le Parti Socialiste est aujourd'hui à l'heure de vérité. Si nous sommes capables ici de nous entendre, il est parfaitement clair que ces états généraux nous permettront de repartir plus vite et dans de meilleures conditions. Ils nous permettront de définir une nouvelle stratégie qui s'impose, une stratégie de rassemblement des forces de gauche, car il est clair que l'ouverture pour nous c'est d'abord l'ouverture vers la Gauche et la perspective de création d'un grand parti populaire.
Cela c'est notre responsabilité à l'égard de l'avenir, la responsabilité d'une génération de Socialistes qui a connu ce dont tant d'autres générations avaient rêvé sans y croire : le pouvoir conquis, le pouvoir assumé, le pouvoir au service du Socialisme. C'est notre responsabilité à l'égard de François Mitterrand dont la présidence entre dans une nouvelle phase de cohabitation qui est certes difficile pour nous, mais qui l'est bien plus encore pour lui., pour lui qui a porté et réalisé notre plus grande espérance. Chaque Socialiste ressent intimement que son combat solitaire reste notre combat solidaire. C'est enfin notre responsabilité à l'égard du Socialisme, un Socialisme qui reste symbole d'espoir partout sur la planète. Etrange paradoxe, camarades, que cet International Socialiste qui reçoit tant d'adhésions de tous ceux qui sur les cinq continents expriment la volonté de progrès et de justice et qui, dans le même temps, doit faire face à la plus grande mutation que le Socialisme moderne ait connu : la nécessité d'aborder le Socialisme de l'après Communisme.
Alors, face à de tels enjeux, ce n'est pas sans regrets qu'une fois encore, je constate que nous nous heurtons aux mêmes problèmes, aux mêmes causes qu'hier, à la même difficulté d'être ensemble.
Mais cette fois, chers camarades, saisissons l'occasion des états généraux. Allons au devant de nos camarades dans une confiance retrouvée. Préparons nos échéances européennes de 94, municipales et présidentielles de 95, nous avons

peu de temps pour nous ressaisir, profitons-en, faisons-le avec lucidité, courage, imagination, et un peu d'amitié, et un peu plus de fraternité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen. Après quoi, nous interromprons pour le déjeuner.

Jean Poperen

Mes chers camarades, Michel Rocard disait tout à l'heure : il faut un signal aujourd'hui même. D'accord, Michel, donnons ce signal. Donnons ce signal, comme dit la chanson, c'est la nôtre, ici et maintenant tout de suite.
Mais ce signal, et c'est là que je me sens un peu en déphasage avec beaucoup de ce que j'ai entendu partout, ce signal, il doit être d'abord politique.
On peut trouver beaucoup de raisons à ce qui vient de se passer qui est, en effet, sans précédent. Je n'insisterai pas, cela a été dit, redit, c'est l'évidence. On peut trouver beaucoup de raisons, mais j'ai la faiblesse de penser qu'en politique, les raisons principales sont les raisons politiques.
On nous a portés au pouvoir, avec la volonté principale - là aussi, il y avait d'autres choses, tout est complexe, on nous le rappelle volontiers, c'est l'évidence - avec la volonté principale que recule la tendance inégalitaire, exprimée notamment pas seulement déjà à l'époque par le développement du chômage. Sur ce point, nous, je dis nous, même si j'ai la faiblesse de penser que les responsabilités sont un peu inégales, les responsabilités politiques, sur ce point, nous n'avons pas réussi, et je rappelle simplement, je vais d'ailleurs être amené dans ce propos qui ne sera pas trop long mais malgré tout à me répéter par rapport à ce que j'ai déjà dit devant cette instance à maintes reprises, et à ce point, cela ne signifie pas la mise en cause du tournant économique que nous avons pris et que nous devions prendre en 82/83, cela signifie la mise en cause du refus, et je suis obligé de vous le dire, mes chers camarades, que vous avez majoritairement, à plusieurs reprises, exprimé devant la nécessité de donner à ce volet économique, le volet social indispensable, et notamment de s'engager dans une stratégie de création, même étant au pouvoir et justement parce que nous étions au pouvoir, de création d'un rapport de forces au profit de ceux là mêmes qui nous avaient portés au pouvoir pour imposer ce que j'ai appelé à l'époque le compromis social.
Nous avons fait la politique du consensus social, cela, il faut le reconnaître, il faut dire aujourd'hui que c'est fini... (applaudissements)... ou alors, tout le reste, tout le reste, pardonnez-moi, n'est qu'accessoire et secondaire, parce que c'est là-dessus que les lignes ont été brouillées.
Ah, j'ai beaucoup entendu parler depuis quelques semaines, pendant la campagne, des valeurs de gauche, des repères, des clivages, mais quand dans notre pratique, sans compter les campagnes idéologiques, menées avec le concours d'une grande partie de l'establishment médiatique dit de gauche, quand pendant des années et des années, on a effacé les lignes de clivage,

brouillé les repères, et même qu'on a pu entendre dire "il n'y a plus de gauche, plus de droite, tout cela ce sont de vieilles choses", comme on l'a entendu dire à gauche, comment voulez-vous après demander aux gens de voter à gauche, si on vient de leur dire que la Gauche n'existe plus ?
(Applaudissements)
Il faut rompre avec le consensus, il faut rompre avec le social-libéralisme qui n'est que la version vaguement à gauche du libéralisme social que nous annonce le gouvernement d'aujourd'hui.
Alors c'est cela, et je suis obligé de dire que ce que j'ai entendu non seulement aujourd'hui mais dans certains propos très importants - et Michel Rocard, je pense au fond de ton discours très important... pardon ? Oui, ce serait dommage de ne pas m'entendre ! (rires) - ... très important en effet de Montlouis-sur-Loire - je ne sens pas qu'on se prépare, qu'on ait la volonté d'opérer, d'annoncer dès maintenant. Bien sûr il faut avoir une réflexion approfondie sur beaucoup de choses, mais est-ce qu'on va hésiter sur ce que je viens d'évoquer, sur ce choix principal ? Est-ce que ce n'est pas déjà clair ? Je ne sens pas pour le moment la volonté de le faire nettement. Or, les événements nous pressent. Plusieurs ont évoqué ce grand phénomène, c'est le mot à la mode, mais c'est la chose qui est dans la réalité d'aujourd'hui, de la mondialisation de l'économie dont l'effet est terrifiant, le mot n'est pas trop fort, sur le marché du travail, à la fois par la concurrence chez nous sur le marché du travail, et par la concurrence à l'autre bout du monde, puisque tel et tel de nos chefs d'entreprise font fabriquer à l'autre bout du monde à des tarifs du travail dix fois moindre que ce qu'il coûte ici. Nous sommes devant le développement de ce phénomène considérable. Comment parer ? Ce sera très difficile et bien entendu, je me garderai bien, après tant de certitudes évacuées, évaporées, d'asséner ici des vérités toutes faites sur un sujet difficile, mais en tout cas à coup sûr par la nécessité prioritaire de l'Europe plus que jamais. Cela c'est sûr et nous n'avons pas à regretter, comme on nous le suggère ici et là d'avoir avancé dans cette voie.
Simplement, là encore, va-t-on enfin prendre les initiatives en tant que force Socialiste et avec toutes les forces du mouvement social européen pour que l'Europe sociale existe concrètement, notamment par rapport aux effets de la mondialisation ? Des Hoover, des Grundig, il va y en avoir des dizaines qui signifient que les forces de capital - car je les appelle encore comme cela et elles sont comme cela, mes camarades - jouent sur les oppositions, les rivalités, les concurrences, entre les travailleurs écossais et ceux de la grande banlieue de Dijon, entre ceux de la banlieue de Dijon et ceux d'Espagne et d'ailleurs.
Comment imaginer qu'à notre époque, nous qui nous réclamons de l'internationalisme des travailleurs - c'est toujours dans nos esprits et dans nos textes plus ou moins -comment imaginer que les travailleurs de Dijon aient pu subir sans qu'il y ait eu la moindre question avec leurs frères de travail et de combat de l'autre bout de l'Europe ? Alors, où est l'Europe sociale dans tout cela, mes chers camarades ? Qu'est-ce que nous avons fait pour créer les solidarités entre les travailleurs de tous les pays d'Europe ? C'est la première condition de la réponse. Elle n'est pas suffisante, mais c'est la première

Collection Jean Jaurès

condition.
Alors, tout cela, et puis aussi cet effet, chez nous, de la mondialisation, avec le développement formidable des flux migratoires qui continueront, quelles que soient les mesures répressives qu'on nous laisse entrevoir. Mais alors, il fallait aussi l'aborder dans l'esprit traditionnel, j'espère que "traditionnel" ne veut pas forcément dire "archaïque", de ce qu'est l'espérance profonde du mouvement Socialiste depuis qu'il existe : la fraternité de tous ceux qui sont, dans cette société, d'une façon ou d'une autre, on dit maintenant les exclus, je veux bien, moi j'avais entendu les exploités, mais tout cela veut dire à peu près la même chose, du moins c'est ce que je comprends.
Au lieu de cela, mes camarades, puisqu'on va tout se dire, nous avons vécu sur ce génial mot d'ordre de privilégier la différence, le droit à la différence, c'est-à-dire qu'on spéculait sur ce qu'il y avait de différent entre les travailleurs nés ici et ceux qui étaient nés de l'autre côté de la Méditerranée, alors qu'il fallait plus que jamais se battre pour leur montrer que leur sort était commun.
On a, de cette façon, enrichi le terreau du Front National et nous en récoltons aujourd'hui les fruits amers... (applaudissements)... surtout - oui, il faut tout se dire, vous qui n'y êtes pour rien, naturellement, sauf qu'il faut quand même que l'on sache tout ici - surtout quand le leader de ce génial mot d'ordre se permet, en refusant d'apporter son soutien au candidat Socialiste, notre ami Malandain, de le faire battre. Il faut que cela se sache aussi, parce que nous avons été quelques-uns trop longtemps traités avec je ne sais quelle condescendance par ces nouveaux idéologues de je ne sais quelle rénovation ! Voilà la réalité d'aujourd'hui contre laquelle il faut réagir.
(Applaudissements)
J'en viens à la deuxième et dernière partie de mon propos...
(Brouhaha)

Le président - S'il vous plaît...

Jean Poperen - Oui, la sono marche mal, mais cela arrive de temps en temps quand je parle !
(Mouvements divers)

Le président - La sono marche bien ! Voulez-vous faire silence...

Jean Poperen - Je continue quand même. C'est enregistré, il y aura des traces.

Yvette Roudy - On t'écoute.

Jean Poperen - A partir de là, quelles initiatives ?
J'ai entendu évoquer tout à l'heure, trois ans après, la chute du Communisme, mais il me souvient que des propositions ont été faites, d'ailleurs pas seulement par toi-même à ce moment-là, partant de cette idée : cet événement bouleverse y compris notre paysage politique, il faut donc en tirer les conséquences tout de

Coll. Fondation Jean Jaurès

suite pour un appel à une structure nouvelle, ouverte, très pluraliste, un grand mouvement des forces de progrès de l'ensemble de l'espace de gauche.
On ne l'a pas fait à l'époque. Je crois que nous en avons payé durement les conséquences, y compris sur le plan électoral, mais comme on dit, mieux vaut tard que jamais, nous y voilà et c'est de cela qu'il faut parler aujourd'hui.
A peine entrés dans cette salle tout à l'heure, nous avons évoqué telle ou telle décision concernant les hommes ou les femmes. Bien entendu, je ne jouerai pas le numéro de la naïveté, j'en ai entendu quelques-uns ce matin. Imaginer qu'on puisse prendre des décisions politiques sans qu'à un moment ou à un autre elles s'expriment, cela gagne, comme on dit parfois. Mais, mes chers camarades, en ce qui me concerne, et je crois quelques autres, même pas mal d'autres, en cette journée priorité au signal politique. A partir de là, tout le reste doit être discuté et, je le dis tout de suite, tout le reste est possible.
Je crois que c'est clair. Ce n'est pas la peine de commencer, comme on l'a fait à Rennes, par dire : "Poperen soutient untel ou untel". Si vous voulez bien, pour une fois, faites-moi l'obligeance de croire simplement ce que je vous dis là : priorité à la décision politique, et si ce n'est pas cela, c'est vrai qu'en ce qui me concerne (et j'appellerai beaucoup d'autres à faire comme moi), nous ne jouerons pas, nous ne renverserons pas l'ordre des facteurs. Priorité aux décisions politiques, c'est le premier point.
Deuxième point, et je t'en demande pardon, Pierre : on ne déplacera pas le vrai débat.
Haro sur les courants ! Franchement, cela passe en général bien. Apparemment d'ailleurs, tu as pu voir qu'aujourd'hui cela passe moins bien...

Dans la salle - Quand on y met le temps, cela passe mieux !

Jean Poperen - C'est possible. Les militants, mon cher Pierre, on leur expliquera que ce qui est mauvais, ce ne sont pas les courants d'idées, mais c'est leur dérive présidentialiste.
(Applaudissements)
Ce qui a été mauvais, ce n'est pas parce qu'il y a des courants d'idées. Par exemple sur cette grande question que j'ai évoquée, je viens de rappeler que j'étais entièrement d'accord avec ce qu'a été la position de la grande majorité du Parti. Maastricht... il y a des différences, il y a des courants. Alors on va le nier ? On ne va pas discuter là dessus ? Rennes, ce n'est pas le conflit des courants, c'est le conflit des écuries présidentielles !
(Applaudissements)
Donc ne maquillons pas les problèmes !
Je termine...
Oui, enfin, la tendresse tant qu'on veut, mais il faut quand même se dire les choses ! Et donc tel que notamment, pas seulement, Pierre Mauroy nous, a expliqué ce qu'étaient les états généraux. C'est assez curieux, d'ailleurs, ce sont les états généraux du PS...

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy - Socialistes !

Jean Poperen - Admirable synthèse ! Elle est déjà faite, la synthèse, donc cela va raccourcir la journée... Mais écoutez, soyons sérieux.
Je veux simplement ajouter quelques mots, il n'y en a pas pour longtemps et cela m'évitera tout commentaire, toute glose - les gloses, ce sera pour après - sur le texte que je soumets à vos réflexions et je l'espère, j'ai confiance, à votre approbation.
Les Socialistes ne peuvent faire l'avenir qu'avec tous les autres. Le Comité directeur en appelle à tous ceux là, c'est-à-dire toutes les forces disponibles, dans ce que j'appelle le vaste espace de Gauche, pour une grande campagne de réflexion, de concertation, de proposition, menée sur le terrain, là dessus je suis d'accord avec les remarques de Michel Rocard, mais avec tous ceux dès maintenant (?).
Ton opération en deux temps, cela veut dire quoi ? Je m'excuse d'employer une expression peut-être un peu pédante, mais cela veut dire un printemps introverti pendant lequel sous un habillage - mais personne ne s'y trompera - on tient un Congrès du PS bien au chaud, dans les bonnes traditions. On y ajoute une pincée de sympathisants ici et là, un syndicaliste par ci par là, pas beaucoup d'ailleurs, et puis voilà ! Le tour est joué !
Non !
(Applaudissements)
Et après on dit aux autres : alors maintenant on va faire les états généraux avec vous.
Eh bien non ! Tout de suite, aujourd'hui, en sortant d'ici, on sort de notre ronron habituel, de nos rafistolages. J'ai entendu dire : on ouvre largement; je ne sais plus qui a dit cela. On ouvre, oui, mais on ouvre concrètement, par une initiative politique. Dès maintenant, construisons la Gauche de notre époque, de l'époque de la mondialisation, de l'époque de la renaissance d'une démocratie moderne. Construisons là avec tous ceux et toutes celles qui le veulent, sans perdre un jour, sans perdre une heure !
Merci.
(Applaudissements)

Parti Socialiste

Comité directeur
3 avril 1993

(Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, nous allons reprendre le débat et avant de donner la parole à Yvette

Fondation Jean Jaurès

Roudy qui va ouvrir la séance, Michel Debout a une motion d'ordre.

Michel Debout

Mes chers camarades, j'ai entendu beaucoup ce matin des critiques sur les courants mais depuis que je participe aux travaux du Comité directeur, et cela fait un certain nombre d'années, je n'ai jamais vu pareil défilé de responsables de courants et si l'on doit continuer là-dessus, je me demande qui va écouter qui.
(Applaudissements)
On parle beaucoup de rénovation nécessaire, mais il eut fallu peut-être que l'on commence dès ce Comité directeur et que l'on ne trouve pas dans la presse, avant même que l'on se réunisse, la position des uns et des autres.
Cet après-midi, qui reste-t-il ? Jean-Pierre Chevènement, si j'ai bien compris, et puis tous les autres. Les autres, avant, on les intercalait ; maintenant, on les met à la fin, mais est-ce qu'on va s'écouter ? Que va-t-on faire des trois textes qui sont en discussion ?

Le président - Il y en a quatre.

Michel Debout - J'en étais resté à trois. Est-ce qu'il va y avoir une Commission des résolutions ? On n'en sait rien, mais j'espère bien qu'il y aura une synthèse, de toute façon.
La question que je pose, avant même que l'on commence le débat de cet après-midi, c'est : quelle est l'organisation, quel est l'ordre du jour parce que, là, on est dans le vague le plus absolu, donc, ma motion d'ordre est la suivante : je demande au président de séance qu'il veuille bien nous expliquer la suite de nos travaux et je souhaite que, pendant que ceux qui viendront à ma suite s'exprimeront devant vous, il y en aura suffisamment de présents dans la salle et que tout ne se passera pas dans les couloirs comme malheureusement, on l'a trop connu depuis un certain nombre d'années.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Cher Michel Debout, je voudrais bien vous expliquer quelle sera la suite de nos travaux, mais je n'en sais pas beaucoup plus que vous.

Une voix - C'est cela, la spontanéité !

Le président - J'ai deux problèmes qu'il faut résoudre comme nous le faisons, je crois, dans la plus grande démocratie : il y a, d'une part, certains camarades qui se sont inscrits précisément pour répondre à ce que tu disais tout à l'heure, mais je te ferai remarquer que les différentes sensibilités se sont exprimées à travers leur responsable, dont Chevènement qui va le faire, et puis il s'il y a d'autres camarades qui souhaitent intervenir dans le débat, sans se référer à un courant. Il est normal qu'ils aient la parole cet après-midi. Tu parles de la fin du Comité

Fondation Jean Jaurès

directeur. Nous n'en sommes pas là. Nous sommes au début de la deuxième séance.
Deuxième chose : nous sommes en présence pour l'instant de quatre textes. Un texte qui a été déposé par le Premier secrétaire, un par Mauroy et Rocard, un texte qui a été déposé ou va l'être par Chevènement, un texte déposé par Poperen.
Je suppose que lorsqu'il y a plusieurs textes, cela fait l'objet d'une Commission des résolutions Nous aurons donc à nous prononcer tout à l'heure sur ce problème.
Voilà comment je vois les choses, mais pour l'instant, je crois qu'il faut que le débat se déroule normalement et je donne la parole à Yvette Roudy.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, brièvement, sur ce qui vient d'être dit, je souhaite de tout cœur...

Le président - Il y a une chose importante, c'est que vous écoutiez les camarades qui interviennent, ne faites pas de messes basses.

Yvette Roudy - Je souhaite très sincèrement que nous aboutissions à une synthèse. La pire des choses serait que nous arrivions à nous entredéchirer les uns les autres autour de textes qui nous tombent dessus comme ça.
Je n'étais pas préparée à être saisie d'une multitude de textes sur lesquels nous devons. nous prononcer. Je ne me prononcerai pas sur ces textes là dans la mesure où ils me rappellent trop ce que j'ai déjà connu... Je n'ai pas envie de revisiter Rennes, je connais.
Je souhaiterais donc, puisque Pierre Mauroy semble être prêt à coiffer son casque bleu, et j'ai cru comprendre que Jean Poperen avait un texte qui pouvait peut-être réunir une base un peu large, que peut-être ces deux camarades se dévouent, essaient de travailler d'ici ce soir sur une synthèse qui pourrait être notre texte à tous.
(applaudissements)
Cela étant, il n'y a aucun doute sur le poids politique que je peux représenter ici. Je connais bien la valeur de ce que je peux indiquer, mais j'ai quand même tenu à dire ce que je pensais, puisque j'ai le privilège qu'on m'ait donné la parole. Je ne vais pas ajouter à ce qui est dit, nous avons tous dit que ce qui est arrivé, on ne l'avait jamais connu, il y a des références qui ont été avancées, 1956,1968... Mais il paraît que c'est pire encore, bien. On est sorti de pareilles situations, on sait que la Gauche, socialement, existe encore...

Le président - S'il vous plaît ! Ecoutez !

Yvette Roudy - Mais je citerai simplement comme réflexion qui m'est venue que si on dit maintenant qu'on n'a plus de références, et si on a fait table rase, je

Fondation Jean-Jaurès

voudrais rappeler qu'avant le Socialisme scientifique dont personne ne veut plus entendre parler à l'évidence puisqu'il aurait été balancé avec l'eau du bain Communiste, il y avait eu le Socialisme des utopistes et s'il faut des références, on pourrait peut-être en prendre là, mais cela fait partie de la réflexion, il faut entamer, entamer tranquillement, en prenant le temps qu'il faut, parce que c'est cela que demandent les camarades, ceux qui sont encore avec nous et ceux qui nous ont quittés peut-être il y a quelque temps, mais qui reviendraient si on leur faisait des propositions acceptables.

On a énuméré au cours de la matinée les causes de cet échec ; on a dit le chômage ; oui, sans doute ; on se croyait capable de le réduire, on ne l'a pas réduit. J'ai, pour ma part, constaté aussi un élément qui n'est pas inintéressant, c'est que les travailleurs auxquels on se référait tout le temps, qui étaient notre base, sont devenus chômeurs, ils n'entendent plus du tout la même culture, et donc plus du tout la même référence, et il va falloir apprendre à s'adresser à eux, mais on ne savait que faire pour réduire le chômage.

L'usure du pouvoir, oui aussi, sans doute, peut-être aurions-nous pu en ralentir les effets, c'est possible. Le mode de scrutin, personne ne nie son effet amplificateur et dévastateur, et certains d'entre nous peuvent regretter aujourd'hui d'avoir refusé la proposition du Président, lorsqu'il a demandé d'instiller un petit peu de proportionnelle.

Mais il y a peut être autre chose, cela a été dit aussi, l'oubli de nos valeurs. L'oubli de nos valeurs, le changement de notre identité et le fossé qui s'est creusé entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, l'éloignement des nôtres, c'est clair, nous l'avons tous vu pendant la campagne, ils ne nous ont pas reconnus.

Je dois le dire ici, et pourquoi ne pas le dire, puisque maintenant une page est tournée, j'avais de plus en plus de mal à voter certains textes à l'Assemblée, dans lesquels je ne me reconnaissais pas et il m'est même arrivé un jour de refuser le vote d'un texte, je ne le regrette pas aujourd'hui. C'est dire le fossé qui s'était creusé aussi. Finalement, je pense que les Français, et c'est un petit peu dur, mais je le sens comme cela, ont préféré avoir affaire à de vrais démocrates chrétiens, à de vrais bourgeois plutôt qu'à des Socialistes frileux, honteux, certains aussi indignes d'une certaine façon. Ils sont sévères, mais ils sont logiques.

Finalement, n'est ce pas la Droite qui a récupéré certaines de nos valeurs ? Finalement, tout en organisant le déshonneur de certains d'entre nous, n'a-t-elle pas réussi à en absorber certains ?

Il faudra un peu de temps pour digérer tout cela. Il faudra un peu de temps pour comprendre ce qui nous est arrivé. Il faudra un peu de temps pour panser nos blessures et nous réconcilier pour être entre nous, pour oublier certains comportements, combien de fois n'ai je pas entendu certains camarades à l'Assemblée Nationale, les camarades députés, se plaindre de l'absence de réponse de la part de certains ministre ou du ton avec lequel on leur répondait.

N'ai je pas moi même été surprise d'apprendre par un employé municipal UDF de surcroît que j'allais avoir un nouveau sous-préfet dont certaines personnes connaissaient le nom, alors que j'étais la dernière informée, et je suis sûre que le

Fondation Jean Jaurès

ministre lui-même n'était pas au courant ! Cela se faisait comme ça ! Toutes ces choses là ont fini par creuser des fossés. Il faudra oublier tout cela, il faudra panser ces plaies.
Pour cela, il faut du temps.
Je dirai aussi qu'il était étrange et presque surréaliste pendant la seconde semaine, la semaine qui a précédé le second tour, d'être pour certains d'entre nous encore d'arrache-pied dans le département, dans des porte à porte intensifs et découvrir en ouvrant le poste de télévision qu'on parlait du prochain gouvernement que M. Balladur constituait et on présentait des images de Martine Aubry en train de faire ses cartons. Le jour où cela m'est arrivé, je me suis dit que j'était bien bête d'avoir fait du porte à porte, que j'aurais mieux fait d'aller à la plage.
Il faudra un peu de temps pour oublier tout cela, mais cela peut se réparer. La Gauche est éclatée, mais la Gauche ne demande pas mieux que de reprendre confiance, mais il va falloir reconquérir cette confiance, il va falloir retrouver une crédibilité et ce n'est pas dans des déchirements ici, sordides, que nous allons pouvoir reconquérir cette crédibilité.
Je le disais tout à l'heure, je ne participerai pas à l'un de ces textes qui n'a pour finalité que de nous diviser et de détruire ce qui reste. Donnez nous le temps de réfléchir, de reprendre des forces, de reconstituer autour de nous une certaine fraternité et des projets. Retrouvons nos valeurs, constituons, composons et ensuite, ensuite seulement on parlera des hommes.
Un dernier mot et ceci me donne la possibilité de passer à un autre sujet : nous sommes quelques camarades femmes, depuis huit mois, à avoir commencé ce que l'on appelle la reconstruction. Nous avons créé il y a huit mois, dans l'indifférence totale, cela ne concerne que la moitié de l'humanité, cela n'intéresse personne, l'assemblée des femmes. Cela s'est fait au moment où on procédait aux désignations des camarades pour les élections et nous avons déjà pris des contacts avec des Communistes qui ont quitté le PC, des associations diverses, de droite, de gauche, du centre et nous avons, le 7 mars, organisé un grand débat où on a dû refuser du monde, alors que je crois savoir que vers la même date, un débat différent a dû être annulé faute de participants. Ce que nous avons entrepris depuis huit mois avec simplement ce créneau, celui des femmes, d'autres le font avec la jeunesse, et connaissent du succès, parce que je crois que c'est aller dans la bonne direction.
Nous appelons à créer des clubs, des groupes de préparation et c'est assez amusant le 7 mars nous avons appelé à créer des états généraux, comme quoi nous avons tous les mêmes références et nous nous sommes fixé des objectifs et des sujets, la parité pour les femmes, la répartition du temps de travail, la réduction du temps de travail, l'aménagement du territoire, oui, cela intéresse, et ces préoccupations sont remontées vers nous, la lutte contre le sida, les problèmes nord/sud/est/ouest, tous ces sujets nous les avons travaillés avec enthousiasme et cela nous aide à traverser la période que nous traversons aujourd'hui.
C'est ce genre d'initiative et de style de décision que nous attendons

Fondation Jean Jaurès

aujourd'hui. Nous ne devons nous fermer à personne et j'ajoute ici que cette assemblée des femmes crée une structure pour que des hommes puissent nous rejoindre, vous pourrez vous y inscrire, nous le souhaitons… (mouvements) Je suis sure que cela vous plaît beaucoup, nous voulons constituer ce mouvement qu'on n'a jamais voulu créer au Parti Socialiste, parce que cela fait toujours "rigoler", mais il y a beaucoup de choses qui font "rigoler", on voit les résultats, c'est un mouvement social qui monte des profondeurs du pays, cela existe en Allemagne, dans les pays suédois, cela existe dans les pays nordiques, où la social-démocratie se porte encore très bien.
Je vais terminer en disant que je souhaite véritablement que nous puissions aller dans cette direction. La Gauche existe, mais il faut sortir d'ici, il faut aller à sa rencontre, il faut laisser les couteaux au vestiaire, il faut oublier la rancœur, il faut aller vers ceux qui attendent de nous un geste politique et c'est ce que je vous demande aujourd'hui d'ici la fin de la journée.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades;, j'ai demandé ce matin à l'ouverture de la séance que le texte d'une motion préalable vous soit distribué. Je ne sais pas si cela a pu être fait...

Dans la salle - Non.

Jean-Pierre Chevènement - Il s'est tout de même déroulé six heures depuis que j'ai remis ce texte…

Le président - Il a été repris, ce texte.

Jean-Pierre Chevènement - Je souhaiterais qu'il soit distribué rapidement, car j'observe que d'autres textes l'ont été.
Mes chers camarades, certains d'entre vous se souviennent du Congrès d'Epinay. C'était il y a vingt-deux ans et, franchement, on ne peut pas ne pas être triste de cette immense espérance qui a été gâchée, malgré des réalisations incontestables auxquelles je pense aussi que l'avenir rendra justice.
Il n'en reste pas moins que je ressens, peut-être me trompé-je, cela comme la faillite d'une génération, la faillite d'une génération à la politique dans les années 60, qui n'a pas su se renouveler, qui n'a pas su transmettre aux générations qui viennent le flambeau d'une espérance maintenue.
Je ne pense pas que les débats qui se sont engagés depuis ce matin nous permettent vraiment d'aller au fond des choses, parce que ce n'est pas un Congrès de Parti, étant composé, comme nous le savons, avec l'arbitrage de fédérations et de sections, composé avec des camarades dont nous savons qui les

Fondation Jean-Jaurès

achète et qui les tient, ce n'est pas un tel Congrès qui peut en effet... (protestations)... oui, il faut le dire, qui peut être l'instance d'arbitrage de nos débats. Nos débats, de toute façon, ont lieu sur la place publique et ils dureront quelque temps. Ils ne peuvent qu'exprimer ce que nous pensons profondément.
Je tiens à rendre hommage à Lionel Jospin qui s'est conduit avec dignité.
J'approuve ses propos. Je pense que cet échec est largement celui de la Gauche. Je crois, comme lui, que nous sommes résignés au chômage pour l'avoir vécu de l'intérieur, et j'ai en ce moment de nombreuses scènes qui me reviennent à l'esprit, je ne veux pas évoquer toute la réunion des présidents de banques, nouvellement nationalisées en 1982 par exemple, l'affaire des contrats de plan avec les entreprises nationales, les conditions mêmes dans lesquelles s'est réalisé le tournant de 1983.
Je ne suis pas venu ici pour régler des comptes, parce que je n'en ai avec personne, et je pense que les responsabilités collectives, elles sont d'autant plus grandes que les fonctions exercées étaient plus éminentes, et d'autant plus grandes aussi que ceux qui les ont exercées n'ont rien fait pour contrecarrer certains choix politiques, je pense au tournant libéral et monétariste de 1983, que tous n'approuvaient pas à l'époque (y compris d'ailleurs Pierre Bérégovoy, que j'apercevais à l'instant), et je ne dis même pas que le Président de la République ait approuvé ce choix pourtant capital car au départ, vous le savez, il n'était pas sur cette longueur d'ondes. Il faut imputer beaucoup aux campagnes d'information, aux campagnes de presse, aux intrigues, qui existaient à l'intérieur même du gouvernement, aux erreurs d'appréciation qui ont fait que ce choix n'a pas été celui qui au départ avait été retenu. A l'époque le Président de la République était conseillé par un certain nombre de ministres, mais surtout par un homme comme Jean Riboud, et c'est un autre choix qui a été fait, qui est devenu progressivement presque insidieusement la pierre de touche, la pierre d'angle de toute notre politique, tout cela, au nom d'une Europe mythique, d'une Europe libérale qui nous a conduits sur les estrades de Maastricht, avec certains dirigeants de la Droite.
C'est ainsi que peu à peu l'histoire s'est écrite et je ne dresse nul réquisitoire, chers camarades, car je sais que beaucoup ont suivi parce qu'ils ne voyaient pas d'autre solution. C'est vrai que c'était difficile d'imaginer d'autre solution, c'était le choix du moindre mal, qu'ils ont quelquefois fait à leur corps défendant, certains par opportunisme, certains parce qu'ayant pris très vite goût au pouvoir, ils ont été très heureux d'en profiter jusqu'au bout et sont encore surpris de ne plus y être. Je ne fais donc aucun procès personnel, mais je pense qu'il y a des responsabilités collectives qui sont en effet variables et qu'il faut apprécier comme telles.
C'est une ligne politique qui a été sanctionnée, et c'est ce que nous disons dans notre motion préalable. Une ligne politique qui a été le ralliement au libéralisme, même agrémenté d'un traitement social, dont je ne suis pas sûr que la Droite le maintienne, peut-être insuffisant, c'est ce que disait Laurent Fabius tout à l'heure, mais je pense que l'autocritique est extrêmement superficielle. Je pense qu'à partir du moment où le choix de 1983 a été fait, nous nous sommes mis en

position de ne pouvoir faire plus ni politique industrielle, ni véritable réforme fiscale. Nous avons été conduits à donner toujours plus d'importance au marché financier, à créer le MATIF, à libérer les capitaux, sans contre partie. Un jour Pierre Bérégovoy nous a expliqué devant le groupe parlementaire comment ce choix a été fait, et ce choix n'a pas été fait en Conseil des ministres, car les vrais choix ne se faisaient presque jamais en Conseil des ministres, ils ont été le fait de ce que j'appellerai le "gouvernement invisible" devant lequel le gouvernement légal s'inclinait puis le groupe parlementaire, et le Parti, de sorte que le Parti en est venu, peu à peu, à relayer une politique qui à travers des taux d'intérêt exorbitants, et un partage de la valeur ajoutée toujours plus défavorable aux salariés, exprimait davantage les intérêts de classes possédantes que les intérêts du monde du travail, que pourtant nous étions chargés de représenter au gouvernement. Ce qui explique l'éclatement de notre électorat. Il y a dans "l'Observateur" un excellent article d'Emmanuel Todd, auquel je vous renvoie, mais où on voit qu'une grande partie de l'électorat populaire, de l'électorat Socialiste, y compris peut-être même d'abord dans nos bastions traditionnels, ceux de l'électorat Socialiste, républicains, laïques, dans le Midi Pyrénéen, dans le Lot, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans le Limousin, dans bien d'autres régions, c'est cet électorat là qui a lâché, parce qu'il avait le sentiment qu'il n'était plus défendu, parce qu'il avait le sentiment que l'Etat républicain avait failli à ses missions de protection sociale, et de garantie du long terme, c'est-à-dire de garantie des intérêts de nos enfants et des générations qui viennent.

Il faudra beaucoup de temps pour que tout cela soit compris et assimilé. Je n'ai pas trop d'illusion sur le temps qu'il faut. Bien entendu, il vaudrait mieux que cela aille très vite, parce que c'est seulement si nous faisons cette autocritique que nous pourrons redresser la barre. Je ne vois d'ailleurs rien de tel dans la cohabitation qui se dessine. J'ai entendu les propos présidentiels, puisqu'on n'en a pas parlé, il faut quand même bien parler de François Mitterrand. Je suis peut-être le premier à faire comme si il existait, on a toujours eu l'impression que cela se passait au niveau du Parti. Ne nous racontons pas d'histoire quand même ! Disons que le Président de la République a quand même fixé à la cohabitation son évangile, si je puis dire, qui était le maintien de la parité du franc au mark et l'application sans esprit de retour du traité de Maastricht, mais vous savez très bien ce que cela veut dire.

Cela veut dire que nous allons nous éloigner encore plus des couches populaires et du monde que nous devrions représenter, à moins que nous ayons choisi de faire un vrai Parti bourgeois avec de faux grands bourgeois, ce qui effectivement pourrait être un choix de classe. Mais à ce moment là, cela veut dire qu'on change d'électorat et pour le moment nous sommes au milieu du gué... nous sommes au milieu du gué, et comme je ne pense pas que ce choix ait été fait consciemment, je voudrais quand même attirer votre attention sur le fait qu'il n'est pas évident du tout que le projet de l'Arche ait consisté, comme l'a dit Laurent Fabius, à rompre avec je ne sais quelle vulgate, il a rompu avec une orientation qui était conforme aux intérêts des couches populaires. Est-ce qu'il nous conduit vraiment dans la bonne direction ? Je ne crois pas qu'il ait été

particulièrement pertinent.
Moi, je lis sous la plume d'un économiste américain, professeur du MITI, qui s'appelle M. Blanchard, - c'est un nom Français mais il est Américain - des analyses qui me paraissent fort pertinentes sur l'entêtement de la politique qui consiste à souder le franc au mark au prix de taux d'intérêt exorbitants, taux d'intérêt qui asphyxient notre économie, qui découragent l'entreprise, l'investissement et l'embauche et qui enrichissent ceux qui sont déjà riches, car nul mieux que le Président de la République n'a décrit le système dont il est le garant, à travers la parité franc-mark, et les taux d'intérêt très élevés. C'est un système où les riches s'enrichissent en dormant. C'est une excellente description, c'est ce à quoi nous assistons quand même depuis quelques années, et je pense que l'électorat nous l'a fait savoir, nous devons le comprendre. De la même manière, se pose le problème de l'intégration, plus généralement des banlieues, mais sommes-nous sûrs d'avoir tenu le discours adéquat ? Sommes-nous sûrs qu'en exaltant il y a quelques années, le droit à la différence, ou la société pluriculturelle, nous nous soyons vraiment attaqués à ce problème, alors que ce qui est en cause c'est l'intégration républicaine, c'est l'affirmation claire de ce qu'est la citoyenneté, la vraie citoyenneté, c'est-à-dire un ensemble indissociable de droits et de devoirs, je dis bien "de devoirs", l'impôt, le vote, le service militaire, que la Droite veut abandonner, et qu'il faut moderniser.
Au lieu d'avoir tenu ce discours ferme, au lieu d'avoir chargé l'école de la République de cette haute mission qui aurait consisté à donner à ces jeunes une formation solide, pour qu'ils puissent exercer ensuite un métier gratifiant, au lieu de leur procurer des logements décents, nous avons trop souvent tenu un discours "gadgétique". J'ai quelques souvenirs, et d'autres ici aussi parmi vous, je pense encore une fois à Pierre Bérégovoy, à Pierre Mendès France qui disait jadis : "la France est un bon et solide navire, pour peu qu'on lui parle le langage de la vérité." Il y avait des difficultés, c'est incontestable, il fallait trouver, je dirai, des compromis, dans un monde difficile, avec un environnement hostile, mais avons-nous pris le peuple à témoin de ces difficultés et avons-nous fait des choix qui auraient préservé ces intérêts essentiels ? Je ne le crois pas.
Et nous avons reçu en retour un message malheureusement très clair. Je pense que ce n'est pas la peine de s'égarer dans la voie d'explications superficielles et paresseuses. Les courants de pensée, parlons-en, il y a très longtemps qu'ils ne pensent plus, et je pense que si notre Parti avait continué à penser, il se porterait peut-être un peu mieux, plutôt que de se confondre avec les institutions de la 5ème République !
On regrette de ne pas avoir rétabli la proportionnelle. Il y avait dans "Le Monde" d'hier, un petit calcul sur ce que cela nous donnerait ; cela n'empêcherait pas la Droite d'avoir une majorité écrasante. L'effondrement du système Communiste : chers camarades, l'explication n'est pas à Moscou, elle est à Paris !
(Mouvements divers et quelques applaudissements)
Et puis, d'autres invoquent le retard, le retard non pas à l'allumage, mais à la modernisation. Nous n'aurions pas été assez vite pour nous adapter à des choix qu'on ne veut pas remettre en cause, qui sont les choix libéraux et monétaristes.

C’est ce que j’ai entendu dans le discours de Laurent, mais j’aurais pu l’entendre dans le discours de Michel Rocard parce que sur le fond, je ne pense pas que vous divergiez fondamentalement. Quand j’entends Michel Rocard expliquer que c’est de la société éclatée, décomposée, qu’on va faire surgir les réponses, je doute fort que ce soit, en effet, de cette société qu’on doive attendre les réponses. Les réponses, on ne doit les chercher qu’en nous-mêmes, qu’en la capacité qui devrait être la nôtre de donner sens à l’Etat républicain et aux vertus républicaines : l’effort de la mémoire, du long terme, en faisant en sorte que soient réhabilitées des notions comme le service public, en sacrifiant beaucoup moins au marché et à l’argent !

Ou bien nous sommes capables de faire cette autocritique, de penser la construction de l’Europe autrement, c’est-à-dire pas au prix de l’abandon de la République, parce que c’est ce que le peuple nous reproche, c’est d’avoir pensé l’Europe par la monnaie, une Europe libérale qui, d’ailleurs, n’est pas une Europe, qui n’est qu’une grande zone de libre-échange, et cela au prix de la République et de sa mission fondamentale de protection et de préparation du long terme, ou bien nous sommes capables de repenser aussi la construction européenne (de toute façon c’est inévitable, compte tenu de l’élargissement), ou bien nous sommes capables de proposer à cette Europe et aux peuples qui la composent un autre horizon qu’un taux de change, un grand dessein politique, économique, social, humain, par exemple à travers une véritable initiative européenne de croissance, ou bien nous sommes capables de cela et, par conséquent, nous serons capables aussi de faire reculer, même progressivement, le chômage, ou bien nous continuons à nous inscrire dans la même logique mortifère, la logique néo-libérale de Maastricht et, par exemple, quand viendra le projet de dénationalisation de la banque de France, banque de France jadis nationalisée par Léon Blum et par Charles de Gaulle, est-ce que nous allons y acquiescer ou est-ce que nous allons la refuser ? Si nous y acquiesçons, nous acceptons la constitution d’un pouvoir autonome qui sera le pouvoir de l’argent soustrait aux prérogatives de la démocratie politique, ce sera un recul majeur de la démocratie et tout cela pour une fuite en avant dans une petite union monétaire franco-allemande dont j’espère que les Allemands ne voudront pas, parce que s’ils l’acceptaient, cela voudrait dire pour l’économie française un taux de change irréaliste, une asphyxie progressive, la poursuite de la désindustrialisation qui a marché cette décennie, car notre production industrielle n’a quasiment pas bougé depuis une dizaine d’années, et cela signifierait, bien entendu, même s’il y a un répit provisoire (car il peut y en avoir) des taux d’intérêt durablement élevés avec toutes les conséquences que nous connaissons.

Si nous acceptions de nous inscrire dans cette logique-là, notre opposition, chers camarades, ne sera que gesticulation et nous ne pourrons pas véritablement attaquer la politique que la Droite va mener. Nous nous condamnerons à la schizophrénie. Je crains qu’un certain nombre d’entre nous, majoritaires, ne voient pas d’autre voie de salut que celle-là, attendant un redressement mécanique des échecs que la Droite connaîtra, et même de la poursuite de cette

même politique.
Je vous mets en garde. Je ne pense pas que cela se passera comme cela, parce qu'il y a des problèmes immenses que tous ceux qui ont fait campagne dans ce pays connaissent. Partout, vous êtes giflés par une immense plainte sociale, un désespoir social très profond et auquel vous ne pouvez pas répondre, même politiquement, même par un discours responsable sérieux, qui donnerait espoir.
Si, par conséquent, nous continuons à nous inscrire dans la même logique, eh bien, au nom d'une modernisation illusoire, nous courrons en effet après le pouvoir avec l'idée que, comme nous n'occupons plus qu'un segment de la Gauche, c'est avec des alliances, avec peut-être certains éléments Communistes, des écologistes, ou ce que Laurent Fabius appelait des démocrates-sociaux, c'est-à-dire, disons-le, le CDS, que nous allons reprendre le pouvoir !
Soyons sérieux ! Si un jour nous devons reprendre le pouvoir, la solution est en nous-mêmes. Comme Lionel Jospin disait que les raisons de l'échec étaient en nous-mêmes, la possibilité du redressement est en nous-mêmes, c'est-à-dire que c'est la capacité que nous aurons de reconquérir un électorat qui, aujourd'hui, a perdu confiance. Pour ce qui nous concerne, nous voulons refonder la Gauche, toute la Gauche, pour faire une autre politique.
Nous ne pensons pas que la date d'un Congrès intéresse vraiment nos concitoyens, même si c'est le grand débat du jour.
Nous nous étions abstenus (je parle de "Socialisme et République") au moment de l'élection de Laurent Fabius, alors soutenu par Michel Rocard. C'était peu de semaines après le Congrès de l'Arche, en janvier 1992. Nous sommes les seuls à nous être abstenus, en disant que nous verrions, que nous jugerions aux actes... Nous n'avons guère de raisons de regretter ce qui était notre attitude. J'aimerais que vous nous disiez, chers camarades, ce qui vous sépare, par exemple, sur la dénationalisation de la banque de France ?
Bien sûr, il m'est arrivé d'entendre Michel Rocard (mais je ne suis pas sûr qu'il ait vraiment dit ces mots, parce qu'il a démenti cette déclaration...) dire que la constitution d'une banque centrale européenne indépendante était une sottise confinant au dogmatisme qui nous avait été imposée par les Allemands, mais qui nous préparait très mal à affronter les situations de crise ou de guerre que nous pourrions rencontrer dans l'avenir.
Si c'est vrai, je me réjouirai de cette évolution. J'aurais préféré que ce propos fut tenu avant le référendum sur le traité de Maastricht...
Nous sommes des Socialistes et des républicains. Nous resterons fidèles à notre vocation. Nous avons une autre manière d'aborder les problèmes que beaucoup d'entre vous... malheureusement beaucoup d'autres, une majorité, je crois bien, qu'il s'agisse du chômage, qu'il s'agisse de l'intégration, qu'il s'agisse de la construction, pourtant nécessaire, de l'Europe.
Ce débat, nous aimerions qu'il puisse avoir lieu. Comment ? Dans quel cadre ? C'est difficile à dire. De toute façon, il aura lieu. Dans quel délai ? Cela ne pourra pas se faire rapidement.
Tâchons de préserver des relations personnelles aussi agréables que possible, parce qu'il faut savoir qu'un jour il y aura des rassemblements nécessaires et,

Fondation Jean Jaurès

par conséquent, il faut préserver ses capacités de rassemblements futurs.
Si notre motion préalable n'est pas prise en compte, je vous le dis calmement, nous n'entendons plus siéger dans les organismes dirigeants d'un Parti Socialiste qui n'est plus Socialiste. Cela ne nous intéresse pas. Nous préférons aller à la rencontre de la jeunesse, à la rencontre de tous ceux qui ont envie de retrouver une autre image de la Gauche. Et puis, un jour, nous nous retrouverons, chacun devra faire son expérience... Faisons-le, je dirai, sans insulter ni le passé, ni l'avenir.
En ce qui nous concerne, nous n'avons pas l'intention d'abandonner le combat. Nous voulons le continuer, avec vous, si vous le voulez. Mais le voulez-vous ? Etes-vous prêts à rompre ce carcan d'allégeances et d'obligations que vous vous êtes peu à peu créé ? Etes-vous prêts aujourd'hui à le faire ? Ou bien, au contraire, allez-vous continuer dans cette voie-là ?
C'est la question que nous vous posons.
Si vous ne vous sentez pas en état de répondre positivement, eh bien, il faudra trouver des formes d'organisation souples, comme on dit... On peut parler de confédération, on peut parler d'autre chose... Dans l'histoire de la Gauche, il y a eu quelques passages de ce genre, j'en ai connu... et pour avoir été, avec quelques autres ici présents et que j'aperçois, à l'origine du CERES, nous avions voulu, il y a presque trente ans, tirer d'un Parti Socialiste compromis, qui s'appelait la SFIO, et d'un Parti Communiste engoncé dans ses schémas déjà totalement dépassés, l'étincelle d'un projet dans lequel le peuple français aurait pu se reconnaître. C'est ce que nous avons espéré, il y a presque trente ans, et à quoi nous avons travaillé. Et nous y avons travaillé avec succès, puisqu'au bout de sept ou huit ans il y a eu le Congrès d'Epinay, et puis le programme Socialiste, dont on peut dire tout le mal qu'on voudra, mais qui a créé l'élan, et l'union de la Gauche, qui a créé l'élan. Et si cet élan-là n'avait pas existé, ceux qui le critiquent aujourd'hui, et qui prennent leurs distances en disant : "Nous, nous sommes des gens sérieux, nous n'avons rien à voir avec tout cela !", auraient-ils même existés politiquement ? Ne fallait-il pas faire lever une espérance dans notre pays ?
(Applaudissements)
Voyez-vous, je ne regrette absolument rien, car dix ans après Epinay, nous avons permis l'alternance, en 1981, l'élection de François Mitterrand, et cela, ça a été une très grande chose, une très belle chose. Nous ne regrettons absolument pas ce moment inoubliable.
Mais nous avons vécu la suite un peu comme la retraite de Russie, il faut bien le dire ! Et quand je vois Georges Sarre (je le lui ai dit quand il a été élu), j'ai l'impression que je rencontre un conscrit avec lequel j'étais à Valmy, nous avons été à Waterloo, dans la vieille garde, et en plus nous ne sommes pas morts, nous pouvons "taper le carton" en fumant sa pipe ! Mais c'est quand même une sacrée tranche d'histoire !
(Rires)
Alors, chers camarades, en ce qui nous concerne, je tiens à vous le dire, nous continuons le combat, nous ne sommes pas "amortis", au sens que vous

Fondation Jean Jaurès

connaissez bien maintenant que vous vous êtes frottés à l'économie... (rires)... nous entendons continuer, je l'espère, avec vous, le plus vite possible, sinon (je l'espère encore) un peu plus tard, avec le plus grand nombre d'entre vous.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Jean-Paul Planchou, ensuite Louis Mermaz.

Jean-Paul Planchou

Chers camarades, dans les circonstances présentes, effectivement, il est inutile de se payer de trop de mots. Après les grandes défaites comme après les grandes victoires, il faut savoir se maîtriser et je ne crois pas, personnellement, que l'objet prioritaire de ce Comité directeur soit, par bribes, de tirer les leçons de l'échec, ni de mener exhaustivement la réflexion approfondie. Nous allons avoir, pendant quelques semaines, quelques mois, l'occasion de le faire avec sérieux, avec profondeur et avec volonté, sachant que, déjà, beaucoup a été dit.
C'est pourquoi je veux en venir immédiatement à l'initiative que nous devons prendre et qui doit être à la mesure de la gravité exceptionnelle de l'événement.
Bien sûr, l'échec, le grave échec, appelle un débat de fond, mené sans concession, entre nous et, surtout, très largement autour de nous, afin d'élaborer, comme d'autres l'ont dit avant moi, une cohérence d'idées nouvelles, de mettre sur pied une organisation nouvelle et de mettre en œuvre des pratiques nouvelles. Mais il y a des moments particuliers où la démarche, je le crois, l'emporte sur le fond, parce qu'elle le conditionne et elle le détermine. Aujourd'hui, dans ce Comité directeur, nous sommes à un moment où il faut parler méthode.
Sur ce plan (je dis bien, sur ce plan), que nous reproche-t-on ? De nous être enfermés sur nous-mêmes, de nous être éloignés de notre opinion. Oui. Donc, il faut ouvrir, s'ouvrir, écouter, engager sans tarder un processus qui permette le débat sur le fond, dans la plus grande des transparences, sans interdits. Oui, nous devons ouvrir les états généraux de la Gauche, et je me réjouis personnellement, avec d'autres, élus, responsables, que cette démarche soit à présent très largement prise en compte parmi nous, dès lors qu'il y a quelques semaines, et encore il y a quelques jours, je me faisais, avec d'autres camarades, le porte-parole de cette perspective. Les états généraux, ces états généraux, doivent en effet impliquer à tous les niveaux, dans tous les départements, jusqu'au plan national, toutes celles et tous ceux qui ont apporté leur contribution, d'une manière ou d'une autre, à l'action que nous avons menée. Quel n'est pas le candidat, la candidate, qui n'a pas rassemblé autour de lui, autour d'elle, ces énergies sympathisantes, et qui se sont d'ailleurs révélées en général plus nombreuses que nos propres forces militantes ? C'est donc sans impérialisme aucun que nous devons proposer à ces hommes, à ces femmes, inorganisés ou prévenant de groupes, d'organismes, d'associations diverses, de participer à la

Fondation Jean Jaurès

refondation d'un mouvement nouveau, étape nécessaire vers un grand mouvement populaire, et ainsi, je propose à mon ami Jean-Pierre Chevènement l'occasion de pouvoir continuer à travailler ensemble et avec nous.
Dès lors, ce débat doit être total. Il demande du temps. Pas trop de temps, mais au moins jusqu'à l'automne, afin qu'il se déroule sérieusement. Il serait catastrophique de le bâcler, de le canaliser, au seul motif de vouloir à tout prix le contrôler. Chers camarades, la rénovation ne sera pas octroyée d'en haut. Ce processus doit inscrire dans le débat, au-delà des adhérents Socialistes, toutes ces sympathies, jusque dans les votes d'orientation et d'organisation, afin de préfigurer ce nouveau mouvement. Chers camarades, halte aux frilosités ! Nous ne reconquerrons le terrain politique que dans et par l'audace !
Nous ne pouvons convenir, nous ne pouvons accepter la perspective "ficelée", convenue, d'un Congrès déguisé. Un Congrès, chers amis, serait la plus mauvaise des perspectives ! Un Congrès, c'est l'introspection, c'est le retour sur soi. C'est le contraire que nous devons faire.
(Quelques applaudissements)
La responsabilité de l'échec est partagée, même si, par définition, elle n'est pas partagée à parts égales. Rien cependant ne serait pire que de s'engager dans un processus funeste de règlement de comptes.
Mais, dans une société d'efficacité dans laquelle on exige du plus modeste d'entre nous un surcroît de responsabilité, une exigence supérieure, est-il acceptable qu'une défaite exceptionnelle n'entraîne pas de la part de notre direction une décision collective ? Nous avons pensé, moi et d'autres, dès lundi que la décision d'une démission collective s'imposait. Le Bureau exécutif en a décidé autrement. Aujourd'hui encore la décision collective de se remettre en cause est nécessaire.
(Applaudissements)
C'eût été et c'est encore la meilleure façon de ne pas attirer les foudres sur tel ou tel. Au-delà, chers camarades, pourquoi cette décision collective ? Parce que justement nous devons engager une démarche novatrice qui, pour être crédible, suppose d'être menée par une équipe nouvelle, représentative de ce que nous sommes, animée de la volonté de faire de la politique autrement et dégagée surtout du poids meurtrier des écuries et des clans.
Oui, chers camarades, il faut un sursaut de responsabilité collective. Pas de replâtrage, pas d'artifice et, de ce point de vue, le Comité directeur s'est ouvert sous les plus mauvais hospices.
Pour construire un avenir à la Gauche, ne craignons pas de regarder loin, au-delà de la ligne d'échéance électorale de la prochaine élection présidentielle. Si nous en sommes là, c'est d'avoir trop été un parti présidentiel inhibé, institutionnel, inhibé par l'exercice du pouvoir. J'insiste. La refondation d'un mouvement populaire nouveau ne doit pas être confondu avec la préparation de la prochaine élection présidentielle.
Chers camarades, notre responsabilité collective est de préparer un projet d'innovation démocratique à l'aube d'un siècle nouveau. Oui, nous voulons de vrais états généraux pour ce faire qui mènent un travail de réflexion, de

Fondation Jean-Jaurès

mobilisation de tous l'espace de gauche. Tout ce que je viens de dire, tout ce que je viens de présenter et d'énoncer me semble constituer un tout cohérent, un ensemble indissociable.
Oui, chers amis, il faut aujourd'hui penser neuf pour envisager d'agir et de gouverner demain autrement.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Louis Mermaz. Ensuite, Jean-Luc Mélenchon.

Louis Mermaz

Je ne viens pas avec un discours armé de pied en cape. En écoutant les uns et les autres, j'ai jeté quelques notes sur le papier pour participer au dialogue qui s'engage ici ce matin et cet après-midi.
Nous voici donc devant le Comité directeur, instance suprême du Parti, lieu de toutes les responsabilités politiques quant à la gestion du Parti. Cela est dans les statuts mais il est vrai qu'il y a aussi dans nos institutions le poids du Président de la République, le poids du gouvernement, celui du groupe parlementaire. Cela ne nous dispense pas ici, comme instance de direction du Parti, de nous livrer à un examen collectif nous concernant d'abord.
Puisque l'on parle de refondation ou de rénovation du Parti et puisque l'on a dit qu'il fallait pour cela donner un signal fort, tentons de le faire, évitons bien entendu les règlements de comptes qui ne seraient pas dignes de nous alors que les responsabilités sont si intimement et largement partagées, et donnons-nous aussi pour un si grand projet de refondation le temps nécessaire pour agir en connaissance de cause. Prenons garde aussi, à dix jours de distance, de trop oublier ce que nous avons dit pendant plusieurs semaines. Souvenons-nous de ce que nous avons dit dans nos réunions et ne nions pas en bloc tout ce que nous avons fait depuis 1981 au plan national, les réformes sont assez connues pour ne pas avoir à les citer, et au plan international, qu'il s'agisse de l'Europe ou du tiers-monde. Car, si nous n'avions pas la fierté de revendiquer au moins cela, je ne sais pas ce qui resterait de notre identité. Mais il est vrai qu'à travers un bilan forcément contrasté de notre faute ou du fait de circonstances qui nous dépassent, à travers le bilan que nous entreprenons, il faut retrouver notre identité.
Les causes de l'échec électoral sont multiples, on les a citées, j'irai vite : le chômage, le ralentissement des réformes, l'engluement de l'action politique face à certaines citadelles de l'Etat et face à une certaine haute administration ; même si nous y connaissons des hommes de talent et très proches de nous, l'absorption d'une partie d'entre nous par un certain ordre établi ; et aujourd'hui, même si le mot doit faire peur (mais entre nous on peut commencer à le prononcer) il faut regretter un désarmement idéologique certain qui ne nous a pas permis de mettre les événements en perspective. Il est des mots que nous avons cessé de prononcer et qu'il est encore probablement trop tôt pour qu'on les prononce à

Fondation Jean-Jaurès

nouveau, sinon nous ne serions pas compris.
Mais l'économie de marché, façon aimable de signaler l'existence du capitalisme international, la crise profonde qui existe aux Etats-Unis, première puissance économique au monde, l'éclatement de l'Union soviétique victime de ses propres maux, de sa dictature et aussi d'une course illégale au surarmement nucléaire ; la crise et l'exploitation du tiers-monde, la France nécessairement présente dans un réseau d'échanges internationaux et qui, pour cela, a besoin de s'appuyer sur les nécessaires solidarités européennes sans consentir certains abandons qui seraient fatals et à la France et à l'Europe.
Les inégalités sociales maintenues malgré des correctifs, la droitisation de la société française dont nous ne sommes pas entièrement responsables, cette collusion entre la Droite et l'extrême droite chaque fois que le Front National lors des dernières élections n'était pas en situation de se maintenir ; les jeunes à l'écart de nous ne nous comprennent plus comme avant. Les entreprises magnifiées, pourquoi pas, mais le monde du travail trop souvent oublié dans notre discours. Et jusqu'à cette incapacité au sujet indigne de faire la réforme électorale, de faire la proportionnelle. Je n'en dirai pas plus tellement là aussi les responsabilités sont partagées.

Dans la salle - Tu as oublié la nouvelle PAC.

Louis Mermaz - On en parlera et on parlera du courage avec lequel elle a été défendue. En ce qui concerne la proportionnelle, réforme trop vite oubliée ou abandonnée, quelques députés non réélus disaient récemment dans les quatre colonnes : nous ne pardonnerons jamais au Président de la République de ne pas nous avoir violés pour l'imposer. Quel hommage du vice à la vertu ! Mais je passe car le sujet est encore trop brûlant et, après tout, ce n'est qu'un sujet électoraliste.
Alors, il faut maintenant tourner la page et repartir en évitant deux dangers extrêmes : la précipitation ou le verrouillage.
Il faut remercier Pierre Mauroy et Michel Rocard d'avoir pris l'initiative d'une proposition d'états généraux. Le malheur est que le système qu'ils nous proposent est un système hermétiquement clos. C'est à mon sens un système de recyclage interne, accéléré, sans vraiment d'apport extérieur. Les sections feraient remonter aux fédérations, ainsi qu'au national, le texte, leurs analyses et leurs propositions pour la fin du mois d'avril. Aurait-on perdu à ce point le sens du concret et du quotidien d'ignorer que du 12 avril au 10 mai nous allons avoir des vacances scolaires réparties en trois zones et que, dans un parti qui compte beaucoup d'enseignants et de parents d'élèves... (applaudissements et protestations)... il ne reste plus beaucoup de temps pour le travail et la réflexion à la base. Il est de ces petites choses qu'il n'est pas inutile de rappeler.
(Brouhaha)
La proposition d'états généraux, formule ambitieuse, en juillet, telle qu'elle est proposée avec la disparition de la direction lors de la réunion, tout cela nous ramène à une pensée, à une action sympathique mais très ancienne. Et voilà une

Fondation Jean Jaurès

curieuse résurrection de certaines thèses dites autogestionnaires qui n'ont pas toujours permis de dominer entièrement les situations.
(Applaudissements et protestations)
Je préfère d'autres propositions plus calmement avancées : celle de Jean Poperen ou celle de Laurent Fabius proposant des Congrès constituants que l'on aurait le temps de préparer sérieusement d'ici l'automne prochain.
La rénovation, chers amis, chers camarades, ne peut se faire entre nous seuls et entre ce qu'il nous reste de militants dans nos sections. Elle doit faire appel au vent du large, elle doit faire appel à ceux qui, de cœur, sont toujours Socialistes et nous rejoindront, oui, dans un grand et authentique mouvement de rénovation. Mais alors, ne commençons pas par quitter le Parti. Dans un discours vigoureux et intéressant, Jean-Pierre Chevènement nous disait : si le texte que je propose n'est pas adopté, au revoir et à plus tard ! Je pense que le Parti se doit de demeurer le lieu dans lequel on discute, dans lequel on élabore et dans lequel on transforme. Mais il est vrai qu'il faut aussi travailler autour, à la périphérie et bien au-delà. Soyez certains que les associations, les groupes de réflexion, les groupes de pensée, les clubs qui devront exister au-delà de la porte d'Italie, bien entendu, ne vont pas manquer de fleurir et que c'est dans ce terreau-là que le Parti retrouvera force et énergie.
Alors, préparons tranquillement la suite, préparons un Congrès de refondation en y associant vraiment la base, en faisant appel à des éléments nouveaux de quelque milieu social et de quelque génération qu'ils se réclament. Sachons dissoudre les courants qui ne seraient plus de pensée, gardons ceux qui sont capables d'apporter quelque chose. Pas de verrouillage, pas de Congrès préfabriqué. Ne nous jetons pas non plus tête baissée dans l'élection présidentielle. Donnons-nous là aussi le temps de la respiration nécessaire. Posons aussi avec sérénité le problème de nos alliances. Il a été dit justement que l'essentiel de nos forces nous le trouverons d'abord en nous et autour de nous et que ceux avec lesquels nous nous allierons seront ceux avec lesquels nous nous retrouverons sur des propositions, sur un programme, sur des idées fortes. Et puis, regardons aussi en face, regardons du côté de l'adversaire. Certes, voici une majorité massive qui ne manquera pas de prendre bientôt du ventre. Il y a ceux qui sont pour l'Europe, il y a ceux qui sont contre. Il y a ceux qui sont pour Maastricht, il y a ceux qui sont contre. Il y a les ambitions de Giscard d'Estaing, il y a les ambitions de Chirac. J'attends avec une certaine curiosité le balancement des sondages d'opinion qui placeront l'un par rapport à l'autre Messieurs Chirac et Balladur ; et c'est une nouvelle histoire, soyez en certains, qui ne manquera pas de commencer. J'attends la manière dont ils s'y prendront avec la négociation du GATT contre laquelle la réforme de la politique agricole commune nous a précisément prémunis. J'attends de voir quelles seront leurs dispositions alors qu'ils n'ont pas voulu s'engager à la fin de la précédente législature. Je les attends lorsqu'ils vont devoir aborder les problèmes fiscaux. Je les attends lorsqu'ils vont s'occuper de l'éducation nationale, de la santé publique. Je les attends lorsqu'ils poseront le problème des retraites, le problème des privatisations... hé oui, y compris le problème de la

banque de France. Je les attends lorsqu'ils aborderont les problèmes des Droits de l'homme et le Code de la nationalité. Déjà, des manifestations syndicales, premier frémissement, lointain frémissement, à Lyon, à Strasbourg, se produisent. Soyons à l'écoute du pays. Observons ce qui va se passer. Préparons-nous nous-mêmes, préparons dans le calme les états généraux. Faisons -le dans la fraternité, dans la sérénité. Donnons-nous le temps nécessaire, pas trop de temps, mais le temps suffisant.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Jean-Luc Mélenchon. Ensuite Henri Emmanuelli.

Jean-Louis Mélenchon

Je crois bien que je vais encore creuser le déficit d'affection qui se constate dans cette salle... (exclamations dans la salle)... depuis ce matin, et qui se paie depuis ce matin avec de la monnaie déclamatoire déjà bien enrayée par l'inflation. J'avoue que nous vivons une scène tout à fait étrange. Chacun ici se succède pour d'abord dénoncer les courants, mais ce sont les chefs de courants qui le font, réaliser maintenant que les courants ne sont pas des courants, car chers camarades, notre propre légalité interne, le droit auquel quelques-uns se sont référés, c'est que ceux qui font un courant, cher Louis, c'est un texte, et un texte, après, il y a un vote. Eh bien, il n'y a que trois textes du dernier Congrès. Donc, ce ne sont pas des courants que nous avons, des écuries présidentielles, et cela, depuis Rennes. Et vous pouvez inventer tous les règlements du monde que vous voudrez, vous ne pouvez pas à la fois vous accommoder des institutions de la 5ème République et déplorer que des gens normaux se comportent conformément aux institutions qu'ils approuvent.
Tout cela se tient, et cela a été l'enjeu de profonds débats entre nous.
Enfin, entendre dire maintenant qu'au point où nous en sommes, il ne faut surtout pas parler du lien entre le Parti et le candidat à la présidentielle, c'est se moquer du monde. Ne pas avoir les yeux braqués sur 95, pourquoi ? Parce que c'est 2002 qui serait le plus intéressant ?
(Rires)
Moi, je veux qu'on gagne en 1995. Je suis lassé de ces stratégies qui consistent à passer par dessus tous les rendez-vous en disant : ce sera le suivant qui sera le bon.
(Applaudissements)
Et qui, je vous prie, a investi avant l'heure ? Tout à l'heure, on a rappelé le Comité directeur où on a élu le Premier secrétaire. Je me suis aussi abstenu, pas pour des raisons de personnes ; mes relations personnelles sont plutôt bonnes… (rires)… et j'en suis très satisfait ; mais pour des questions de ligne. J'ai voté avec lui, on avait écrit un texte ensemble au dernier moment à Rennes, dans lequel il y avait un certain nombre de choses...
(Rires)

Fondation Jean-Jaurès

Ne riez pas ! Moi, je ne crois qu'à cela. Les textes, les idées, les choses écrites, les choses connues. Je ne me réfère qu'à cela.
Quand est arrivée cette question, malgré tout le déplaisir que cela pouvait créer, il y avait deux choses que nous n'acceptions pas à ce moment-là, il y avait dans le discours du Premier secrétaire d'abord le refus de la proportionnelle en faveur de laquelle nous nous battons à haute et intelligible voix, et il y avait ensuite la possibilité, vous qui maintenant exprimez des regrets, de voter pour. Ce n'est pas qu'on avait oublié cette question, elle existait...
(Applaudissements)
Il y avait cela, et puis il y avait le fait que l'on annoncerait que Michel Rocard était le candidat virtuel, et depuis, les adjectifs se sont accumulés, le temps a passé.
Donc, cette situation telle que nous la connaissons, en tout cas moi, je ne l'ai pas créée. Et quand on vient dire et répéter toutes sortes de choses sur les responsabilités collectives, j'en ai sans doute sur un certain nombre de sujets, pas sur ceux-là, et c'est donc bien tranquillement que j'aborde le reste.
Le débat à l'extérieur. Quelle amusette ! Le débat à l'extérieur, pour faire quoi ? Pour rassembler une grande force. Je vous renvoie au débat du Congrès de Rennes, du Congrès de l'Arche, du Congrès de Bordeaux. Tout cela était écrit et proposé. Les états généraux ? Mais je suis désolé de dire, camarade Planchou, que tu ne les as pas inventés il y a trois semaines. C'est Poperen il y a plus d'un an et demi qui l'a proposé à la tribune et soumis au vote. Ce n'était jamais le moment. Et maintenant, on mélange toutes les étapes, les états généraux du Parti Socialiste avec les états généraux à l'extérieur. C'est une manière d'utiliser l'extérieur, le mouvement et l'agitation à l'extérieur, pour l'interdire, le mouvement à l'intérieur et prôner l'immobilisme. Et là, se rejoignent deux lignes : la première de ceux qui pensent que cette défaite est tellement collective que la suite doit être gérée comme auparavant. Cela se comprend, c'est logique. Au moins c'est dit, au moins c'est courageux.
Et puis, l'autre ligne qui espère, le temps passant, que l'on discutera dehors, les choses seront ici suffisamment bloquées, suffisamment verrouillées, pour que, pendant ce temps, puissent prospérer mille petites chapelles et leurs porte-parole dans les arrières salles de cafés.
Moi, je n'en veux pas. Je veux que mon Parti gagne, qu'il grandisse, qu'il se développe, qu'il organise autour de lui, et pour cela, il faut le faire bouger, il faut donc le faire vivre avec des règles normales de gens civilisés et raisonnables qui disposent pour le faire de toutes les règles à leur disposition et qui n'ont pas besoin d'en inventer d'autres à cette étape.
Alors, on a empilé les causes de l'échec comme les mauvais élèves empilent les billets d'excuses. Si nous nous réunissons pour nous déclarer les uns aux autres que le monde est dur et cruel, souvent injuste, et que nous n'y pouvons rien, je vous propose qu'on arrête ces travaux et qu'on monte à l'étage où se tient un Congrès qui établit les rapports entre la psychiatrie et la pédiatrie.
(Rires et applaudissements)
L'action politique. C'est de changer le cours des événements. Elle consiste pour

les hommes et les femmes à établir une ligne d'action qui leur permette de changer le cours des événements pour l'année dans le sens de leurs objectifs. Nous n'y sommes pas parvenus, pas parce que le monde était dur, il sera toujours dur jusqu'à ce qu'il cesse, compliqué, cruel et difficile. Nous n'y sommes pas parvenus, parce que l'orientation sur laquelle nous l'avons abordé était erronée et qu'elle s'est fracassée contre les faits. Enfin, il faut quand même bien que ce soit un peu secret ce que je dis puisque, après nous avoir dit sur tous les tons que, certes, nous étions bien sympathiques, que les trente cinq heures, cher Louis, qui sont des résolutions des élections européennes, "tu n'y penses pas, Mélenchon, autant demander à Michel Rocard, de les appliquer tout de suite...", et tous ont voté contre, c'était un bout du texte du manifeste des Partis Socialistes européens. Deux mains se sont levées, Marie Noëlle Lienemann et moi. La proportionnelle, vous la redécouvrez. Le rouge, rose, vert, on n'en parle pas, on verra une autre fois. Dans combien de départements les candidats ont fait leurs affiches du premier et du deuxième tour avec les trois couleurs rouge, rose, vert ? La puissante fédération du Pas-de-Calais a fait une affiche rouge, rose, vert, ce qui est bon pour la région l'est pour la France. Le Nord l'a mis en application, et combien, et combien...

(Mouvements divers)

Oui, mes camarades, voilà une vraie question. Quand on mène n'importe comment une stratégie, en catimini, on ne peut pas l'assumer comme il faut. Nous avons peut-être eu de la chance que Brice Lalonde soit à ce point axé sur sa propre personne et n'ait pas compris que ce dont il bénéficiait c'était d'un courant de gens qui ne nous reprochaient pas d'avoir été trop Socialistes, mais de l'avoir été assez, et qui se réfugiaient vers lui, et qu'à force de leur cracher à la figure chaque fois qu'on leur tendait la main, il provoquaient la décrue de la vague qui l'avait porté. On a eu de la chance. Si par malheur, il s'était mis, lui aussi, aux 35 heureux et au reste, où en serions-nous ? Sur le fond de toutes les choses, une compte, c'est la question sociale, c'est elle qui mène le monde, c'est elle qui mène notre pays, et tout le reste est diversion. Le mode de production et d'organisation dominant est en crise, le capitalisme a ses méthodes de gestion de la crise, nous devons ouvrir une alternative, nous ne l'avons pas fait. Point. Comment le faire dorénavant ? Voilà la question.

Nous pourrons trouver la forme la plus générale du militantisme ouvert, démocratique et de proximité, rien ne nous dispensera de l'obligation d'avoir à répondre aux questions simples qui nous sont posées. Si non, pour qui prenez-vous nos militants, le peuple de gauche ? A celui qui vous dit "cette année, Peugeot a fait de super-bénéfices, et moi, on me met à la porte", qu'est-ce que vous répondez ? A celui qui dit "depuis qu'il y a le RMI, avant, je me levais pour 4 000 F, maintenant, je me lève pour 2 000 parce que je suis au SMIC", qu'est-ce que vous dites ?

A celui qui vous dit : "après dix sept ans de présence dans un magasin de grande distribution, - c'est une femme - ils m'ont licenciée pour mettre à ma place un jeune", qu'est-ce que vous répondez ?

On peut proposer aux militants Socialistes d'être des militants de proximité,

Fondation Jean Jaurès

d’aller voir ces personnes, de leur dire : je suis Socialiste de proximité, organisons une partie de brochettes avec les associations de quartier !
(Rires et applaudissements)
La richesse est produite et possédée par les uns et il faut réorganiser les clés de la répartition. Il n’y a que trois questions qui se posent dans un parti, toujours les mêmes : quel programme, quelle stratégie d’alliances, quel parti pour porter le tout ? Et quand on est dans nos institutions dans lesquelles on est, quels candidats pour enlever tout cela, et le porter jusqu’au pouvoir ?
C’est à cette question qu’il faut répondre. Nous disposons de tous les moyens pour le faire. J’en viens au point qui me paraît essentiel, toujours dans le même objectif de ne pas biaiser avec les faits. Quand une orientation se fracasse, quand la majorité qui l’a portée s’est fracassée, quand le Parti qui l’a portée se fracasse, puisque vous-mêmes, tous, vous dites "il faudra en changer les formes", etc. il serait étranger que la seule chose qui demeure impavide, ce soit la direction. Quand l’orientation a fait faillite, eh bien, la direction rend ses mandats. D’ailleurs, vous ne parlez que de cela depuis une semaine, dans des réunions, des colloques, des séminaires, composés de courants. Alors, pourquoi biaiser ?
Ce matin, le Premier secrétaire a posé une question, et je crois que c’est une question courageuse, et qu’il a droit à la dignité d’une réponse claire, et non pas au coupe-gorge des 2 ou 3 h du matin préfigurées par ce que j’ai cru entendre. Il a demandé si ici quelqu’un proposait qu’il y ait une démission collective, il n’a pas dit "je pense qu’il faudrait que…", quelqu’un se lève-t-il pour prendre la responsabilité personnelle de dire : faut-il qu’il y ait une démission collective ? Oui, moi.
(Mouvements divers)
Et comme je suis membre titulaire du Comité directeur, ceci est une proposition. Le Bureau exécutif remet ses mandats au Comité directeur. Point. Je m’inclus dedans, bien que je ne sois que membre associé. Mon échec aura été de ne pas avoir réussi à convaincre les autres que j’avais raison.
(Applaudissements)
Je m’inclus donc dedans, dans cette démarche collective.
On me dit : mais que va faire le Comité directeur ? Qui ? Quoi ? Ah ! Il faudrait savoir !
Si vous doutez de vous au point de vous poser ce type de question, c’est donc que ce qui est là vous va ; si vous n’êtes pas capables d’y répondre, c’est peu de chose. Si vous ne pensez pas que les idées et le pouvoir entre nous ont un rapport, faites autre chose, mais pas le PS. Autre chose.
Quant aux règles, elles ne sont pas parfaitement claires, nous avons un Congrès, qui a eu lieu, nous sommes parfaitement capables dans ce Comité directeur d’avoir une direction provisoire légitime, qui nous mène jusqu’aux états généraux. Quel eut été ma préférence ? C’est clair, un monde stable, organisé, dont on connaît les règles. On nous dit : "cela va être Rennes bis", il n’y a qu’au Parti Socialiste qu’on puisse se prévaloir de sa propre turpitude pour contester le droit !
(Applaudissements)

Mais qui nous dit que cela va être un Congrès de Rennes bis ? Ceux-là même qui l'ont provoqué, qui se sont fait peur à eux-mêmes, puisqu'ils ne se sentent plus sûrs que faire ? Un Congrès est une chose simple à mener, quand les hommes et les femmes savent où ils veulent aller. Ce qui va se produire, s'ils ne le savent pas, ou si ces projets sont tellement contradictoires, évidemment on se fracasse.

Ma préférence va au Congrès. Une autre proposition se présente, il s'agit de tenir un Congrès constituant, baptisé "états généraux", ce n'est pas une bonne trouvaille, du coup on confond tout. On mélange les états généraux du Parti, ce Congrès constituant, avant les états généraux, qu'il faut tenir à l'ensemble de la mouvance écologiste de gauche, dont nous avons parlé. Et je comprends la méfiance de Jean Poperen, que je partage, qui consiste à dire : s'il s'agit seulement de faire un Congrès pour faire un Congrès, que ce soit le prétexte à ne pas faire le reste, alors vous vous passerez de nous, et de nous aussi, parce qu'il a parfaitement raison. Les deux objectifs doivent être conduits, mais il faut d'abord commencer par la maison. Je n'ai jamais vu qu'on aille se présenter devant des partenaires en disant : "pour ce qui nous concerne, nous avons mis une équipe qui gère les affaires courantes, et nous, nous allons définir avec vous le programme, la stratégie", ceci est ridicule, et nos partenaires n'en voudraient pas. Ils seraient tentés de penser que nous avons inventé quelque chose de nouveau pour mieux les absorber.

Il faut que le Parti commence son travail, et là c'est notre responsabilité car ceux qui nous disent qu'on va attendre et discuter ne tiennent compte de rien en réalité, et en tout cas pas de l'échéance de 1995, parce qu'elle s'inscrit dans un calendrier très précis. C'est en septembre que va se faire la rentrée, après le choc, c'est là que va commencer la bataille. Que dit Mermaz "je les attends". Caramba ! Je préférerais que la situation soit autre. Tout ce que tu décris, ce sont misère et souffrance, tu le sais aussi bien que nous. Où est le rapport de force dans ce pays quand la Gauche en est au plan électoral où elle en est au plan social, syndical. Il faut que le mouvement social puisse disposer d'un outil de référence, d'un cap, de moyens. Ou nous sommes devenus des spontanéistes. Les gouvernements de droite, ils appliquent leur politique, celle de la Droite. Et nous, comme on est la Gauche, les gens vont bien réagir, et nous avons besoin d'un outil. Et puis, chers camarades, nous vous voyez en octobre, novembre, décembre, débattre de la question passionnante des statuts, et de combien d'autre choses en même temps que nous désignerons nos candidats aux élections cantonales et que nous préparerons quatre mois après les élections européennes qui sont des élections à la proportionnelle, donc d'adhésion à un discours politique, et non pas d'élimination comme celles que vous venez de vivre, et que nous venons de vivre tous ensemble.

Lorsque vous refusez le calendrier, qui consiste à dire : "c'est maintenant que le Parti doit se réorganiser", cher Jean, dans la proposition qui est faite, il y a la totalité des questions qui sont posées, l'orientation, la stratégie, les alliances. J'ai entendu ton message, quand tu dis "il faut parler du fond" et d'autres camarades l'ont dit, il faut parler du fond avec les passants dans la rue, ou dans le Parti ?

Fondation Jean Jaurès

C’est bien dans le Parti que cela commence, quel que soit l’état dans lequel il est aujourd’hui, donc c’est dans le Parti qu’il faut discuter. Ayons au moins le minimum de respect pour ceux qui en sont encore membres, qui veulent y rester membres et qui veulent que ce soit un grand Parti. Nous voulons un Congrès, qu’il s’appelle "états généraux", peu importe, qu’il ait lieu tôt pour être, dès le mois de juillet, en ordre de bataille pour à la rentrée de septembre préparer les rencontres au niveau local et national, et qui permettent la tenue des états généraux autant que faire se peut dès la fin du mois de décembre. Voilà le calendrier.
Si vous faites tout se télescoper, parce que vous reportez sous prétexte du temps de la réflexion, ce qui ferait qu’on attendrait que de la base monte la vérité, que nous ignorerions par ailleurs, rien de tout cela n’est acceptable. La base s’est exprimée par des motions de sections, par des colloques, par des réunions de toutes sortes mille et une fois, et vous allez retourner les voir en leur disant "nous avons trouvé une idée neuve et moderne, quelque chose qui est à mi-chemin entre la psychanalyse collective et la campagne des cents fleurs de Mao Tse Tung ! Ils ne s’y tromperont pas, ils sauront qu’on se moque d’eux.
Il ne faut pas dire qu’il y a des vacances de Pâques, il y a aussi des enseignants, et les grandes vacances, et il y a tellement de vacances qu’à la fin ce n’est jamais le moment ! Il faut le faire maintenant, car il y a la question du calendrier, encore une fois pour l’orientation si vous voulez franchir les deux étapes de 1994 et être en état de marche pour 1995, si vous n’avez pas fait une croix sur 1995, vous devez tenir maintenant votre Congrès de Parti pour le réorganiser, commencer dès septembre le rassemblement de la Gauche.
(Vifs applaudissements)
Je finis, camarades, je suis comme d’autres, je crois au Parti Socialiste, ce serait terrible d’imaginer qu’on le mette en conserve, par la convergence de l’agitation extérieure et de l’immobilisme interne.
Le temps compte, le temps compte car nous ne savons ni si nous sommes capables d’être les organisateurs du mouvement social, ni si nous ne le sommes pas quels autres le seront. Le temps compte parce que tel que les choses sont parties, personne ici ne peut jurer dans cette espèce d’immense glissement de terrain des idées et des hommes, des formes d’organisation, qu’en 1995 nous ne serons pas aussi disqualifiés pour le deuxième tour.
En 1988, Le Pen était à 4 points, nous sommes aujourd’hui à 18,19, faites les comptes, et pour une fois faisons les choses à temps !
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci.
Henri Emmanuelli...

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, il se trouve que moi j’ai la chance d’avoir été élu, c’est la cinquième fois, mais c’est la première fois que je suis un élu triste, parce que je

vous le dis d'emblée, j'ai la conviction que dans les 233 circonscriptions où des camarades ont été battus, j'aurais été battu aussi.
J'ai été élu, parce qu'il y avait une réserve, et j'ai été élu aussi parce que, pourquoi l'oublier, certains découpages avaient été faits, j'ai d'ailleurs fait le calcul pour ce qui me concerne : en sortant les cantons de gauche que M. Pasqua avait mis dans ma circonscription, cela aurait été tangent, de sorte que bien qu'élu, je me sens tout aussi responsable que ceux qui ne l'ont pas été, et je voudrais leur dire ma tristesse, comme je crois la plupart l'ont ressentie, la plupart de ceux qui ont été élus, en revenant au groupe Socialiste cette semaine, en se retrouvant si peu nombreux et dans une situation qui pouvait ressembler à tout sauf à la joie, à la gaieté, ou à l'enthousiasme. Non, mes chers camarades, sachez pour ceux qui ne l'ont pas été, qu'il y a des moments où je me demande moi si c'est un privilège de l'avoir été, ou si cela ne va pas être une longue tristesse.
Mes chers camarades, nous avons été battus, et pour la première fois je comprends ce que veut dire "défaite", je n'avais jamais spontanément associé le mot de "défaite" au fait d'être défait, c'est bien de cela qu'il s'agit étymologiquement, et je le découvre aujourd'hui. Nous avons été défaits, le paysage est ravagé, celui de la Gauche, et la différence de situations que nous avons connues autrefois, c'est qu'il est ravagé, mais il est en même temps encombré de cadavres, de rancœurs, d'amertume, de tristesse, celle des battus, mais plus forte encore vous le savez pour celles et ceux qui ont été candidats, qui sont plus ou moins préparés à l'idée de la victoire ou de la défaite, mais le plus difficile ce sont les sympathisants, les militants autour, car ceux là sont moins préparés et ceux là dimanche il y en avait qui pleuraient, il y en avait, je suppose, partout où il y a eu des battus, et c'est par rapport à ces gens là que nous avons des responsabilités et par rapport à personne d'autre.
Cette défaite, mes chers camarades, nous aurons l'occasion d'en reparler, mais je suis heureux que le débat se soit amorcé aujourd'hui, car il aurait été inconcevable qu'il ne commence pas même s'il ne finira pas aujourd'hui. Il a commencé, et je dois dire que, comme beaucoup d'autres, je suis un petit peu surpris par les explications qui sont données.
Le mur de Berlin, l'écroulement du mur de Berlin, mes chers camarades, il est certain que l'effondrement du Communisme a un effet de souffle sur l'ensemble du camp progressiste, mais si c'était la cause première, comment expliqueriez-vous que ce soit le Socialisme démocratique qui a encaissé en France l'essentiel du choc alors que le Parti Communiste arriverait à maintenir ses positions, même si des yeux aussi avertis que les nôtres voient bien qu'en réalité il a continué son déclin.
Il faut être sérieux, et de surcroît sur les ruines du système Communiste ce ne sont pas les cents fleurs de la liberté qui ont fleuri, c'est un chaos, ce ne sont pas aujourd'hui des signes d'espérance qui nous viennent de l'Est, ce sont des signes de crainte, et je ne suis pas sûr que dans ces conditions l'effet de souffle soit aujourd'hui ce qu'il pouvait être au moment de l'écroulement du mur de Berlin, mais de cela nous aurons l'occasion de reparler plus longuement mais de grâce

pas cette explication !
Qu'elle eut un effet mais bien sûr qu'elle a eu un effet, tout a des effets, mais pas la cause première !
Ensuite, j'entends d'autres explications, le Congrès de Rennes. Il est certain que personne ici, je crois, n'a un bon souvenir du Congrès de Rennes, mais je dois vous dire qu'au cours des 68 réunions que j'ai faites, je n'ai trouvé personne qui me dise : "moi, Monsieur Emmanuelli, ou le candidat que vous êtes venu soutenir, j'aurais bien voulu voter pour lui, mais à cause du Congrès de Rennes, ne comptez pas sur moi !". Il faut être sérieux !
Pas plus Pierre que je ne méconnais pour les avoir vécus, pour y avoir été mêlés, pour les avoir suppliés aussi, les méfaits des courants, mais je n'ai pas rencontré d'électrices ou d'électeurs qui me disent "à cause des courants, et des discours du Parti Socialiste, je voterai à Droite".
Vous savez, les discordes de Parti, cela a été dit ce matin, cela existe. Regardez dans quel état était le RPR au mois de septembre, souvenez-vous des gros titres : "le RPR en charpie, le RPR foutu, Chirac c'est fini", cela avait déjà été le cas en 1988 déjà pour lui, avec ce fameux été où nous avons vécu dans l'angoisse de savoir s'il surmonterait lui-même le doute qu'il avait sur lui-même !
Regardez ce qui s'est produit en mars 1993. Les débats politiques dans les partis même quand ils sont durs, même quand ils dérapent, c'est arrivé chez nous, c'est arrivé ailleurs, ne peuvent pas être la cause première d'une défaite politique. Donc de grâce ne mettons pas cela sur le devant de la scène. Sachons, comme nous le savons, toutes et tous, qu'il y a des expériences à ne pas réitérer, et j'espère que personne n'en rêve, mais ne mettons pas cela sur le devant parce que ce n'est pas de cela qu'il s'agit.
Paradoxalement, mes chers camarades, les Socialistes ont été battus parce que le libéralisme économique a, non pas échoué, il faut se garder de ce genre d'affirmation, mais parce que le libéralisme économique et l'économie de marché rencontrent leur limite, et c'est paradoxal. Nous avons toujours su, nous ne l'avons pas toujours admis, mais nous savons depuis le 23 mars 1983 qui était un vendredi, à 10 heures que les Socialistes se sont ralliés à l'économie de marché, c'était sous ton gouvernement Pierre, un Conseil des ministres où Jacques Delors a posé sur la table le fameux plan de 1983, ce jour là des choix économiques, monétaires ont été faits, et depuis ce jour là pourquoi nous demandons-nous sans cesse : "avez-vous votre "Bad-Godesberg" ? Je connais la date, le 23 mars 1983, un vendredi, à 10 heures.
Loin de moi l'idée de vous dire d'ouvrir des débats archaïques sur l'utilité ou l'inutilité de l'économie de marché. Oui c'est le meilleur système pour produire des biens, des services, pour sauvegarder une certaine forme de liberté, et peut-être ce qui est plus important, et ce qui est indissociable, une certaine forme de créativité, mais il y a des choses que l'économie de marché ne sait pas faire, l'économie de marché - je dis cela pour faire plaisir à Chevènement - ne sait pas gérer la Défense nationale, et imaginez des bataillons sponsorisés, il n'y aurait guère que le bataillon Edouard Leclerc qui correspondrait à une réminiscence historique !

Non, l'économie de marché ne sait pas assurer la défense d'un pays, ne sait pas non plus gérer l'éducation telle que nous la concevons. L'économie de marché livrée à sa propre logique ne dispense de l'éducation et de l'information que ceux qui ont les moyens de l'acheter et c'est une conception que nous avons toujours refusée, repoussée et contre laquelle j'espère demain nous trouverons, malgré notre défaite, la force de nous battre si elle était remise en cause.
L'économie de marché ne sait pas non plus gérer le monde rural, l'économie de marché ne sait pas gérer la croissance des villes. Je ne suis pas étranger aux explications sociologiques et je ne suis pas non plus imperméable aux évolutions des temps modernes. Oui, la famille a éclaté, oui les choses ont beaucoup changé, oui la solidarité de classes n'est plus ce qu'elle était, oui les thèmes sur lesquels on se reconnaît, on se regroupe aujourd'hui n'ont plus grand chose à voir avec ce qu'ils pouvaient être. Mais si nous avons réussi à accumuler une crise du milieu rural et une crise des banlieues, moi j'ai une explication à la fois plus archaïque et plus simple, c'est que quand on laisse le critère de rentabilité gérer le monde rural, on sait ce qu'il arrive et quand on laisse le prix du mètre carré se substituer aux règlements d'urbanisme, on voit ce qui arrive.
(Applaudissements)
C'est là où sont les explications.
De ce point de vue, nous aurions tous à mettre sur la table des souvenirs agréables et des souvenirs désagréables. Je dis d'ailleurs, je l'ai dit dans une interview cette semaine, que ceux qui ont tiré la sonnette d'alarme parfois sont encore plus coupables que les autres parce que cela veut dire qu'ils étaient plus lucides et qu'ils ne sont pas allés jusqu'au bout.
Loin de moi l'idée de voir des catégories entre ceux qui auraient su et ceux qui n'auraient pas su, entre ceux qui auraient compris et ceux qui n'auraient pas compris. Mais ne feignons pas de chercher très loin des explications qui sont en lettres énormes sous nos yeux. L'économie de marché ne sait pas non plus réguler le marché du travail. Ce n'est d'ailleurs pas sa fonction.
Le rôle d'un chef d'entreprise, c'est de produire des biens et des services au meilleur prix dans une économie ouverte et compétitive, de le faire mieux que ses concurrents, mais personne dans la République comme dirait Jean-Pierre n'a confié à ces chefs d'entreprise la responsabilité d'être les garants du marché de l'emploi et s'il y en a parmi eux quelques-uns ou quelques-unes qui s'en soucient je dirai que c'est peut-être un plus sur le plan humain pour eux mais ce n'est pas la fonction que leur a confiée la société, sauf à imaginer que l'entreprise serait l'alpha et l'oméga. L'alpha et l'oméga, on n'en a pas été loin et je me souviens, quand j'ai vu surgir le concept d'entreprise, j'ai dit : c'est la fin des haricots. Si l'entreprise était en charge de la culture, c'est trop pour moi et c'est pour cela, Jack, que j'ai toujours été foncièrement hostile à ce concept de sponsorisation de la culture sur lequel, d'ailleurs, tu t'es appuyé très à la marge, qui n'a pas été, je le dis tout de suite, l'essentiel de ta fonction. Donc, les raisons elles sont là.
Echec du libéralisme économique et aussi dérèglement du système. Le libéralisme économique de manière implicite avait un schéma simple : les pays

développés acceptent implicitement, pas explicitement, d'aider l'organisation. Ils acceptent le départ d'activités à forte main d'œuvre, à faible valeur ajoutée vers des pays à bas salaires. En compensation, ces délocalisations créent du pouvoir d'achat dans ces pays à bas salaires et avec ce pouvoir d'achat créé nous avons un retour parce qu'ils nous achètent des produits à haute valeur ajoutée dont nous nous réservons l'exclusivité au nom de notre avance, de notre savoir-faire.

Eh bien, ce schéma s'est déréglé complètement parce que les pays à bas salaires nous ont aussi apporté du savoir-faire, de la technologie et parce que les choses ont été trop vite nous sommes aujourd'hui relativement au bord d'une guerre commerciale, et quand je dis au bord c'est un euphémisme, il a fallu que le président dé la Communauté aille voir M. Clinton pour lui dire que maintenant cela allait bien.

Je souhaiterais d'ailleurs, mais je ne veux pas le décréter ici, je ne serais pas entendu, que la Commission à Bruxelles se souvienne que la première de ses tâches et de ses fonctions c'est de défendre les intérêts de l'Europe. Je n'ai pas le sentiment que ce soit toujours le cas. Je le dis et la coupure que l'on a observée entre une forme de gouvernement technocratique dans notre pays et ce que nous voyons se produire à Bruxelles présente des similitudes extraordinaires parce que maintenant, j'en ai terminé avec l'économie de marché, je vais essayer d'abréger l'autre cause à mes yeux grave, c'est cette coupure qui s'est produite. Et pourquoi s'est-elle produite ?

Pierre, je le dis en te regardant, parce que tu seras sans doute sensible à ce propos, que nous avons vu, nous sommes un certain nombre à avoir vu l'évolution de 81 jusqu'à 93. Et qu'avons-nous vu ? Ce n'est pas la faute de X ou Y. Nous avons vu un dessaisissement croissant du politique au bénéfice non pas de telle ou telle catégorie de fonctionnaires mais au profit de ce que j'appellerais la techno-structure. C'en était arrivé à un point où quand, il y a trois mois, mes chers camarades, on osait parler de problème aussi vulgaire que le problème de la FNACA ou bien des veuves civiles, on vous disait : allons, allons, ressaisissez vous un peu, moins de démagogie, un peu plus de tenue. Les bulletins blancs, j'en ai compté 2000 et quelques dans une circonscription qui portaient un petit sigle dans le coin FNACA. Alors, mes chers camarades, c'est ce que j'appelle la coupure, c'est à partir du moment où un gouvernement au pouvoir finit par être enfermé complètement dans la gestion des grandes orientations dont il a la charge, les grands intérêts y sont tout à fait respectables et où il finit par, je ne dirai pas mépriser, mais être indifférent à ce qu'est le quotidien des gens.

Voilà les causes essentielles. Après, il y a tout le reste, je ne vais pas reprendre ce qui a été dit par d'autres, la perte d'identité, mais elle est là dedans, il y a tout cela et c'est pourquoi nous avons perdu et, d'une certaine manière, cela n'a rien d'étonnant. Je préfère dire que cela n'a rien d'étonnant, parce que je préfère une explication rationnelle que de ne pas avoir d'explication rationnelle, ce serait bien plus grave… Que pendant ce temps là, comme l'a dit Louis, la France se soit droitisée, oui, c'est vrai, que le système de valeur aujourd'hui soit plutôt en

faveur de l'individualisme que des approches collectives, parfois même jusqu'à la caricature de l'égocentrisme, oui, mais, mes chers camarades, lorsque nous étions minoritaires dans ce pays, la Droite était majoritaire et tout notre combat a consisté justement à faire basculer un certain nombre de choses. Je ne crois pas qu'on puisse se retrancher derrière le fait qu'il y ait une poussée de balancier de l'histoire qui est incontestable pour dire que c'est là la raison majeure de notre défaite.

Toutes ces explications dont j'ai dit qu'elles n'étaient pas premières ne sont pas inintéressantes, ont un rôle, mais elles ne sont pas des explications premières et celles et ceux qui disent que ce sont les causes principales et ceux qui, je le dis avec force, ne souhaitent pas ou ne veulent pas que l'on fasse le bilan de ce qu'a été notre manière de gouverner, parce que la pratique a été aussi importante peut-être que la dérive des orientations, ne veulent pas qu'on tire un certain nombre de conclusions et sont sur d'autres schémas.

(Applaudissements)

Voilà ce que je pense.

Alors que faire au point où nous en sommes ?

Eh bien, j'entends là aussi beaucoup de propositions; elles portent très souvent sur la forme et selon la mode du temps. Vous savez, il faudrait qu'on se méfie du temps et de la mode. J'ai eu l'occasion de répéter pendant toute la campagne, mais je n'ai pas eu le plaisir de le dire devant vous, je vais me faire ce plaisir : mes chers camarades, méfiez-vous des idées à la mode, car Kundera nous dit : être dans l'air du temps, c'est l'ambition des feuilles mortes.

Prenez garde que, à force de vouloir être dans l'air du temps, vous vous retrouvassiez confinés dans le rôle de feuilles mortes !

(Applaudissements)

J'entends des propositions, vous changez le nom, pourquoi pas. Jospin n'est plus là, je lui en parlais déjà en 1987, ce n'est pas une perspective qui me gêne e, ou bien les modalités, ou faire des mises en scène, ou bien organiser des shows, fédérer des cénacles… Non, mes chers camarades, nous ne trouverons pas dans les problèmes de procédure ou de forme des réponses à des questions de fond. Et la question de fond, c'est la question de l'orientation politique, et la seule chose qui me motivera, parce que ce Parti Socialiste m'a donné de grandes joies tout de même, il a fait de moi un député, un membre du gouvernement, un président de l'Assemblée Nationale, même si c'était pour peu de temps, et j'ai des dettes par rapport à lui. J'essaierai de payer ces dettes en ne me laissant pas détourner de l'objectif qui n'est rien d'autre que la volonté de voir se reconstituer le discours politique.

Le discours politique, cela veut dire une analyse à commencer par l'analyse de la défaite, des objectifs, des propositions. Est-ce que vous avez observé les discours politiques depuis une dizaine d'années ? Aujourd'hui, le discours politique est souvent universitaire, et consiste à parler de la complexité de l'air du temps. On explique à ceux qui nous écoutent combien les choses sont complexes, combien elles dont difficiles et combien face à cette complexité, à ces difficultés, nous sommes impuissants.

Fondation Jean-Jaurès

Ce n'est pas cela le discours politique. Le discours politique, même si cela coûte à la rationalité, doit impliquer des directives très objectives, des orientations et s'il n'a pas cela, il n'est pas un discours politique, il est un discours universitaire. Donc, il faut que nous retrouvions un discours politique, et j'ajoute, pour faire bref, une deuxième condition : il faut essayer de changer, je sais que ce n'est pas facile, au moins un peu la sociologie de notre Parti, parce que je crois que la sociologie du Parti conditionne beaucoup le discours politique. Et je crois aussi, à l'inverse, que si le discours politique ne se préoccupe pas d'un certain nombre de sujets, la sociologie n'évoluera pas.

Nous sommes, mes chers camarades, au fil des années, devenus quasiment un parti de cadres supérieurs qui s'adresse et qui parle aux élites, qui est compris parfois des élites, mais pas des autres, et on l'a cruellement vérifié au cours de cette campagne. On a vu à quel point, en termes de discours, de communications, nous étions rejetés. Certains nous disaient, et je l'ai dit aussi : cela se passe bien, ils ne nous engueulent pas, comme en 1986, et je me souviens quinze jours avant, d'avoir dit : j'ai très peur parce que ce que je croyais, ils n'éprouvent même pas le besoin de nous engueuler. Et c'était pire, ce qui se produisait, ils pensaient que c'était tout à fait inutile.

Un discours politique, une sociologie, et sur le reste, je suis tout à fait ouvert. Vous avez demandé un Congrès, Mélenchon l'a dit, ça va être le Congrès de Rennes. Chers camarades, attention, parce que si désormais, chaque fois qu'on parle d'un Congrès, ce qui est quand même le minimum dans une organisation démocratique, on dit attention, il y a le souvenir du Congrès de Rennes, eh bien, je ne sais pas à quoi cela va ressembler, mais pas à un parti politique. Un parti politique qui ne pratique pas un certain nombre de principes élémentaires démocratiques n'a pas vocation, ne peut pas prétendre structurer la démocratie.

(Applaudissements)

Un militant, cela doit pouvoir choisir et pouvoir voter et je le dis, pas seulement sur des textes unanimes. Ah ! Cette idée d'unanimité, cette mauvaise idée de l'unanimité dont la logique nous condamnait aux motions nègre-blanc, ce qui avait été fatal au Parti Radical Socialiste. Mais quelle idée ! Quand avons-nous eu peur des débats d'idées de majorité, de minorité ? Bien sûr, c'est encombrant, les minorités, c'est agaçant, partout d'ailleurs. On les a mises dans les Conseils municipaux, dans les bureaux de Conseils généraux, et il se trouve que, dans le Parti Socialiste, on a nos règles blanc-bleu, mais c'est complètement contradictoire.

Alors, j'étais pour un Congrès. On m'a dit "non, non, cela va être le Congrès de Rennes", mais alors, nous allons désormais vivre dans l'ombre de la terreur du Congrès de Rennes.

Moi, je suis ouvert à tout autre chose... Des états généraux, pourquoi pas ? Il y en a eu en France. En général, ils étaient convoqués par le Roi. J'aurais aimé qu'on trouve une autre expression, mais puisque celle-là est parti, cela ne me dérange pas. J'ai même entendu parler de cahiers de doléances. Attention, les doléances étaient adressées au seigneur ! Il faudrait avoir un minimum de réminiscences historiques, mais je ne suis fermé à aucune forme ; états

généraux, bien sûr, mais la vraie question, c'est celle de l'immobilisme ou du mouvement.
La vraie question, c'est celle des signaux adressés aux militants, à l'opinion. En responsabilité, estimons-nous que l'immobilisme puisse répondre à la situation présente ? Je dis, puisque la question a été posée par le Premier secrétaire, puisque Planchou s'est exprimé tout à l'heure, puisque notre camarade Mélenchon vient de le dire, je crois qu'il faut bouger Laurent, je crois qu'il faut bouger. Etant membre du Bureau exécutif, n'ayant pas d'autres responsabilités, je serai tout à fait partisan d'une remise en cause de mon humble mandat, encore qu'il soit fort convoité ce mandat, devant les militants. Je ne pense pas que cela puisse être le mouvement de "x" ou de "y", je crois que cela doit être une attitude collective. Alors, que fait-on ? Eh bien, dans ces cas-là, on confie à une structure le soin d'organiser le débat politique et de re-légitimer une nouvelle direction. C'était la question qui était posée, moi j'y réponds et je dis tout de suite que je ne suis pas candidat dans cette structure provisoire, ni dans cette nouvelle direction.
Mais, il faut que nous bougions. Si nous ne bougeons pas, mes chers camarades, si ce n'est pas le mouvement c'est la stratégie du bunker et, aujourd'hui, pratiquer la stratégie du bunker, ce serait à mon humble avis suicidaire. Nous devons faire mouvement, je souhaite que cela soit entendu. Est-ce que cela implique, Louis, des règlements de compte ? Nous sommes tous des militants politiques, si j'osais, je dirai que les innocents se lèvent, et là, j'ai un risque limité, c'est ou toute la salle se lève en bloc ou personne ne bouge ! Mais, j'imagine mal qu'il y en ait qui se lèvent alors que d'autres resteraient assis, parce que ceux qui se lèveraient à ce moment-là amuseraient ceux qui resteraient assis !
Arrêtons donc. Nous sommes des militants politiques, nous avons participé à des batailles, à des combats, parfois difficiles et pas toujours glorieux et parfois pas très glorieux, mais cela ne veut pas dire que nous soyons désormais condamnés à l'immobilisme et que chaque fois que nous allons vouloir faire mouvement, nous allons être accusés de règlements de compte ! Non, je ne suis pas pour les règlements de compte, non, je ne pense pas, je le dis, je ne pense pas que le Parti Socialiste porte la responsabilité principale dans cette défaite, ni sa direction, ni a fortiori ses malheureux militants à qui, reconnaissons-le, on n'a pas souvent demandé quelque chose sur les orientations politiques. Non, ce ne sont pas les responsables à titre principal. Mais, a contrario, on ne peut pas dire non plus que nous n'avons pas de responsabilités. Je crois que c'est le Premier secrétaire, ce matin, qui faisait allusion au Parti travailliste. Eh bien, regardez ce qui se passe dans les partis socio-démocrates frères, lorsqu'il y a des élections, vous regarderez ce qui se passe même quand ils gagnent 3%, ils perdent ou ils gagnent 3%, pour regarder les conclusions qui sont tirées.
Je n'en demande pas autant, mais je vous en conjure aujourd'hui, il faut bouger et je souhaite que le Premier secrétaire s'associe au camp du mouvement.
(Vifs applaudissements prolongés)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Chers camarades, je donne maintenant la parole à Daniel Mayer que je salue tout particulièrement, non seulement parce qu'il est le doyen de notre Comité directeur, mais parce qu'en lui, je crois, s'incarne à la fois l'histoire du Socialisme et la fidélité à ses valeurs.
(Applaudissements)

Daniel Mayer

Je ne peux pas faire autrement que de remercier Claude Estier, encore que je crois que ses présentations sont parfois et trop souvent superflues.
Je pensais à Tristan Bernard qui, lorsqu'il a été arrêté pendant l'occupation, a aussitôt dit à sa famille : "Jusqu'à présent, je vivais dans la crainte, maintenant, je vais vivre dans l'espérance", et je voudrais que ce soit sous le signe de ce propos que nous étudiions la situation qui nous est faite.
Pour ma part, je commence par trois précisions personnelles.

- Quel que soit le candidat du Parti, je voterai pour lui.
- Je ne suis candidat à aucun poste, même pas au poste de Président de la République. (Quelques sourires)
- Quelle que soit l'appellation du Parti, encore que j'aimerais mieux qu'il continua de s'appeler Parti Socialiste, je reprendrai ma carte, ce sera la 60ème !

(Applaudissements)
Et si j'ajoute une ou deux phrases, une ou deux observations aux analyses qui ont été faites jusqu'à présent, je dirais que nous avons été en grande partie victimes de l'erreur de vocabulaire qui fait que nous avons accepté pendant cinquante ans que le régime odieux des soviets s'appelle régime Socialiste, alors que nous avons passé notre temps à dire que nous n'avons rien de commun avec ce Socialisme-là. Il n'en n'est pas moins vrai que dans l'esprit public nous avons fait faillite en même temps que l'Union soviétique et les pays satellites.
Deuxièmement, lorsque le Parti Communiste français, l'un des derniers staliniens d'Europe, a été la victime de l'effondrement du bolchevisme, nous nous sommes engouffrés avec tous les autres, derrière l'anti-Communisme, la joie de la suppression du Parti Communiste et de son affaiblissement, alors que nous aurions du, à mon avis, tout au contraire, déclarer que nous sommes les héritiers, revendication que le Parti Communiste était amené à présenter. Et, nous aurions du reprendre à notre compte toute la partie saine des revendications du monde ouvrier. Le Parti Communiste s'était effondré. Est-ce une raison pour donner l'impression que nous allons abandonner ceux qui étaient ses anciens électeurs et peut-être ses anciens militants, la plupart du temps, des hommes de courage, des hommes de sincérité, qui ont été eux-aussi victimes de l'euphorie et du verbiage de Georges Marchais et des autres ?
Alors, j'entends bien qu'on nous proposait, c'est Michel Rocard, qui nous proposait il n'y a pas très longtemps quelque chose qui, en quelque sorte, irait de Fiterman à Soisson... Naturellement sans Fiterman et sans Soisson mais qui serait une sorte de coalition. La spécialité de Michel Rocard, c'est de dire très

Contribution Jean-Jaurès

souvent d'excellentes choses, mais trop souvent au mauvais moment, et ce qu'il convient maintenant de faire, c'est peut-être de revoir un peu nos positions.
J'ai été frappé, pendant toute la campagne électorale, qu'à peu près partout, quand il s'agissait de présenter notre bilan, notre bilan depuis 1981, et non pas seulement depuis 1988, presque tout le monde parmi nos camarades négligeaient ce qui, pour moi, à soi toute seule aurait justifié notre présence au gouvernement, la suppression de la peine de mort. En réalité, personne n'en a jamais parlé, comme si nous en avions honte et comme si nous reprenions à notre compte les accusations de la grande bourgeoisie qui, chaque fois qu'une vieille femme voit son sac arraché, déclare : "Ah, s'il n'y avait pas eu la suppression de la peine de mort, cela ne se serait pas passé comme cela !", comme si le loubard qui lui a arraché son sac, aurait été passible de la peine de mort si celle-ci existait encore ! On dirait qu'il y a, dans l'ensemble de nos réalisations, deux ou trois qui gênent et dont nous devrions avoir honte. Eh bien, je dis que la suppression de la peine de mort, à elle seule, vaudrait notre passage au gouvernement !
J'en viens maintenant à ce qui, à mes yeux, est l'essentiel de mon propos, qui va paraître irréel à un grand nombre d'entre vous et peut-être surréaliste à d'autres. Je pense, sans me faire la moindre illusion, que derrière la plupart de nos combats, de la plupart de nos querelles, y compris celle qui consiste à dire : "C'est au nom de mon courant que je vous demande la suppression des courants !" (ce à quoi nous assistons à peu près depuis ce matin, à tel point que je me demandais, à la fin de la matinée, si le débat ne consisterait pas, alors que l'on était totalement d'accord sur les états généraux, leur ordre du jour, etc. à dire, l'un, il faut que ce soit en juillet, l'autre, il faut que ce soit en septembre, et je vois déjà les titre des journaux : "juillet ou septembre, voilà le débat du Parti Socialiste dans son Comité directeur" !), je pense que derrière toutes les discussions, derrière toutes les propositions, même quand ce sont seulement des propositions de dates, se profile la grande ombre de l'élection du Président de la République en 1995.
Alors, je vous en supplie, écoutez-moi, sans me prendre pour trop naïf : je vous demande de commencer à réfléchir (oh, vous ne déciderez pas aujourd'hui) à la question de savoir si nous ne devrions pas mettre dans nos réflexions, dans nos travaux, et un jour (peut-être lointain, mais un jour quand même) à notre ordre du jour la suppression de l'élection du Président de la République au suffrage universel.
(Quelques applaudissements et quelques murmures)
Cela a été la position de tous ceux qui ont, ensuite, formé le Parti Socialiste. Car quand on nous interroge sur le millésime de la Constitution actuelle, dont nous sommes les acteurs et, pour grande partie, les victimes, nous répondons : 1958. C'est une erreur ! C'est la Constitution de 1962, car il y a eu beaucoup plus de différences entre 1958 et 1962 qu'entre la 4ème République et 1958.
L'élection du Président de la République au suffrage universel, c'est ce qui explique les divisions, les divergences, les concurrences, les bagarres, aussi bien à droite qu'à gauche.

Alors, je vous le demande, sans avoir à revenir intégralement à la Constitution de la 4ème République, est-ce qu'il ne peut pas y avoir une assemblée qui choisirait, ou dans son sein, ou à l'extérieur, un Président de la République dont la durée du mandat serait égale à la durée de son propre mandat, et un vice-président chargé, en cas de maladie ou de malheur du Président de la République, de continuer son mandat jusqu'à l'expiration de celui-ci ?
Oh ! Je sais très bien (ne me prenez pas pour plus naïf que je suis) que ce sera très difficile et à faire admettre par l'opinion publique, et que l'opinion publique dira que l'on écarte le peuple de la plus importante de ses décisions. Mais, vous savez, il en est de cela un peu comme du référendum... Vous imaginez un référendum en 1940 ? Vous imaginez, maintenant même, un référendum sur la peine de mort ? Vous imaginez un référendum sur la possibilité de diminuer les moyens d'application de l'interruption volontaire de grossesse ? Est-ce que le référendum n'est pas exactement l'ennemi du progrès, parce qu'il est toujours fait sur la base de la passion, et puis aussi suivant l'intelligence ou la félonie de celui qui rédige les questions ? En 1969, de Gaulle a présenté un référendum qui (je caricature à peine) était à peu près ainsi rédigé : "Etes-vous partisans de la suppression du Sénat et de la diminution du prix de l'essence ? Répondez par oui oui par non." C'est cela, le référendum, quand cela ne se traduit pas encore en plébiscite, plébiscite de la part du Président de la République qui a trouvé le moyen, ou qui a recherché le moyen d'une nouvelle popularité et dont les résultats sont interprétés suivant qu'il a gagné ou non, ou suivant qu'il y a eu beaucoup d'abstentions de ses adversaires ou de son propre camp.
Je vous demande de réfléchir... Je ne serai pas là quand cela arrivera, mais je suis absolument convaincu qu'un jour viendra où les gens, devenant raisonnables, se rendront compte que cette élection est une arme empoisonnée et qu'au surplus (vous me direz que c'est un élément en faveur de la thèse que je combats) il y a beaucoup plus de votants pour l'élection du Président de la République que pour les élections législatives, ce qui prouve incontestablement l'intérêt du peuple. Oui... mais à partir de ce moment-là ils s'abstiennent sur toutes les autres questions, ils s'abandonnent à un pouvoir. Pour l'instant, il se trouve que ce pouvoir n'est pas en de trop mauvaises mains du point de vue Socialiste, mais il viendra un jour où ce pouvoir sera extrêmement grave et où l'article 16, dans ses mains, signifiera autre chose que le fonctionnement normal de la République !
Alors, ne me suivez pas, mais entendez-moi, de manière qu'au moins je puisse, Pierre Mauroy, terminer en disant qu'au soir de ma vie je pourrai reprendre le propos de Roger Salengro : le Parti aura été ma vie et ma joie.
(Vifs applaudissements)

Le président - J'appelle maintenant Gilbert Roger, et ensuite Gérard Collomb.

Gilbert Roger

Chers camarades, je voudrai donner quelques réflexions sur les interventions

que nous avons entendues depuis ce matin et, notamment, partir de l'une qui me paraît nous emmener dans l'impasse si nous la poursuivions plus loin, en répondant un peu à Louis Mermaz.
Je ne pense pas que le Parti Socialiste ait, dans les mois qui viennent, à attendre des erreurs de la Droite maintenant revenue au pouvoir la possibilité de regagner des forces et de se refaire une santé. Je crois que le gouvernement de M. Balladur, n'ayant comme seul objectif que de permettre à Jacques Chirac d'être Président de la République dans deux ans, gérera pendant les deux années qui viennent avec le plus de douceur possible. Il nous faut donc trouver notre propre réflexion parce que, sinon, nous ne nous en sortirons pas et je crois qu'effectivement, dans la vision qui est la nôtre, il y a des différences énormes.
Il faudra que la réflexion sur les erreurs qui ont été les nôtres, nous la fassions très vite, c'est-à-dire avant la fin du mois de juin, parce que, sinon, la Droite utilisera nos débats internes comme un élément positif au maintien de sa propre action. Si l'on prend, par exemple, l'action qui a été la nôtre sur la modernisation des Postes et des télécommunications, pour Longuet, il s'agira d'utiliser nos débats en disant qu'il ne fait que poursuivre l'action qui a été menée par notre camarade Paul Quilès. Or, c'est exactement l'inverse qui se produit ! Et si nos débats ne se passaient qu'à se dire : "Est-ce qu'on a bien géré pendant une dizaine d'années, etc. ?", eux vont dire, dans les mois qui viennent : "Eh bien, écoutez, même les Socialistes entre eux ne sont pas d'accord, donc nous avons intérêt à poursuivre les privatisations telles que nous, nous voulons les faire, pour le bienfait de la Droite !" Donc, je crois qu'il y à là un danger qu'il ne faut pas négliger...

Le président - S'il vous plaît, camarades, cessez les conversations particulières, ou alors vous sortez !

Gilbert Roger - Dans les circonscriptions, jusqu'en 1995, il y aura des élections municipales et, pour ces élections-là, mes camarades, il faut aussi regarder le score important qu'a fait le Front National. Il faut donc permettre aux militants, qui ont été fort peu nombreux dans certains secteurs (je le vois dans mon département, la Seine Saint-Denis) à porter le message que nous voulons voir porter auprès des électeurs, il faut permettre à ces militants de retrouver des messages clairs, des messages simples, dont ils soient fiers, pour pouvoir persuader les gens de gauche de venir voter pour nous.
Or, actuellement, quel est le seul fil qu'ils ont eu ? C'est celui des messages de la télévision, c'est l'audiovisuel, et directement l'électeur ! Le militant n'existe plus ! Il faut donc trouver les moyens rapides de permettre à ces militants de revenir dans le débat. Et, pour revenir dans le débat, je ne vois pas d'autre solution actuellement qu'un Congrès.
Je suis donc, moi aussi, favorable à ce que, d'ici la fin du mois de juin, nous ayons tenu un Congrès ordinaire qui permette à la fois de réfléchir à notre action, de tracer des lignes de perspective et, effectivement, de mettre en place les femmes et les hommes qui permettront d'appliquer cette ligne politique.

Il faut le faire dans une période courte, parce que je crois aussi que dès la rentrée dite sociale, dès le mois de septembre-octobre, il nous faut aller vers des états généraux, c'est-à-dire à partir d'une matrice faite d'un Parti Socialiste en ordre de marche aller vers la discussion à l'extérieur, avec celles et ceux qui veulent construire une gauche, construire un élément d'alternative à la politique de droite.
Pour cela, je réponds à la question posée par notre Premier secrétaire, oui, moi aussi, je suis favorable à ce que, par dignité, la Direction nationale de notre Parti démissionne et montre ainsi sa volonté de remettre aux militants du Parti Socialiste le droit à la réflexion.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Gérard Collomb ?

Gérard Collomb

Mes chers camarades, je crois que les militants du Parti Socialiste suivent avec intérêt, mais je crois aussi avec inquiétude, nos travaux d'aujourd'hui. Je crois qu'une question est posée : celle de notre capacité à savoir maîtriser nos débats.
Un certain nombre de camarades sont intervenus tout à l'heure pour dire : "Le problème des courants n'est pas en question". Le problème des courants, mes chers camarades, ne serait pas en question si, effectivement, nous abordions, dans les discussions de courants, des problèmes de fond.
Le problème qui se pose est que, depuis très longtemps, nous savons bien qu'entre les différents courants ne passent plus les lignes de clivage entre nous, d'où un double danger, externe et interne. Le danger externe, c'est que nos affrontements sont incompréhensibles pour l'opinion publique et qu'ils confortent l'idée que nous nous battons uniquement pour le pouvoir.
L'image des R25 était si forte et si accolée au PS qu'actuellement le gouvernement, dans une espèce de "gadget", sait bien que c'est sur ce genre de symbolique-là qu'il faut jouer. Nous avons été trop identifiés à une lutte de pouvoir, pour le pouvoir, et non pas à une lutte de pouvoir pour des idées.
Le deuxième danger des courants est qu'ils ont paralysé la réflexion intellectuelle du Parti Socialiste. Mes chers camarades, un certain nombre d'entre nous sont intervenus en parlant des problèmes de fond, de la situation économique et sociale, mais ils se sont contentés de faire un constat, de faire un diagnostic et, mis à part Jean-Pierre Chevènement (avec qui, personnellement, je ne suis pas d'accord, mais qui a au moins le mérite d'esquisser une autre direction, cohérente, même si, encore une fois, je ne suis pas d'accord), entre nous, autrement, nous nous contentons de dire : "Il y a un déficit social, cela ne va pas dans nos banlieues, il y a le problème du chômage...", mais qui, aujourd'hui, commence à esquisser seulement quelques éléments de réponse ?
Le problème, c'est que la réflexion, la discussion sur ce genre de questions ne se fait plus au Parti Socialiste, mais en dehors du Parti Socialiste.
J'ai eu l'occasion de dire que, récemment, vient de paraître un livre écrit par un

Fondation Jean-Jaurès

de nos anciens camarades, Dominique Taddei, en collaboration avec Benjamin Coriat, qui s'appelle "Made in France". Eh bien, depuis cinq ou six ans que je suis au Bureau exécutif, je n'ai jamais vu s'esquisser l'ombre d'une discussion qui ait une portée de cette nature, parce que, là, les véritables problèmes sont posés : comment peut-on gérer une économie de gauche au moment où l'on assiste partout à la remise en cause de l'Etat national ? Comment, dans un processus de mondialisation où les échanges se sont accélérés, où les mouvements financiers sont ce qu'ils sont, pouvoir bâtir une politique de gauche ?

Mes chers camarades, tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions, il pourra y avoir le turn-over des directions, il n'y aura pas plus d'efficacité du Parti Socialiste ! Moi, j'ai connu plusieurs Premiers secrétaires. J'ai vu comment Pierre Mauroy, Premier secrétaire, était d'une certaine manière paralysé dans son action, parce que, mes chers camarades, nous sommes dans un jeu de "chaises musicales" ! On peut faire tourner les "chaises musicales", mais il n'en reste pas moins qu'au bout du compte il existe des réalités dans ce Parti et qu'il y a de grandes forces dans ce Parti. Demain, on peut aimer ou ne pas aimer ceux qui incarnent les courants, mais le courant incarné par Lionel Jospin continuera à demeurer, le courant incarné par Laurent Fabius continuera à exister, le courant incarné par Michel Rocard continuera à exister et, s'il n'y a pas les possibilités de synthèse dynamique mais qu'à chaque fois, dans un mouvement de turn-over, il y en a deux qui se mettent contre le troisième, au bout du compte on aboutira toujours au même résultat : la paralysie du Parti dans son action et la paralysie du Parti dans sa réflexion intellectuelle. C'est cela qui est aujourd'hui en jeu.

Alors, mes chers camarades, nous pouvons prendre entre nous toutes les décisions, mais nous devons savoir que si nous n'aboutissons pas à des synthèses positives, à ce moment-là se met en marche la dynamique infernale.

Elle avait, c'est vrai, joué à Rennes. Mais elle avait joué bien avant ! Moi, dans mes jeunes années, on m'avait dit : "On va faire un grand parti, viens avec nous !" J'étais alors membre du mouvement étudiant. Et ce jour-là, mes chers camarades, ce fut Alfortville. Puis il y a eu Issy-les-Moulineaux. Et enfin, il y eut une défaite historique, à côté de laquelle celle d'aujourd'hui est d'une certaine manière encore un excellent résultat.

Alors, entre nous, cherchons les moyens de repartir de l'avant, en en tirant des responsabilités effectivement collectives. Je crois qu'un processus a été proposé qui permet une réflexion sur le fond, qui permet en même temps de tirer toutes les conséquences de la discussion sur le fond, y compris effectivement la démission de la direction. Mais, mes chers camarades, qu'on ne fasse pas...

Le président - S'il vous plaît, je vous en prie, écoutez l'orateur !

Gérard Collomb - ... qu'on ne fasse pas les choses à l'envers !

Si effectivement nous devons changer de direction, que ce soit au terme d'une discussion de fond et, alors, cela apparaîtra peut-être comme le renouveau.

Sinon, si nous procédions de manière inverse, alors les Français pourront nous dire ce qu'ils nous disent d'ailleurs depuis quelques mois et depuis quelques années : "ce qui compte, au Parti Socialiste, c'est de prendre le pouvoir mais les idées, mais l'état d'avancement de la France, ce n'est plus votre véritable problème !"
(Applaudissements)

Le président - Pierre Bérégovoy, et ensuite Laurent Fabius.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, je n'avais pas prévu de prendre la parole devant ce Comité directeur puisqu'il a été convenu que nous aurions l'occasion de débattre des causes et des responsabilités de l'échec cuisant que nous avons connu les 21 et 28 mars. Moi aussi, comme Henri Emmanuelli j'éprouve beaucoup de tristesse devant le nombre de camarades qui ont été battus et je dois dire que je trouve injuste que l'on en fasse porter la responsabilité principale à la direction du Parti. Les gouvernements, et le mien en particulier, ont naturellement des responsabilités. J'ai dit que je les assumerais et je les assumerai dans le débat collectif qui sera le nôtre.
Aujourd'hui, il me semble utile de rappeler qu'en 11 mois et quelques jours il ne nous a pas été facile de gouverner, ayant eu d'abord à faire ratifier le traité de Maastricht précédé par une révision constitutionnelle. Et à partir du non danois, la situation économique et monétaire de l'Europe s'est considérablement dégradée. Je ne dis pas que cela explique tout mais cela explique en partie les difficultés nées au cours des derniers mois et les ministres qui ont travaillé avec moi, de toutes tendances confondues, les ont assumées et je les en remercie. Avec le groupe parlementaire Socialiste et le Parti Socialiste, les relations ont été également constantes et nous nous sommes efforcés, peut-être l'avez-vous remarqué au cours des dernières semaines de la session parlementaire, de tisser avec le groupe parlementaire Communiste des liens plus étroits qui ont pu être utiles ici ou là. Mais le débat était parfaitement posé par Jean-Pierre Chevènement et je crois en effet que c'est autour de cette question principale qu'il faudra en effet se déterminer. Nous développons une économie ouverte dans une Europe elle-même ouverte aux vents de l'extérieur. Et, à partir de là, les contraintes l'ont emporté en effet sur tout le reste.
Fallait-il faire autrement ? C'est une question qui a été posée. Nous aurons donc à en débattre mais je ne vois pas en quoi la direction du Parti Socialiste serait plus responsable que d'autres de la situation ainsi créée. J'ai assumé au cours de cette année des responsabilités extrêmement difficiles. Je mesure donc ma part de responsabilité dans l'échec que nous avons subi.
Mais, si vous me le permettez, mes chers camarades, n'ayant aucune ambition personnelle à assumer, à revendiquer, je voudrais lancer à ceux qui m'ont souvent accompagné dans des réunions difficiles, à ceux avec lesquels j'ai conservé à travers nos différends des relations amicales, je voudrais lancer, s'il

Fondation Jean Jaurès

est encore possible d'être entendu, un appel à l'unité. Car je crois que ce qu'attendent de nous les militants et les sympathisants qui nous ont fait confiance, c'est que nous ne puissions pas à nouveau nous déchirer.
J'ai participé dans le passé à des batailles de motions, à plusieurs Congrès. Ces batailles étaient rudes. Je crois qu'aujourd'hui, ayant vu l'exemple dans mon propre département, l'heure est à l'examen collectif des circonstances où nous sommes, des responsabilités que les uns et les autres ont assumées et je vous ai dit que j'assumerais les miennes mais que l'heure est surtout à l'unité du Parti. Viendra le moment où l'on verra que tout ce qui a été fait depuis 1981 n'était pas mal et s'il y a eu des erreurs, il y a eu aussi des progrès. L'histoire se chargera, je le pense profondément, d'établir un jugement plus serein que celui du 21 et du 28 mars.
Mais pouvons-nous encore, ensemble, fraternellement, quelles que soient nos différences et les jugements que nous portons sur telle ou telle décision ou orientation, marcher la main dans la main pour affronter les batailles de 1994 et 1995 ? Moi, je serai à côté de tous ceux qui conduiront ces batailles, ne revendiquant rien pour moi. Je serai à côté de ceux qui conduiront les batailles de 1994 et à côté de celui qui portera nos couleurs en 1995.
Mais si nous voulons avoir une chance de redresser la trajectoire aujourd'hui, ne commençons pas par nous déchirer. C'est cet appel que je voulais vous lancer et je vous remercie de bien vouloir l'entendre.
(Applaudissements)

Le président - Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Juste un mot mes camarades. Le débat est intéressant. Il évolue, il se développe. Mais je crois qu'à l'heure où nous sommes, et pour éviter ce qui est toujours désastreux, c'est-à-dire que certains partent dans telle ou telle rencontre cependant que d'autres orateurs continuent à s'exprimer à la tribune, ce qui est extrêmement discourtois pour eux, et ayant à vous faire une proposition pour la suite des débats pour la soirée, le cas échéant pour demain matin, je préférerais, dans l'esprit même d'unité qui vient d'être indiqué, que nous suspendions nos travaux jusqu'à 18 h 15.

(La séance est interrompue à 17 h 55)

(La séance est reprise à 19 heures)

Le président - La suspension de séance a permis de faire le point sur un certain nombre de textes qui sont maintenant devant nous. Ils sont au nombre de cinq. Il y a un texte qui s'intitule "Reconstruire la Gauche" ; le texte qui était la proposition soumise à l'entrée du Comité directeur par Pierre Mauroy et Michel Rocard, le texte du Premier secrétaire, le texte de Jean-Pierre Chevènement et le

Fondation Jean Jaurès

texte de Jean Poperen. Je pense que maintenant le débat prend un autre sens. Il s'agit maintenant que les auteurs de ces textes ou les signataires de ces différents textes les présentent rapidement en quelques lignes et les défendent par la même occasion.
Je prends d'abord le texte "Reconstruire la Gauche" et je demande à Dominique Strauss-Kahn de bien vouloir prendre la parole.

Jean-Pierre Chevènement - La motion préalable me paraît devoir venir en premier.

Le président - Elle n'est pas une motion préalable. Elle est préalable à quoi ? Non, une motion préalable veut dire qu'il n'y a pas lieu à débattre. Ce n'est pas une motion préalable, c'est une motion.

Dominique Strauss-Kahn

Mes camarades, nous discutons depuis ce matin, et chacun sent bien le déchirement qu'il y a dans les propos des uns et des autres, où à la fois nous voulons tous à tout prix être ensemble et où nous ne proposons pas les mêmes voies pour avancer.
Sur quoi sommes-nous d'accord ? Moi, j'ai écouté comme la plupart d'entre vous sans doute tous les orateurs avec beaucoup d'attention.
J'ai le sentiment que nous sommes d'accord sur beaucoup de choses sinon sur tout. Nous sommes d'accord sur le fait que nous venons de subir le plus dur échec de la Gauche depuis longtemps et qu'il appelle de notre part une réaction puissante et compréhensible de l'opinion. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut reconstruire. Il est clair que l'on ne reconstruira pas en cinq minutes, que cela prendra du temps. On n'est pas sûr d'être prêt pour les prochaines échéances et pourtant il faut essayer. Peut-être faudra-t-il des années et des années pour que nous soyons capables de reconstruire une gauche au niveau de celle que nous avons connue et à laquelle François Mitterrand nous a portés.
Il reste que ces années peuvent être raccourcies si nous travaillons tous ensemble et c'est évidemment l'objectif que nous devons nous fixer. Nous sommes d'accord, me semble-t-il, sur le fait qu'il faut donner la parole aux militants et, au-delà des militants, être capables de donner la parole à toute la Gauche. Chacun pendant la campagne a senti autour de lui des militants mais aussi des sympathisants et, entre les deux tours, des sympathisants qui venaient d'autres mouvements, que ce soit du Parti Communiste, que ce soit des écologistes, venir nous soutenir. On voit bien que nous avons un travail à faire qui est interne au Parti et que nous avons un travail à faire qui ouvre la porte, qui tend la main à bien d'autres participants que ceux qui sont simplement des membres de notre Parti. Il me semble que nous sommes d'accord aussi sur le fait que la responsabilité de notre échec est évidemment une responsabilité partagée. Il est absurde et il serait indigne de vouloir prétendre que ce n'est pas le cas.
Le gouvernement, j'en ai pris ma part, le Parti Socialiste, tous ceux qui d'une

Fondation Jean-Jaurès

manière ou d'une autre ont concouru à l'exercice du pouvoir, à sa conquête et à son exercice, tous ceux là portent chacun différemment une part de responsabilité, les uns comme les autres. Et, pour ma part, je ne m'associerai jamais à ceux qui voudraient marquer une responsabilité plus grande des uns ou des autres. Nous avons tous, à un moment donné, émis des opinions divergentes et nous avons tous finalement accepté de collaborer dans la ligne qui a été suivie.

Si aujourd'hui, face à l'opinion, elle se révèle être une direction, une orientation qui a été désavouée, nous devons tous accepter de prendre une responsabilité là-dedans. Au-delà de ces points sur lesquels j'ai le sentiment, pardonnez-moi de parler en votre nom, que nous sommes d'accord, j'ai une conviction très forte. Cette conviction est que nous ne pouvons pas sortir de ce Comité directeur qui suit le 28 mars en donnant le sentiment qu'il ne s'est rien passé. Vis-à-vis des militants, vis-à-vis de l'opinion toute entière, nous ne pouvons pas faire comme si... "ma foi, oui, on a perdu les élections, eh bien, on fera mieux la prochaine fois et, en attendant, on va en discuter un peu", mais finalement rien ne bouge.

Je ressens très fortement le besoin au sein du Parti mais au-delà du Parti, de ce que nous accusions le coup, que nous soyons capables de dire : oui, ce texte collectif est un échec qui nous remet en cause. Je crois que rien ne serait plus dramatique que de donner le sentiment aux Français qui n'attendent pas que cela (nous ne sommes pas leur principale préoccupation) mais en tout cas aux Français et Françaises de gauche qui, eux, attendent beaucoup de nous, que, finalement, tout cela n'est pas bien grave et que, par conséquent, il n'y a pas beaucoup de conclusions à en tirer.

Ces conclusions, je crois qu'elles concernent à la fois notre direction et notre action. Sur la direction, je dirai un mot tout à l'heure en proposant un texte.

Sur l'action, j'ai entendu des propositions émises par les uns et par les autres. Une distinction a été faite par certains d'entre nous entre la nécessité de discuter entre nous dans un délai relativement bref et de donner la parole aux militants pour tenir le débat que nous tenons aujourd'hui, mais qui est limité à une centaine ou quelques dizaines de responsables. Il me semble que cette nécessité là de l'action est la première, mais qu'au-delà il y a évidemment une seconde discussion qui doit s'ouvrir à d'autres partenaires que ceux qui sont au sein du Parti Socialiste, discussion que l'on ne peut conduire qu'après avoir mené la première, après s'être mis d'accord entre nous ou avoir échangé tous les éléments et tous les arguments sur les raisons de notre échec électoral, mais qui est au moins aussi importante, voire plus importante encore que la première qui est une discussion qui doit concerner tous ceux qui sont aux marches du Parti Socialiste ; discussion qui doit être menée sans volonté d'hégémonie ; discussion qui doit être menée avec tous ceux qui veulent, avec nous, reconstruire la Gauche. Si bien que je crois qu'il faut à la fois des états généraux du PS dans un délai relativement bref et des assises de la Gauche ; états généraux qui, justement, permettent de préparer ces assises. Nous échapperons difficilement à cette distinction entre notre discussion interne et la discussion avec ceux qui nous entourent.

Mais j'ai une autre conviction. C'est que nous devons faire cela ensemble et qu'il nous faut à tout prix que nous soyons réunis. Moi, je n'accepte pas l'idée de la division, je n'accepte pas, parce que je le disais tout à l'heure à propos des responsabilités qui sont partagées, que l'on puisse prétendre que certains sont plus responsables que d'autres et que, par conséquent, nous cherchions les uns ou les autres à organiser une division, une séparation entre ceux qui auraient toujours eu raison et ceux qui auraient toujours eu tort.
Certains déjà partent, nous quittent ou se retirent. D'autres annoncent qu'ils sont prêts à le faire. Ce serait une situation dramatique pour un parti comme le nôtre qui sort très affaibli des élections passées que cet affaiblissement se double du retrait trop nombreux de nos camarades. Il faut rester, il faut tenir bon. Mais si nous voulons rester, il faut que nous restions ensemble et il faut que nous soyons capables, chacun, de faire les pas qui permettent de rester ensemble.
Si bien qu'en essayant modestement de faire la synthèse d'un certain nombre des propositions émises pendant la journée, de voir celles qui étaient cohérentes les unes avec les autres, celles que l'on pouvait essayer de rassembler, j'ai, avec quelques camarades, produit un texte dont je veux maintenant vous donner lecture, qui est celui que Claude Estier a annoncé tout à l'heure sous le nom de "Reconstruire la Gauche" et qui vise à essayer de faire tenir ensemble deux motivations principales qui, en tout cas, sont les miennes : celle de la dignité et celle du rassemblement.
Le texte dit ceci :
"La Gauche est à reconstruire, toute la Gauche. Les Socialistes ne seront pris au sérieux que s'ils reconnaissent d'abord clairement leurs erreurs qui leur valent leur défaite sans précédent et s'ils savent choisir d'autres orientations pour l'avenir. Le recul des inégalités, la création d'emplois, le juste partage de la richesse, du savoir, du temps, impliquent l'établissement d'un nouveau rapport de forces social.
A partir de ce préalable, il est temps de rendre la parole aux militants par la convocation d'états généraux du Parti Socialiste au mois de juillet.
Les états généraux du Parti Socialiste aborderont notamment l'analyse critique de notre démarche passée, les responsabilités des gouvernements de la Gauche et celles du Parti Socialiste, les grands choix politiques à développer, les stratégies et les alliances à définir, les pratiques militantes est les formes d'organisation à changer ou à retenir, les modes de désignation des responsables et des candidats devant le suffrage universel.
Dès aujourd'hui, une direction provisoire du PS, représentative de notre diversité et à laquelle seront associés les anciens Premiers secrétaires du Parti Socialiste, aura pour tâche de préparer ces états généraux du Parti Socialiste.
Les états généraux du Parti Socialiste se donnent l'objectif de préparer, localement et nationalement, par le dialogue et l'action commune, la tenue d'assises de tous ceux qui, dans l'espace de gauche, veulent faire naître une alternative.
Ainsi pourrons-nous concilier la parole qui doit être donnée aux militants et aux sympathisants, le libre débat indispensable, le rassemblement qui est essentiel et

la volonté de rénovation."
Voilà le texte qu'avec un certain nombre d'autres camarades je soumets à votre approbation et dont la caractéristique est d'essayer de nous permettre ensemble, à la fois, d'apporter un élément de réponse à ceux qui nous attendent ce soir et de préparer l'avenir par la discussion chez nous et la discussion avec les autres.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Sur le même texte, Bernard Poignant.

Bernard Poignant

Mes chers camarades, je voudrais partir de deux postulats très simples en cette fin d'après-midi.
Je pense que la population qui va nous regarder et nous écouter a envie de savoir si l'on a commencé à comprendre. Si elle a le sentiment qu'à la sortie de ce Comité directeur nous n'avons rien compris, quel que soit le contenu que l'on mette à ce mot "compris", alors nous ne serons pas entendus. Nous ne reviendrons que si la population considère que nous ne recommencerons pas les erreurs dont on nous accuse. Il nous faudra d'ailleurs les égrener un jour, car c'est devenu une formule de discours de parler de nos erreurs collectives, ce qui permet bien souvent d'éviter de les citer.
Premier postulat.
J'ajoute d'ailleurs que, personnellement, j'ai entendu beaucoup, y compris chez mes amis, comme on dit, qui ont dit que le suffrage universel et l'élection avaient été injustes à notre égard. Personnellement, je ne le pense pas. Le suffrage universel n'est ni juste, ni injuste, il est et on le prend tel qu'il est. Léon Blum disait (il faut se souvenir des grands anciens) : "Le suffrage universel a le droit à l'ingratitude".
Deuxième postulat.
La Gauche doit regagner le plus tôt possible et il ne faut pas donner le sentiment qu'on se complaît dans la situation où l'on est. Le rendez-vous qui est devant nous est, lui aussi, très simple. C'est, dans deux ans, une élection présidentielle. Entre temps, il y a des cantonales, des européennes, puis des municipales, après les présidentielles, car il faut avoir ce calendrier en tête. Le premier grand rendez-vous du pouvoir national est forcément celui-là, dans deux ans. C'est très rapide. Je trouve que c'est un calendrier inversé par rapport à il y a vingt ans, car la Gauche à Epinay s'est secouée, d'une certaine façon, deux ans après le terrible échec de 1969. On a aujourd'hui, d'une certaine façon, brocardé quelquefois l'élection du Président de la République au suffrage universel. Il ne faut pas oublier qu'il nous a fait gagner deux fois et je pense qu'il peut nous aider à nous secouer pour dans deux ans. Le rendez-vous est très rapide, ce n'est même pas deux ans, c'est quatorze, quinze ou seize mois de revitalisation de notre mouvement.
Bien sûr, pour que les Français nous refassent confiance et pour qu'on regagne,

Fondation Jean Jaurès

il y a beaucoup de conditions à remplir : il y a la Droite, il y a l'état de la cohabitation, il y a ceci, il y a cela, mais il y a nous et, notamment, ce qui va sortir de notre Comité directeur pour enclencher un mouvement. Nos adhérents, nos proches sympathisants, les électeurs qui nous regardent veulent vérifier si on prend tous ensemble notre part de responsabilité et si on prépare une renaissance. Ils veulent le sentir, ils veulent le voir et je pense (c'est pour cela que je suis intervenu) que le texte de Dominique Strauss-Kahn fait l'affaire et peut le permettre. Mais il y en a d'autres. Il reprend d'ailleurs un certain nombre de points qui figurent dans le texte dit Mauroy Rocard, comme aussi quelques autres, pourquoi est-ce qu'il le permet ? Pour quelques raisons que je vais égrener, sans reprendre tout ce qu'a dit Dominique Strauss-Kahn.

- Il donne la parole d'abord aux nôtres. Première des conditions à ceux qui nous ont confié nos mandats internes.
- Il reprend l'idée d'états généraux en deux temps : Parti Socialiste d'abord, Gauche ensuite, et je crois que c'est nécessaire de mettre un peu de mouvement dans notre maison avant d'aller au-delà.
- Il constitue une direction provisoire pour mettre tout cela en place.
- Il n'évacue aucune question et il n'y aura donc, il n'y aurait donc, en cas d'adoption, aucun tabou vis-à-vis de l'ensemble de nos adhérents.

Pour ces raisons là, je crois qu'il faut ce que l'on a appelé un électrochoc au bout de huit jours et à huit jours de ce résultat terrifiant qui a été celui que l'on a connu, cela permet de le faire et cela permet ainsi de repartir.
C'est pourquoi personnellement, et j'en appelle beaucoup d'autres à faire de même, je voterai ce texte.
(Applaudissements)

Le président - Je donnerai la parole à d'autres tout à l'heure, mais je pense qu'il faut maintenant un orateur par texte. Je pense qu'il y a maintenant le texte dit Mauroy Rocard, qui est-ce qui le présente ? Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je vous ai rappelé ce matin les conditions dans lesquelles nous avons été amenés, Michel Rocard et moi-même, à adopter un texte. Ce n'est pas la peine que j'y revienne.
Le Bureau exécutif de lundi demande la démission collective. Je crois que la démission collective n'est vraiment pas dans la tradition de notre Parti. Elle ouvre l'aventure si derrière, il n'y a pas la perspective d'un Congrès, il n'y a pas la perspective d'un pouvoir.
Nous ne pouvons pas donner l'impression à nos militants, et encore moins à ceux qui nous font confiance, que le Parti Socialiste déjà en grande difficulté, décide un beau jour finalement de tout arrêter.
J'ai connu cette situation, je sais ce qu'elle a coûté aux Socialistes et je sais aussi dans quelles conditions nous nous sommes retrouvés, François Mitterrand et d'autres, pour créer le Parti d'Epinay.

Fondation Jean Jaurès

Pour ceux qui ne connaissent pas cette histoire, c'était entre Alfortville et le Congrès d'Issy les Moulineaux.
J'ai été chargé de la coordination de cette direction provisoire. C'est une situation épouvantable, mes camarades, pour un parti ou des responsables qui ont reçu un mandat de la part des militants, de décider tout d'un coup : on s'arrête, on verra, on verra plus tard. Nous ne pouvions pas accepter cette situation. Voilà pourquoi nous nous sommes rencontrés, Michel Rocard et moi-même. Le texte que nous avons rédigé, il nous a fallu quarante minutes, une petite heure, c'est-à-dire que c'était très simple.
Au cours du Bureau exécutif, quelqu'un avait dit, je l'avais dit moi-même mais cela a été repris, Lionel l'avait repris aussi : constituons. Bien sûr, quand on se trouve au lendemain d'une défaite comme celle que nous subissons maintenant, bien sûr qu'une responsabilité collective politique, c'est de se demander ce qu'il faut faire : une refondation, reconstituer. Il faut véritablement une assise constituante. Voilà. Nous avons des militants, tout de même, vous n'êtes que dépositaires de l'autorité que les militants vous ont donnée et en aucun cas vous ne saurez user et abuser de cette responsabilité.
(Mouvements divers)
Par conséquent, ce que nous devons faire, c'est le plus rapidement possible aller devant nos militants, leur donner la parole et en même temps, les considérer comme le pouvoir constituant, pour prendre les décisions indispensables.
C'était le sens des états généraux qu'on pouvait appeler "Congrès constituant". Les décisions que nous vous présentons sont les suivantes, vous les connaissez.
"Les militants ouvrent le débat dans les sections et les fédérations. A ces débats peuvent participer à part entière des personnes extérieures, issues notamment du syndicalisme et du monde associatif, ou d'anciens membres du Parti."
C'est-à-dire que nous associons le plus largement possible, mais je dis aux camarades, et je suis sensible à leur argumentation, que ceux qui veulent rencontrer les organisations, ceux qui pensent à rassembler la Gauche, ils savent tout de même que cette gauche, nous n'allons pas la rassembler en quelques semaines ou en quelques mois, nous avons connu des expériences de ce genre et nous savons qu'il faut du temps et même beaucoup de temps et que, par conséquent, des états généraux de la Gauche, ou un grand rassemblement de responsables qui pourraient faire avec nous, que sais-je, une fédération, une confédération, un travail qui pourrait être animé par celui qui porte la responsabilité de la candidature aux présidentielles, que sais-je, ce travail-là demandera du temps et je ne comprends pas que l'on puisse nous dire : il faut attendre le mois d'octobre, il faut attendre le mois de novembre, il faut attendre le mois de décembre. C'est une seconde démarche que l'on ne pourra mener à bien que si d'abord, nous nous sommes occupés de nous, pas de nous portes fermées, fenêtres fermées, de nous avec ceux qui sont à proximité, ceux qui veulent venir avec nous, mais nous avons l'obligation urgente de remettre en place les Socialistes et de procéder à partir de la base.
"Les sections font remonter aux fédérations, ainsi qu'au national, leurs analyses et propositions pour la fin du mois d'avril. Les fédérations élaborent des

Fondation Jean Jaurès

documents départementaux d'analyse et de proposition pour le 25 mai.", c'est-à-dire qu'avec humilité, nous remettons tous les pouvoirs à nos militants. C'est ainsi que, de la base, il y a un pouvoir constituant qui va monter dans les semaines qui vont suivre.
"Un groupe de travail, extérieur à la direction du Parti...", bien entendu, s'il y a un pouvoir constituant que l'on reconnaît, qui va venir des sections, remonter par les fédérations, il est indispensable que tous les éléments d'analyse, tout ce qui viendra des sections et des fédérations, soient naturellement discuté, qu'une synthèse soit établie par un groupe de travail extérieur à la direction du Parti et qui pourrait d'ailleurs être mis en place dès aujourd'hui.
"... reçoit ces documents et élabore, pour le 10 juin, une synthèse des analyses et propositions. Au tout début du mois de juillet, se réunissent des états généraux constitués de délégués élus par les sections en assemblées fédérales et porteurs de suggestions ou d'amendements.
Les états généraux ont autorité pour statuer sur...". Je ne vois pas pourquoi on limiterait la responsabilité de nos militants... "d'abord les orientations et la politique générale", mais comme je comprends ceux qui disent priorité à la politique. Oui, priorité à la politique, priorité à la stratégie, priorité aux orientations. C'est de cela qu'ils doivent discuter en premier : "la stratégie, le nom".
Le nom : moi, j'aime beaucoup "Parti Socialiste". Je ne vois pas pourquoi on en changerait, mais puisqu'on a lancé cette idée-là, que les militants prennent leurs responsabilités.
Déclarations de principe, s'ils le veulent, statuts, etc., mode d'organisation du Parti et de sa direction, très important, dans la mesure où chaque fois que nous sommes réunis en Congrès nous avons eu des problèmes. Je sais que tout le monde ne partage pas ce point de vue mais je suis persuadé que les militants, eux, ont un point de vue sur cette question. Il faut changer le mode de désignation des membres du Parti et c'est comme cela que nous aurons un parti apaisé, rassemblé, uni. Car je pense que les modes de fonctionnement qui sont les nôtres ont été pour quelque chose dans la situation que nous connaissons. Ce n'est pas la raison primordiale mais c'est une raison importante. Qu'ils le disent s'ils veulent garder la situation actuelle. Je crois que dès que l'on se soumet à la volonté des militants, ils ont la possibilité de changer, la possibilité de conserver et, en tout cas, je le dis pour tous ceux qui ont parlé d'un Congrès ordinaire, ils seront habilités à renvoyer devant un Congrès ordinaire, élus selon les nouvelles règles, les questions non résolues. C'est tout. Cela veut dire que tout ce qui ne sera pas réglé par les assises on le réglera au Congrès ordinaire dans les meilleures conditions. Toute autorité, mes camarades, qui s'exerce au nom du Parti s'efface dès l'ouverture des états généraux qui auront à mettre en place de nouvelles directions nationales, régionales et départementales.
Pour tous ceux qui veulent (je suis de ceux-là) conduire une conclusion qui est absolument indispensable de ce qui s'est passé, c'est la démission collective à tous les niveaux, en tout cas la rencontre avec les militants pour repartir. C'est le véritable pouvoir constituant. C'est vrai sur le plan national, c'est vrai sur le

plan régional et c'est vrai sur le plan local.
La désignation des délégués aux états généraux se fera à tous les niveaux au scrutin majoritaire uninominal et secret.
Je voudrais dire sur ce point que je ne crois pas que vous puissiez avoir des états généraux autrement désignés que de cette façon et il appartiendra aux délégués de nous donner la nouvelle règle pour les Congrès ordinaires.
Voilà le texte que nous avions décidé de vous proposer. Nous l'avons exposé ce matin à cette tribune Michel Rocard et moi-même. Il y a d'autres textes, nous en avons discuté toute la journée. Un nouveau texte arrive, qui propose une autre procédure. Je pense qu'il serait correct qu'il y ait une Commission des résolutions.
(Protestations)
Ecoutez, qu'il y ait pour le moins une réunion rapide car les choses ne se font pas de cette façon et je crois, compte tenu de tout ce qui va se passer à partir de maintenant, que nous aurions les uns et les autres intérêt à ce que les choses se fassent correctement, comme on doit les faire.
(Applaudissements)
Moi, j'ai présenté un texte avec Michel Rocard, un autre texte de substitution, que je comprends bien, est maintenant proposé, je suis pour le mouvement, j'appartiens… (mouvements divers)… si vous voulez, je ne suis pas au dessus de la mêlée, j'appartiens à un clan, mais j'estime qu'après avoir déposé un texte, l'avoir présenté, avoir entendu les autres textes, il serait normal que l'on puisse se réunir ne serait ce qu'une demi heure ou une heure pour que l'on sache au moins, ce qu'on fait de ces textes, et que vous puissiez prendre vos décisions. Je le dis, cela me parait normal.
Mes amis, moi je suis venu avec ma sincérité… (mouvements)… la décision que nous avons prise avec Michel Rocard engage ma vie de responsable et ma vie de militant, je n'ai jamais abandonné un texte comme cela, alors que nous n'avions pas eu de Commission, alors que nous n'avions pas eu de discussion, cela je ne l'ai jamais vu.
Dans ces conditions, je demande au moins cette réunion…

Yvette Roudy - Au moins.

Pierre Mauroy - … pour qu'il soit acté que devant cette situation nouvelle il y a des dispositions à prendre. Moi, je vous le dis et cela me parait tout à fait normal. En tous les cas, c'est une procédure normale. Ou bien alors nous aurions assisté à un Comité directeur qui serait un Comité directeur tout à fait anormal, où on a présenté des textes, où ces textes n'ont pas fait l'objet au moins, d'un début d'essai de savoir quelle est la position des uns et des autres, ce que nous nous devons, car, mes amis, je vous entends, mais à partir de lundi les uns seront avec les militants, les autres avec d'autres et alors commenceront les plus grandes difficultés.
Je souhaite qu'à ce moment ultime où nous devons prendre nos décisions, et je les prendrai personnellement, au cours de cette Commissions ou à l'issue de

Fondation Jean Jaurès

cette Commission des résolutions, nous puissions penser une minute, et encore donner une chance à un parti mieux rassemblé, mieux uni pour prendre des décisions qui s'imposent et ces décisions qui s'imposent, c'est de toute manière une démission collective que nous avions décidée en juillet, que vous décidez dès aujourd'hui. Mais en juillet, c'était avec l'ensemble des militants dans une procédure qui m'apparaît normale et constituante, aujourd'hui vous voyez bien le caractère exceptionnel… (mouvements divers)… de la décision…

Dans la salle - Justement.

Pierre Mauroy - Vous dites "justement", eh bien, vous prenez vos responsabilités.
Moi, je suis à cette tribune simplement et je le dis à mes amis et je le dirai en Commission des résolutions, je ne m'amuse pas à faire je ne sais quelle opération je n'ai qu'un souhait, c'est qu'au moins vous nous donniez la possibilité d'avoir cette réunion, de nous faire les dernières observations avant que l'on fasse le saut dans ce qui sera d'une certaine manière l'inconnu, si nous n'y prenons garde.
Voilà ce que je voulais vous dire simplement.
(Applaudissements)
Le président - On continue la présentation des textes et on aura des explications de vote.

Yvette Roudy - Il faut une Commission des résolutions.

Le président - Je donne la parole à Jean-Pierre Chevènement, mais ton texte, tu n'es pas obligé de le relire, puisque tu l'as déjà présenté mais enfin…

Jean-Pierre Chevènement

Rassurez-vous, chers camarades, je n'ai pas l'intention de vous présenter à nouveau le contenu d'une motion qui était qualifiée de préalable, parce que, avant de s'engager dans un débat qui n'a d'autre enjeu que des enjeux de pouvoir, nous souhaitions nous prononcer sur la politique.
Nous n'avons rien entendu de tel. Ce débat de procédure s'il était public, serrait naufrageur.

Louis Mermaz - Oui.

Jean-Pierre Chevènement - … destructeur, car on n'a pas entendu de la part de la direction du Parti et non plus de la part des directions de courants ou d'écuries comme on voudra, d'analyse politique.
Il y a encore un courant de pensée qui a déposé un texte, une motion dite préalable qui constitue justement une analyse politique. On peut être d'accord ou ne pas l'être. On ne peut pas dire que ce n'est pas un texte politique. Jusqu'à

Collection Jean Jaurès

présent, nous sommes les seuls. Dominique Strauss-Kahn est venu exposer une orientation qui n'est pas politique. Certes, je connais bien Dominique, je sais qu'il appartient comme d'autres membres de notre Parti à un club de réflexion, c'est tout à fait normal, il y en a beaucoup, c'est le club Vauban. A ce club d'autres participent, nous savons lesquels, nous pouvons, par conséquent, en déduire que nous ne sommes probablement pas sur la même orientation, politique, mais ce n'est que supputation, rien de tel n'apparaît. Aussi bien, j'aimerais savoir ce qui distingue les deux courants, encore qu'il y ait, semble-t-il des courants qui ne sont pas de pensée, premièrement sur le projet et deuxièmement sur votre stratégie d'alliance. J'ai bien écouté les deux discours de Laurent et Michel Rocard.

Dans la salle - Il y a la base !

Jean-Pierre Chevènement - Oui, mais cela c'est une conception de la responsabilité politique. Il s'est passé une catastrophe, alors avec humilité on se tourne vers la base, c'est la base qui va nous renseigner. Soyons sérieux ! Pierre, tu parles, dis-tu, avec ta sincérité, mais tu sais très bien que cet appel à la base consiste comment dirai-je…

Pierre Mauroy - A donner la parole aux militants !

Jean-Pierre Chevènement - Si tu voulais donner la parole, tu dirais : voilà mon explication, voilà mon projet, qu'en pensez-vous ? Cela, c'est démocratique. Cela implique que ceux qui sont en haut prenne leurs responsabilités… (applaudissements)… et non pas s'en remettent à la base, avec une feinte humilité, avec en réalité le désir de sortir de ce chapeau qu'on appelle états généraux le lapin qu'on voudra, l'essentiel étant de savoir qui le tiendra par les deux oreilles.
(Rires)
Donc, vous éludez le débat politique sur le passé, vous l'éludez aussi sur l'avenir et l'avenir n'attendra pas, parce que M. Balladur va déposer dans quelques semaines un projet de loi sur la dénationalisation de la banque de France, allez vous l'approuver ou allez vous la refuser ?

Dans la salle - La base !

Jean-Pierre Chevènement - C'est la base qui vous dira, s'il convient de maintenir une politique monétariste qu'elle a sanctionnée, une politique de droite à vrai dire, même si elle n'a pas été faite par des hommes de droite et en renvoyant le débat devant une base dont on ne sait pas comment elle sera composée, puisqu'il y aura des Socialistes qui auront payé leur carte et d'autres qui ne l'auront pas payée.
Donc, dans ce curieux débat dont on ne sait pas très bien comment il sera arbitré, quelles en seront les règles, on va en même temps changer les règles du

Coll. Fondation Jean Jaurès

Parti. Mais il me semble qu'au Congrès de Bordeaux, si mes souvenirs sont bons, vous avez déjà changé les règles du Parti, vous passez votre temps à changer les statuts avant de faire les réformes que vous avez vous-mêmes promulguées.
Certes, je reconnais que la complexité étant au cœur de notre projet, vous ne simplifiez pas la tâche des militants.
Le problème de l'orientation est donc éludé courageusement pour le passé comme pour l'avenir. Le problème du débat démocratique est faussé. Le problème de la direction par contre est abordé. Certains évoquent une direction transitoire. Pierre Mauroy a quelques souvenirs, si j'ai bien compris, il y a une légère nuance entre toi et Dominique Strauss-Kahn, car tu n'es pas pour une direction provisoire, mais je n'en sais rien, c'est ce que j'ai cru comprendre.

Pierre Mauroy - Tu comprends très bien.

Jean-Pierre Chevènement - C'est très difficile de te suivre, je m'y essaie depuis fort longtemps.
Chers camarades, je vous ai présenté tout à l'heure notre motion préalable, il faut changer d'orientation politique, car c'est la politique néo-libérale qui nous a conduits au désastre. Si nous voulons avoir un débat véritable, nous ne devons pas mélanger ce débat prématurément avec des enjeux de pouvoir. Si nous voulons construire le Parti du futur ou l'organisation qui en tiendra lieu et on peut penser à des formules souples, je pense que nous devons prévoir des assises de toute la Gauche, y compris les Communistes, les écologistes, les radicaux, les patriotes et républicains de progrès... (protestations)… et les Socialistes dans la diversité de leur sensibilité, les républicains pour tout dire, car c'est bien pour n'avoir pas rencontré la République que les Socialistes se trouvent aujourd'hui dans l'état où ils sont.
Je termine en disant que les querelles sur le pouvoir ne nous intéressent pas, nous demandons un vote sur les textes, je le dis sans joie, parce qu'il y a vingt neuf ans tout de même que nous travaillons ensemble, j'espère que nous ne seront pas trop longtemps avant de nous retrouver.
(Applaudissements)

Le président - Texte suivant, la parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Le président ne m'a pas demandé si ayant déjà présenté ma motion, j'avais encore quelque chose à dire. En vérité, fort peu, bien que, à mon avis, les échanges qui ont eu lieu d'abord ont été politiques dans la journée, je crois à cet égard que tu es un peu injuste, il s'est dit beaucoup de choses sur le fond, Jean-Pierre, et souvent assez éclairantes, et puis à l'instant sur les modalités de ce que nous allons faire et là je dis tout de suite, je vais essayer d'être bref, parce que je remarque que l'heure tourne, et je crois sans dramatisation démagogique que

Fondation Jean-Jaurès

nous n’avons pas trop intérêt à poursuivre longtemps ce travail jusqu’à l’aube, comme on en court le risque. Donc, il faudra aller aussi vite qu’il est possible.
Dans cet esprit, sur ce point en tout cas, je rejoins Pierre Mauroy, je pense que peut être et cela doit être un accord général, nous pouvons éviter le rite de la large et lourde Commission des résolutions, mais il faut qu’il y ait entre ceux qui ont présenté des textes et ceux qui peuvent avoir des observations très valables à faire sur ces textes, à hauteur d’une quinzaine d’entre nous, un échange.
Il me semble que si l’on était d’accord là dessus très vite il faudrait passer à cet exercice dans les meilleurs délais, mais il est un peu le préalable à la suite, parce que, effectivement, il y a pour le moment, si j’ai bien compris, cinq textes. Il faut se voir. Deux mots seulement sur le fond.
D’abord, j’ai, naturellement, apprécié j’allais dire en connaisseur, on l’est tous ici, le texte qui se présente comme une pré-synthèse si j’ai bien compris de Dominique Strauss-Kahn, en particulier j’ai reconnu des passages excellents, puisque c’était le début du texte que j’avais remis.
(Rires)
C’est dire combien une vieille technique, cela se perd dans la nuit des temps, que j’ai vu pratiquer, que j’appelle la pratique ventouse, on colle au texte, comme cela on ne peut plus rien dire : c’est ton texte, c’est toi qui a dit cela, sauf que quand même la ventouse a toujours quelques petits défauts. Par exemple, mais je pense que c’est la rapidité certainement du travail qui l’explique, la phrase "il faut rompre avec la pratique du consensus social" n’est plus là. Sans doute doit-elle être accessoire…

Louis Mermaz - Il faut la remettre.

Jean Poperen - Même la référence au social libéralisme.
Deuxième point et j’en aurai fini sur le fond, en revanche, sur la façon dont nous devons sortir d’ici, c’est-à-dire le signal, je reprends le mot très fort de Michel Rocard, ce matin, qui pour moi est un signal politique, je n’ai pas le sentiment que ce soit cela qu’on nous annonce, de certains côtés en tout cas, le signal politique. Alors, non, non, si on retient ce texte tel qu’il est sur ce point, il est plutôt proche du texte disons Mauroy Rocard, que du mien par exemple, on propose quoi ? Quelle est la substance, l’essence de ce texte ? C’est un Congrès tout de suite. Le reste, on verra. Le reste après. Mauroy dit : il faudra du temps, mais justement parce qu’il faudra du temps, supposons que nous discutions.
Cela voudrait dire que nous commencerions à parler des états généraux à l’automne... Même si on fait autre chose au printemps on ne fera pas cela... Or, à l’automne, on sera à quelques mois, un an tout juste (et vous savez bien quelle est la mécanique de la vie politique avec les institutions que nous avons et dont nous pâtissons tellement) d’entrer en pré-campagne présidentielle ouverte, avouée, directe. Alors là, j’entends d’ici ce que, dans cette même salle ou ailleurs, on nous dira sur les états généraux. On nous dira une fois encore (parce que je ne sais plus si c’est la troisième, quatrième ou cinquième fois, permettez-moi l’expression, qu’on nous "fait le coup") : "Mais bien sûr que nous sommes

pour les états généraux ! Mais plus tard, toujours plus tard !" Sur l'idée, l'idée pure des états généraux, l'idée kantienne des états généraux, il y a ici un accord unanime, mais la mise en pratique des états généraux, c'est après ! C'est après ceci, c'est après cela, c'est après un Congrès, c'est après une élection, c'est après... Or, c'est cela qu'on attend ! C'est cela que tous ces gens éparpillés attendent.
Je reprends là l'énumération qu'a faite Jean-Pierre Chevènement. Ma seule remarque, pas anodine, c'est que je ne crois pas qu'il serait absolument sérieux que nous disions : le Parti Communiste tel qu'il est, c'est-à-dire l'appareil Communiste (parce que je ne le sens pas prêt, et je ne suis pas sûr, en plus, que ce soit, de notre propre point de vue, souhaitable de s'engager dans une telle affaire). En revanche, nous savons les forces importantes qui déjà, pour une grande part, ont été en déperdition pour la Gauche. Alors continuons, perdons-en encore, venus de ce parti et avec lesquels il faut avoir, le plus tôt possible, le dialogue. Pas dans six mois, Pierre Mauroy, maintenant ! C'est cela le signal que nous devons donner, le signal politique.
(Applaudissements)

Le président - J'ai dit tout à l'heure qu'il y avait cinq textes. En fait, il y en a un autre qui est une proposition de Hollande, Mignard et Planchou. Qui le défend ?

Jean-Paul Planchou

Chers camarades, je n'ai pas perçu de signal politique à l'instar de ce que vient de dire Jean Poperen. Donc, ayant bien écouté à la fois ce qui a été dit par les uns et pas les autres, je tiendrai à souligner à nouveau ce qui nous apparaît important dans la période.
C'est que dans les circonstances actuelles, seuls des états généraux, permettant de sensibiliser et de mobiliser largement autour de nous, constituent la réponse appropriée et que, pour ce faire, il faut, en effet, du temps, d'où la nécessité d'engager très vite ce processus.
Un Congrès, quelle qu'en soit l'appellation dans ce qu'a dit tout à l'heure Pierre Mauroy, je n'ai pas compris quelle était la différence entre un Congrès et puis, justement, son processus de dialogue, car tout cela se fait dans le strict cadre des instances du Parti Socialiste, un Congrès serait funeste dans ces conditions !
Nous l'avons dit, pour préparer ces états généraux, oui, il faut une équipe nouvelle, crédible, représentative et elle doit être mise en place dès à présent ! Ces états généraux n'ont de chance de réussir, chers camarades, et on le sait bien, qu'à la condition que soit évitée aujourd'hui la division en notre sein, et demain la fracture. Nous refusons la logique de l'affrontement, d'un affrontement suicidaire. Or, une nouvelle fois, ce Comité directeur s'est déroulé sur une thématique, une problématique de personnes.
C'est vrai, Laurent je me tourne vers toi, tu avais l'occasion de débloquer la situation, Laurent tu avais, je crois, l'occasion de prendre une initiative. Tu ne l'a pas fait jusqu'à maintenant, il en est encore temps ! Je crois que tu nous

Fondation Jean Jaurès

obliges à ce que l'on rentre dans cette logique fratricide. Personnellement, comme d'autres l'ont dit ce matin, je ne joue plus, on ne joue plus, et c'est sur cette base, dans l'immédiat, que nous vous demandons de vous prononcer, même si nous recevons favorablement la proposition qu'a faite Pierre Mauroy de nous réunir rapidement puisque il y a encore une chance. Saisissons-là. C'est vrai qu'il ne faut pas la laisser courir trop longtemps, comme le précisait Jean Poperen, mais puisqu'il y en a une, saisissons-là encore.
(Quelques applaudissements)

Le président - Nous arrivons au dernier texte, celui qui a été présenté ce matin par le Premier secrétaire. Je donne la parole à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, à cette heure déjà tardive, je ne vais pas revenir sur toutes les interventions de cet après-midi. Il est simplement normal qu'après une défaite aussi lourde et alors que nous nous réunissons pour la première fois, toute une série de prises de positions, d'émotions, de contradictions parfois un peu dures, s'expriment, mais il me semble que dès lors que c'est maîtrisé, quoique cela ait été relativement le cas, c'est la vie normale d'une formation démocratique.
Je dis d'entrée de jeu, pour que nous ayons une méthode, que si un vote est demandé à titre indicatif, bien sur il est de droit, mais de toutes les façons à l'issue de ce vote, comme il y a beaucoup de textes, je vous propose qu'une Commission réduite à la fois en nombre et en temps, parce que sinon, cela sera ingérable, une Commission réduite des résolutions, (il faut regarder quel est le nombre d'or, mais il doit se situer entre 15 et 20, je crois) soit réunie directement à la fin de notre assemblée, c'est-à-dire je pense à 20 h 30, et qu'elle se fixe comme impératif, sinon on n'en sortira pas, de terminer ses travaux à 22 heures au maximum, pour que nous puissions rester.
L'autre solution (mais je crains, pour m'en être entretenu avec plusieurs d'entre vous, que beaucoup aient pris des dispositions contraires) serait de nous reporter à demain, car je refuse, pour ma part, au nom de la bonne organisation de nos travaux et de l'image à donner à l'extérieur, que nous terminions je ne sais quelle délibération à 3 heures du matin. Ce n'est pas sérieux ! Donc, quels que soient nos choix (j'y viendrai dans un instant), je vous fais la proposition d'une Commission des résolutions réduite, avec issue des travaux à 22 heures au maximum. Ceux qui ne font pas partie de la Commission des résolutions peuvent prendre leurs dispositions pour revenir ici à 22 heures. Nous serons là et il y aura, le cas échéant, si c'est nécessaire, des votes.
Voilà pour la procédure. Mais, comme chacun le sait, la procédure rejoint toujours le fond.
Nous sommes en présence de six textes. Je dirai un mot sur chacun d'entre eux et quelques mots plus longs sur quelques-uns d'entre eux.
Jean-Pierre Chevènement nous a proposé une motion (est-ce de procédure ou de fond ? C'est les deux à la fois) où il reprend les thèses qu'il a toujours

Fondation Jean Jaurès

défendues, se situant dans une logique différente. Je crois que chacun a apprécié sa position, qui est d'ailleurs dans le droit fil de ce qu'il défend depuis déjà plusieurs mois, dans un esprit de fidélité.
Je n'en dirai pas plus.
En ce qui concerne Jean Poperen, je retiens en particulier de ce qu'il a dit (et je dis cela devant vous, anticipant un petit peu, peut-être, sur un débat qui aura lieu en Commission des résolutions) qu'il a le mérite, à la fois, de poser le problème politique de fond et d'orientation, et aussi de bien voir qu'il ne faut pas, dans les délibérations que nous allons prendre, que nous tuions, d'une manière ou d'une autre, la notion même d'états généraux, j'entends états généraux au sens réel puisque nous avons tous compris qu'il y avait deux sortes d'états généraux, états généraux qui étaient en fait un Congrès du Parti Socialiste (on n'utilise pas ce nom parce que, actuellement, ce n'est pas trop bien vu, mais c'est quand même de cela qu'il s'agit), et puis états généraux "généraux".
Je suis sensible à cet argument de Jean et d'autres camarades... Planchou, c'était un peu la même chose d'ailleurs... et je crois qu'il faudra, dans notre Commission des résolutions, que nous arrivions à mieux formuler cela, parce qu'en tout cas c'est une idée que je crois forte et partagée par beaucoup de nos camarades militants.
En ce qui concerne le court texte proposé par notre camarade Planchou, il reprend un peu la même idée, mais il insiste bien davantage (c'est ce que j'ai compris) sur la notion même d'états généraux. C'est cela, au fond, Jean-Paul, qui t'importe de manière prédominante et tu ne souhaites pas qu'une initiative quelconque soit prise qui irait en contradiction sur les délais ou sur le fond avec ces états généraux-là, qui prendront vraisemblablement plus de temps.
Cela me paraît personnellement raisonnable.
Je serai un petit peu plus long, mais pas très, rassurez-vous, sur le texte extrêmement révélateur présenté par nos camarades Strauss-Kahn, Poignant, Dray, représentatifs, m'a-t-il semblé, d'un mouvement sans doute plus large. Ce qui a été dit là était d'un ton (connaissant ces camarades, c'est normal) extrêmement égal, aimable, mais si l'on va à l'essentiel, puisque ce texte ne s'embarrasse pas de considérations très précises sur les modalités (ce n'est pas cela), je reprends l'expression qui a été utilisée, ce texte, entre guillemets, "fait l'affaire" ! C'est bien de cela qu'il s'agit lorsque, au détour d'un paragraphe, il propose (comme vous êtes tous particulièrement avertis, cela n'a échappé à personne) que la direction soit changée, sinon, on l'a dit, c'est qu'il ne s'est rien passé ! C'est une conception, elle a d'ailleurs été expliquée, exposée à plusieurs reprises dans cette journée. C'est parfaitement légitime. On aura ce débat sur le fond et, tout à l'heure, s'il y a un vote, ce sera un point important du vote. J'ai dit moi-même ce que j'en pensais.
Je crois qu'il faut tirer les conséquences des élections en termes de choix politique et non pas tirer parti des élections en termes de pouvoir interne, ce qui n'est quand même pas la même chose. Comme il a été dit par plusieurs d'entre vous, de toutes les façons, la question qui n'est pas du tout tabou du pouvoir va être posée à l'occasion des états généraux, du Congrès.

Collection Jean Poperen

Donc, la question que soulèvent nos camarades au détour d'une phrase, c'est de savoir si, là, le Comité directeur doit, une semaine après, "faire l'affaire". Chacun d'entre vous s'exprimera sur ce point.
Un texte a été proposé par Pierre Mauroy et Michel Rocard et je pense à propos de ce texte qu'en même temps qu'il propose une perspective intéressante, il faut que nous soyons attentifs à deux ou trois choses.
Que nous disent les militants aujourd'hui, hier, avant-hier ?
Ils nous disent : nous voulons parler, nous voulons réfléchir ensemble, nous voulons proposer. Ils nous disent : nous ne voulons pas de divisions. Ils nous disent : nous voulons nous ouvrir sur l'extérieur. Ils nous disent : nous voulons construire, reconstruire un grand parti et un parti qui soit clairement orienté à gauche.
Voilà ce que j'ai entendu.
Et ils nous disent : surtout, vos histoires de pouvoir, de responsables (j'ajouterai pour ma part, mais c'est un mot que je prends pour moi, il est peut-être trop favorable ou défavorable), de responsabilités individuelles (certains diraient de boucs-émissaires), ne nous en parlez pas ! Faites en sorte qu'on aille au fond des problèmes, qu'on discute, qu'on avance et qu'on ne se déchire pas !
Voilà ce que nous disent les militants.
Et moi, comme c'est mon rôle comme le vôtre, c'est cela que je veux d'abord prendre en compte.
Le texte qui nous est soumis par Pierre Mauroy et Michel Rocard trace une perspective, des orientations. Il pose, à mon avis, trois problèmes. D'abord (et Daniel, tu as fait une remarque pertinente, mais en même temps il faut prolonger le débat), un problème non pas de délai, parce que le délai, c'est quelque chose de superficiel, mais un problème de réalité de la consultation des militants. La seule question qui est posée (les délais, on s'arrangera toujours), c'est de savoir quelles sont les procédures qui doivent être choisies pour que, vraiment les militants soient entendus. Si c'est une date très rapprochée qui est possible, très bien. Si ce n'est pas possible, à ce moment-là je pense qu'il faut en convenir ensemble. Cette question des délais n'est pas importante en tant que telle, elle est importante parce qu'elle signifie "oui" ou "non" au respect de l'opinion des militants.
La deuxième question (je me contente d'énumérer), c'est l'interrogation que chacun d'entre nous, dont moi, avons sur ce Comité qui serait mis en place pour préparer les états généraux. Chers camarades, ne soyons pas des juristes pointilleux, mais vous disposez tous, par délégation des militants, d'une certaine responsabilité et d'un certain pouvoir et il faut savoir dans quelles conditions, pour préparer ces états généraux, ce Congrès, ce pouvoir pourrait être délégué. Donc, il faudra que nous en discutions, même si c'est rapidement, dans la Commission des résolutions.
La troisième question que je pose (j'imagine que tout le monde sera d'accord), c'est qu'il ne faut pas confondre deux aspects : la procédure qui est proposée et le fait d'entériner, sans le dire, une opération d'appareil. Ce sont deux aspects différents et il ne s'agit pas de polluer un vrai débat par un faux débat.

Fondation Jean Jaurès

Voilà ce que je pense de ce texte, sous réserve d'une observation, fondamentale, que je ferai dans un instant.
Moi-même, j'ai déposé, en recherchant, si possible, à partir des données dont je disposais, une orientation de synthèse, où j'ai essayé quoi ? De bâtir (c'est peut-être une faiblesse) un texte qui respecte nos statuts (vous me direz que c'est tout de même mon rôle), non pas toujours dans un juridisme pointilleux, mais parce que nous avons des règles. Les règles, c'est que lorsqu'on veut convoquer les militants en Congrès, cela se fait selon certaines règles, des règles qui font qu'il faut respecter nos militants. Et puis, j'ai essayé aussi (je fais écho à ce que je disais tout à l'heure) de proposer en parallèle, si l'on peut dire, la démarche états généraux réels, et la démarche états généraux Socialistes.
Dans mon esprit, il faudrait commencer une certaine procédure, large, en tirer les conséquences en ce qui nous concerne, et puis, comme y invitent Planchou et quelques autres, aller plus loin sur les états généraux, qui demanderont plus de temps.
Voilà l'esprit du texte qui a été déposé.
Mais un Comité directeur comme celui-ci, cela ne sert pas à avoir une attitude répétitive et de machine, cela sert à entendre ce qui est dit. Sinon, chacun peut venir pour lire la messe ! Pas besoin d'être grand clerc pour ressentir que si demeurent côte à côte, ou plutôt face à face, dans des votes, qui répéteront d'autres votes qu'on a connus dans le passé (on sait bien de quoi il s'agit), d'un côté, appelons-la une motion, de l'autre une ou deux motions, peut-être davantage, eh bien, chers camarades, par rapport à ce qui a été dit dans la journée, ce sera une hypocrisie totale, car nous nous sommes succédé à la tribune pour dire : "Unité ! Unité ! Unité !" (pour la plupart d'entre nous en tout cas), et si nous continuons de la façon dont le débat s'engage à cet instant, ce sera, ce soir, la division et une division grave...
(Protestations diverses)

Dans la salle - Mais non ! Mais non !

Laurent Fabius - Peut-être avez-vous entendu les choses d'une autre manière que moi, mais je sais bien ce qui résultera de nos travaux. Le droit est entier, simplement il faut que, responsables politiques, nous voyions quelles seront les conséquences.
Je pense donc que, sous réserve des observations que j'ai faites (mais enfin, il faut faire un choix clair) et entre toutes les exigences diverses qui se proposent, ayant entendu les explications et les prises de position des uns et des autres, mon rôle, mon devoir j'allais dire, comme Premier secrétaire, c'est de privilégier l'exigence d'unité. C'est la raison pour laquelle, au vote indicatif qui interviendra dans un instant et ayant dit ce que j'avais à dire sur les modalités, je ne présenterai pas le texte (puisqu'il n'est pas réellement de synthèse, après vous avoir entendu) que j'avais cru pouvoir exposer ce matin et j'appellerai à voter pour le texte de Pierre Mauroy.
(Rires et applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Chers camarades, je vous demande un peu de silence, parce que nous allons maintenant procéder à un vote indicatif et le vote indicatif suppose de votre part une certaine discipline pendant les opérations de vote, sans quoi on ne pourra pas s'y reconnaître.
Nous sommes en présence de cinq textes.

- Le texte présenté par Dominique Strauss-Kahn.
- Le texte présenté par Pierre Mauroy.
- Celui présenté par Chevènement.
- Celui présenté par Poperen.
- Et celui présenté par Planchou.

Nous allons donc procéder à un vote indicatif sur ces textes.
Je vous rappelle que, suivant la règle que nous avons déjà mise en application et qui est tout à fait conforme à nos statuts, votent, dans un vote indicatif au Comité directeur, les titulaires, étant entendu qu'un suppléant par titulaire absent est autorisé à voter. Ce sont donc (nous ne pouvons pas faire autrement) les représentants des différentes sensibilités qui indiqueront quel est le suppléant qui vote à la place du titulaire absent.
Nous sommes bien d'accord ?
Emmanuelli ?

Henri Emmanuelli - Pourquoi est-ce qu'on vote avant la réunion de concertation ?

Le président - Parce qu'il faut un vote indicatif pour savoir où l'on va.

Yvette Roudy - Pourquoi est-ce qu'on ne fait pas directement la Commission ?

Jean-Pierre Chevènement - Non, non, je demande un vote.

Pierre Mauroy - Nous venons d'entendre le Premier secrétaire. Moi aussi, je l'ai entendu. Si l'on veut éviter la confusion et si l'on veut que les choses soient claires, je crois qu'il serait souhaitable, très simplement, de constituer cette Commission des résolutions d'une quinzaine de membres, qui se réunirait immédiatement...

Yvette Roudy - Tout à fait.

Pierre Mauroy - ... et c'est sur les conclusions de cette Commission des résolutions que nous aurions des votes.

Le président - Je ferai remarquer que le Premier secrétaire lui-même a proposé qu'il y ait d'abord un vote indicatif...

Dans la salle - Absolument !

Fondation Jean Jaurès

Le président - ... et je pense que la Commission des résolutions serait autrement éclairée en fonction de ce vote indicatif, qui n'est qu'un vote indicatif qui n'a pas valeur de décision du Comité directeur.
Alors, si vous en êtes d'accord, je maintiens la proposition d'un vote indicatif sur les cinq textes, dont je rappelle qu'ils porteront les noms de Strauss-Kahn, Mauroy, Chevènement, Poperen et Planchou.

Paul Quilès - Mais, les textes sont contradictoires...

Georges Sarre - On vote un seul texte.

Le président - Il est bien entendu qu'à l'appel de chaque nom, chacun vote pour un texte. Cela dit, je demande un peu de silence et un peu de discipline.
Je vais appeler les noms des titulaires, étant entendu que je voudrais que chaque fois qu'un titulaire est absent me soit donné le nom du suppléant de la même sensibilité qui vote pour lui.
Nous sommes bien d'accord ?

(Il est procédé au vote indicatif)

Chers camarades, voici les résultats du vote indicatif.
Il y a eu, comme c'est normal, 131 votants; puisque chaque titulaire absent a été remplacé par un suppléant. C'est donc parfaitement régulier.
Ont obtenu :

- Le texte de Dominique Strauss-Kahn : 62 voix.
- Le texte Mauroy/Rocard : 49 voix.
- Le texte Poperen : 7 voix.
- Le texte Chevènement : 6 voix.
- Le texte de Planchou : 5 voix.

Il y a eu 2 abstentions.
Un point d'ordre pour Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, je serai bref. Ce n'est pas un vote indicatif, mais c'est un comportement indicatif.
(Applaudissements)
Dans des conditions que je vous avais annoncées, qui ne vous surprendront pas. Démissionnent donc du Comité directeur et de toutes les instances dirigeantes, outre moi-même : Georges Sarre, Christian Proust, Jean Luc Laurent, Roland Carraz, Joël Batteux, François Dalle, Michel Vinal, Jean-Marie Alexandre, Henri Wolf, André Deluchat, Jean-Louis Dieux, Annie Solo, Didier Motchane et Catherine Coutard n'ayant pas besoin de démissionner pour les raisons que vous savez.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Camarades, je vais vous donner dans un instant la composition de la Commission des résolutions qui va travailler dans la salle à côté. Il est entendu que cette Commission siégera brièvement. Il est 21 h. Nous pourrons reprendre les travaux à 22 h 30. Soyez présents car c'est le Comité directeur qui décidera du vote final.
Si vous voulez faire silence, pour un mot de Jean Poperen.

Jean Poperen

Dans l'heure qui vient de s'écouler, après deux séances qui avaient été d'un certain niveau, nous avons assisté à l'engagement des grandes manœuvres qui vont durer toute la nuit, conformément à l'esprit de ce que je vous avais dit tout à l'heure, avec aussi certaines petites opérations de grignotage. Cela, on sait faire ; le reste moins. Dans ces conditions, nous ne participerons pas à cette comédie.

Le président - Voici la composition de la Commission des résolutions. Henri Emmanuelli, André Laignel, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Marie-Arlette Carlotti, Louis Mermaz, Gérard Collomb, Bernard Roman, Gérard Lindeperg, Jean-Claude Petitdemange, Bernard Poignant, Alain Bergounioux, Gérard Fuchs, Jean-Marc Ayrault; Laurent Fabius, Daniel Percheron, Claude Bartolone, Paul Quilès, Alain Claeys, François Bernardini, Marcel Debarge et Elisabeth Mitterrand.
En outre, s'ajoutent Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann, Michel Charzat et Jean-Paul Planchou.
La Commission des résolutions peut se réunir immédiatement dans la salle à côté du hall et nous reprenons les travaux à 22 h 30.
La séance est suspendue.

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier;
Le président - Je donne la parole à Gérard Lindeperg pour la relation de ce qui s'est passé à la Commission des résolutions.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, la Commission des résolutions s'est donc réunie, vous vous en souvenez, à la demande du Premier secrétaire, et nous avons commencé nos travaux à partir du texte qui a obtenu le plus de voix, qui était celui présenté par Dominique Strauss-Kahn. Comme il est d'usage dans ce genre de Commission, des questions ont été posées pour savoir s'il y avait des amendements. Il est apparu qu'il n'y en avait pas et que ce texte suscitait un certain nombre de questions qui ont entraîné quelques réponses. Les questions portaient tout d'abord sur la légalité. Or, il est apparu assez rapidement que ce qu'un Comité directeur avait fait en janvier 92, il était parfaitement habilité à le remettre en

Fondation Jean Jaurès

cause quelques mois plus tard, puisque la direction qu'on peut considérer aujourd'hui sortante, a été élue en janvier 92 par le Comité directeur, dans les mêmes conditions que nous allons mettre en place aujourd'hui une direction provisoire et j'ajoute que si nous avions fonctionné avec un sens de la responsabilité politique comparable à ce qui se pratique dans la plupart des pays socio-démocrates voisins, c'est-à-dire qu'il y a démission quasi-automatique après une défaite électorale, qu'est-ce que nous aurions fait dans de telles conditions ?

Nous aurions réuni un Comité directeur, nous y sommes ; ce Comité directeur, à mon avis, aurait mis en place une direction provisoire, puisque la sortante était démissionnaire, et cette direction provisoire aurait été chargée de préparer les instances qui allaient ratifier une nouvelle direction, de nouvelles orientations, ce qui est prévu à travers l'assemblée constituante ou les états généraux, selon le terme employé. Sur la méthode, quelques questions ont été posées, notamment par notre camarade Roman, premier fédéral du Nord, qui pensait que le texte que nous avions voté n'était pas suffisamment précis sur les procédures. Par conséquent, nous vous proposons d'amender ou de compléter le texte de Dominique Strauss-Kahn pour les points 1, 2, 3, 4 et 6 du texte présenté par Pierre Mauroy et Michel Rocard, parce que l'ensemble de la procédure était décrite avec beaucoup plus de précision. Enfin, des questions ont été posées concernant le respect des statuts et notre camarade Percheron a fait remarquer que le Bureau exécutif ne pouvait pas être dissous, parce qu'il était conforme à nos statuts et que jusqu'au prochain Congrès, le Bureau exécutif devrait perdurer.

Par conséquent, je propose que nous gardions le Bureau exécutif tel qu'il est, à condition de préciser qu'il gère les affaires courantes, puisque c'est la nouvelle direction provisoire qui sera chargée de faire l'essentiel du travail politique à travers la mise en place des états généraux.

Enfin, puisqu'il n'y a plus de direction sortante, il faut que le Bureau exécutif puisse être présidé, et je propose qu'il puisse être présidé par le président de la direction provisoire que vous allez élire tout à l'heure.

Restait ensuite à préciser le contenu, plus exactement la composition, excusez-moi, je suis fatigué, de cette direction provisoire, et puisqu'il faut bien partir de ce que nous sommes encore aujourd'hui, c'est-à-dire des courants, et qu'il est indispensable que cette direction soit largement représentative, même si chacun sera appelé à faire des propositions nouvelles d'hommes ou de femmes, nous avons fait la proposition suivante : une direction provisoire qui serait composée de 19 personnes, si mes calculs sont exacts :

- 4 représentants de la motion Jospin,
- 4 représentants de la motion Rocard,
- 3 de la motion Laurent Fabius, plus Laurent Fabius, au titre d'ancien Premier secrétaire, puisqu'il était précisé que les anciens secrétaires étaient invités à siéger à cette direction provisoire. Ceci ne concerne pas la motion Jospin, puisqu'il avait fait savoir qu'il ne souhaitait pas avoir des responsabilités politiques au-delà de ce Comité directeur.

- 1 représentant de la motion Mélenchon/Lienemann,
- 1 de la sensibilité exprimée par notre camarade Planchou,
- 1 de la sensibilité exprimée par Jean Poperen,
- Enfin, 1 de la sensibilité de Jean-Pierre Chevènement.

Ceci fait 18.
Voilà les propositions qui vous sont faites et qui résultent des travaux de la Commission des résolutions.

Le président - Merci. Qui souhaite intervenir ? La parole est à Yannick Bodin.

Bertrand Delanoë - Est-ce qu'on pourrait nous dire ce qui s'est passé sur le plan politique à la Commission des résolutions ?

Gérard Lindeperg - Il y a sans doute d'autres camarades qui apporteront des nuances. J'ai fait un compte rendu factuel : le climat n'était pas totalement celui de la sérénité.
(Rires)
Un certain nombre de camarades ont marqué des inquiétudes concernant ce que pourraient être les réactions d'un certain nombre de fédérations, et au moment où nous sommes arrivés aux propositions concernant cette composition de la direction, le courant de Laurent Fabius et également de Pierre Mauroy, se considérant comme concernés par les propositions que nous faisions.

Le président - Merci. Yannick Bodin.

Yannick Bodin - Une question de détail, mais formelle par rapport à ce qui a été dit, concernant le Bureau exécutif. Il est élu par le Comité directeur. Donc le Comité directeur peut faire ce qu'il veut du Bureau, c'est une simple rectification à la référence statutaire de Percheron qui n'est pas exacte.

Le président - Y a t-il d'autres observations ? Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, sur l'atmosphère Gérard Lindeperg nous a dit, nous a fait comprendre qu'elle était difficile, qu'elle était tendue, je crois qu'il est important que nous nous donnions en tout cas en ce qui me concerne, une signification à ce qui se passe aujourd'hui.
Nous avons entendu prononcer des mots difficiles, des mots de putsch, un vote démocratique du Comité directeur n'est pas un putsch, et personne, absolument personne n'est obligé de tirer de ce vote des conclusions délirantes d'une signification qu'il n'a pas. Nous avons à plusieurs reprises dans la journée fait comprendre parfois de manière implicite, parfois de manière explicite, que nous estimions qu'après ce qui s'était passé, il fallait tirer un certain nombre de conséquences et donner vis-à-vis des militants du Parti, mais aussi de l'opinion

Fondation Jean Jaurès

de gauche un signe très fort. Je répète, soit de manière implicite, soit, cela a été mon cas, de manière explicite.
Dans les raisons de notre défaite, cet après midi, j'ai fait allusion à la pratique politique et je ne vise personne en particulier mais à tort ou à raison, je n'irai pas plus loin dans le raisonnement, nous avons donné à plusieurs reprises le sentiment que la responsabilité n'était pas toujours liée aux actes et lorsque nous regardons en Europe ce qui se passe dans les partis frères dans l'Internationale Socialiste, exemple en Grande-Bretagne, où ont eu lieu des élections il n'y a pas si longtemps, notre camarade Neil Kinnock qui avait pourtant gagné trois points dans les élections, a néanmoins estimé, parce qu'il ne les avait pas gagnées, non pas parce qu'il les avait perdues, mais parce qu'il ne les avait pas gagnées, qu'il devait remettre son mandat.
Je ne vous rappellerai pas ce qui se pratique chez nos camarades allemands où chaque fois que le leader du Parti, c'est vrai que ce n'est pas le même système, c'est un système d'origine parlementaire, chaque fois que le président du Parti qui est en même temps le postulant au poste de Chancelier ne réussit pas, il remet son mandat.
Si j'osais un petit mot pour détendre l'atmosphère, je dirai qu'il n'y a qu'en France qu'on peut redoubler éternellement et on nous l'a souvent reproché. C'est de cela dont il s'agit et de rien d'autre. Si la direction du Parti avait accepté la suggestion qui était faite lundi par Gérard Lindeperg, reprise par un certain nombre de personnes, de remettre son mandat, on aurait été à la fois, je crois, dans le panache, on aurait été dans la dignité, on n'aurait pas été dans la dramaturgie, mais en France c'est comme cela, y compris les modalités les plus simples, y compris les règles les plus élémentaires sur le plan démocratique, doivent forcément déboucher sur une mini tragédie.
Et moi, le sens que je donne, j'arrêterai là, mais je crois que c'est important pour les camarades qu'on ait une expression commune si c'est possible, ce ne sera peut être pas partagé par tout le monde, mais pour moi ce qui s'est passé aujourd'hui n'est pas un putsch, ce n'est pas la fin du Parti Socialiste, c'est la volonté de marquer par un signe fort vis-à-vis des militants et l'opinion le sens de nos responsabilités. C'est la volonté de rendre la parole aux militants du Parti Socialiste. C'est la volonté de rendre au Parti Socialiste son identité et de le mettre dans les conditions de pouvoir rassembler l'ensemble du camp du progrès.
Nous savons entre nous, mais cela fait partie du débat politique qu'auront à trancher les militants et dont nous aurons à discuter, qu'éventuellement dans cette motion du camp du progrès nous pouvons avoir des appréciations qui ne correspondent pas à 100%, mais ce qui nous unit de manière très forte par delà les divergences, par delà les sensibilités, les cultures, les expériences, les histoires, c'est quand même la volonté de voir dans ce pays l'élection prochaine majeure pouvoir se transformer en succès. Et de ce point de vue là même si nous savons que nous allons passer par des jours difficiles, dans les jours qui viennent, nous devons avoir cette volonté de créer la dynamique et d'entraîner dans la dynamique l'ensemble des Socialistes d'abord l'ensemble des femmes et

des hommes de progrès ensuite.
Nous ne voulons pas faire un putsch sur la direction du Parti Socialiste, nous voulons rendre la parole aux militants.
Pour ce qui me concerne, je ne ferai pas, comme je l'ai dit, je ne postulerai pas pour faire partie de cette direction provisoire, parce que sinon ce serait un signe négatif par rapport à ce que je viens de dire. Lionel Jospin me semble-t-il a fait aujourd'hui un geste significatif et nous demandons, moi je demande, à celui qui présidera cette Commission provisoire de créer de toutes ses forces la dynamique qui permettra le rassemblement.
Je ne souhaite pas passer ma vie de militant déjà fort entamée dans cette espèce de cauchemar où des hommes se disputent un pouvoir au détriment de la force vive de notre Parti qui, si nous continuons, ne sera plus un pouvoir mais sera simplement l'ombre, le souvenir d'une force puissante.
Voilà ce que nous devons dire à l'extérieur.
(Applaudissements)
Et pour ceux qui ne sont pas là ce soir, qui sont peut être en état de choc, qui ne sont sans doute pas en état de regarder la situation avec une certaine sérénité, je me suis trouvé dans cette situation, je la comprends, je ne la juge pas, à ceux qui ne sont pas là ce soir, je dis qu'ils auront leur place à nos côtés, qu'ils l'occuperont, qu'il ne dépend que d'eux de l'occuper et que je suis persuadé qu'à l'arrivée, ils auront l'humilité nécessaire pour reprendre leur place dans ce combat des militants qui est le nôtre et qui doit rester notre seul objectif, parce que très franchement, mes chers camarades, je l'ai dit à la Commission des résolutions tout à l'heure, ce soir au Parti Socialiste personne n'est heureux. Il n'y a pas des gens réjouis, je sais qu'il y a des gens en état de choc, mais je peux vous dire que ceux qui organisent ce vote ne sont pas dans la gaieté, ils sont plutôt dans la tristesse.
Sachons faire de cette tristesse quelque chose de positif et souvenons-nous que quelle que soit la difficulté du moment, la manière que nous avons de militer aujourd'hui est très confortable, nous ne risquons pas comme ceux qui nous ont précédés dans l'histoire, nous ne risquons rien sur notre intégrité physique, rien dans notre vie personnelle, nous sommes des militants qui ont le privilège de vivre dans une société de démocratie ordonnée. Ne dramatisons pas plus qu'il ne faut et pour le reste je dis au futur président de la future Commission provisoire : en avant, créez le mouvement, on s'inscrira dans ce mouvement et je suis sûr qu'on verra revenir les Socialistes si on sait restaurer un minimum d'espérance.

Le président - Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Je voudrais ajouter quelques mots en réponse à la question de Bertrand Delanoë.
Il nous a été dit aussi en Commission des résolutions : "Mais, quelles vont être les orientations maintenant ?" Je crois que la réponse est politiquement très claire. Les orientations du Parti Socialiste, et il n'y en a qu'un, elles ont été

Fondation Jean-Jaurès

fixées à notre dernier Congrès, à Bordeaux, elles demeurent valides jusqu'à notre prochain Congrès, même si celui-ci doit s'appeler états généraux. Ce qui est décidé aujourd'hui par notre Comité directeur est la préparation de ces états généraux et la mise en place d'une direction provisoire. La ligne de notre Parti peut-être, sera-t-elle amodiée lors des états généraux du mois de juillet, bien évidemment pour l'instant, elle reste ce qu'elle est. D'autres camarades, dont je tairai les noms parce que l'atmosphère peut-être rend-elle préférable de ne pas les citer, ont dit que la situation faite était inacceptable et je voudrais, à cet égard, vous présenter un commentaire personnel. J'ai adhéré au Parti Socialiste en 1974, et j'y ai été très honnêtement, plus minoritaire que majoritaire, j'y ai été plus souvent en situation d'avoir à accepter et parfois dans des conditions politiquement extrêmement difficiles à avaler, je ne mentionnerais pas de noms de Congrès, mais peut-être certains de mes amis dans cette salle comprennent bien de quoi je veux parler. Je me suis toujours plié, et cela me paraissait naturel, aux résultats d'un vote démocratique ou même aux conséquences d'une situation politique. Cela me paraissait naturel parce que, encore une fois, je crois qu'il n'y a de chance pour la Gauche de ce pays autour d'un Parti Socialiste, que ce Parti Socialiste doit accepter les conséquences des votes démocratiques en son sein, et que toute autre attitude, j'en suis convaincu, ne serait non seulement pas comprise par nos adhérents, pas comprise par tous les électeurs qui nous font confiance, nous ont fait confiance et nous ferons confiance.

Il y a eu des discours sur : "On va faire un appel à la base". Je crois, chers camarades, que c'est un point d'accord unanime à l'issue de cette journée. Nous proposons, nous étions tous d'accords avec l'idée d'états généraux Socialistes d'abord et d'assises de la Gauche ensuite. Nous divergions sur les calendriers, nous divergions sur ceux qui devaient conduire à cette nouvelle étape, mais je crois que sur cet objectif de donner la parole à nos adhérents et autour d'eux à tous ceux qui représentent la mouvance qui a dans les élections, y compris les plus récentes, aidé à nos campagnes, je crois que sur cette idée-là nous sommes d'accords, et il est évident que nous faisons le serment entre nous ce soir de faire en sorte que ces assises soient préparées dans des conditions de démocratie irréprochables et ouvertes, bien sûr, à tous nos camarades, qu'ils soient présents ce soir ou comme pour les raisons que rappelait Henri Emmanuelli, qu'ils aient préféré ne pas être présents pour quelques instants.

Deux dernières remarques : Je crois que le but de ces états généraux, c'est clair, est une nouvelle organisation des Socialistes, et je crois que tous dans cette campagne, nous avons senti s'exprimer un double besoin.

- Le besoin d'une organisation davantage capable d'écouter. Nous avons tous rencontré sur les questions, peut-être pas tellement du chômage, mais de la sécurité notamment, un certain nombre de gens qui venaient nous voir en disant : "Depuis les régionales depuis deux ans, nous vous disons que dans tel quartier cela ne va pas, nous vous disons qu'ici ou là, la police ne fait pas son travail, que la justice libère des délinquants". Il nous faut améliorer un certain nombre de problèmes. Je crois que la capacité d'écoute, l'organisation que nous voulons construire ensemble, et quand

Collection Jean Daniel

je dis d'écoute, ce n'est pas simplement écouter, c'est bien évidemment prendre en compte ce qui nous est dit par ceux qui s'expriment, cela devra être un des domaine où nous améliorerons la situation actuelle.

- De même que le deuxième domaine devra être celui de l'explication. Je suis de ceux qui continuent à penser que si nous sommes aujourd'hui dans une situation difficile, après des élections dramatiques, c'est que nous n'avons toujours pas été suffisamment clairs sur le pourquoi d'un certain nombre de décisions, qu'il s'agisse de 1983, Jean Poperen en parlait avec éloquence ce matin, ou qu'il s'agisse même du traité de Maastricht dont nous avons bien mesuré que les couches les plus populaires de notre électorat n'ont pas bien compris quels avantages ce traité pouvait leur apporter, notamment dans le domaine essentiel de la lutte contre le chômage à horizon de quelques années.

Enfin, je terminerai en disant, chers camarades, que si nous faisons ces états généraux au mois de juillet, c'est court mais c'est déjà beaucoup de temps, si nous faisons les assises de la Gauche dans les mois qui suivent après l'été, eh bien, il nous restera tout juste entre quinze et dix-huit mois pour nous occuper de la Droite et, chers camarades, quinze à dix-huit mois pour nous occuper d'une droite aujourd'hui triomphante, demain peut-être divisée (mais ne vendons pas la peau de l'ours), quinze à dix-huit mois pour renverser une situation qui aujourd'hui nous met dans un état de minorité extrême, je crois que ce n'est pas de trop.

Je crois que nous avons une chance de gagner en 1995, mais pour faire en sorte que cette chance soit transformée, nous avions besoin de ce délai et c'est aussi ce qu'il nous faudra expliquer dans nos sections et dans nos fédérations dans les jours et les semaines qui viennent.

(Applaudissements)

Le président - J'ai une demande de parole de Bertrand Delanoë et de Jean-Luc Mélenchon. Je leur demande d'être brefs à cette heure-ci... Je crois qu'il ne faut pas rouvrir un débat.

Bertrand Delanoë

Etre bref, Claude, certainement, seulement j'ai l'impression, quand même, qu'on vit un moment assez particulier.

Nous sommes partis un certain nombre, à la fin de la séance, avant la Commission des résolutions, on revient, et il y a un contexte extrêmement difficile et nouveau, et j'ai comme l'impression que c'est (je ne veux pas employer de grands mots...) un peu déterminant pour notre histoire future.

J'ai l'impression, en revenant après cette Commission des résolutions, qu'une nouvelle épreuve nous est imposée. La nouvelle épreuve, c'est que nous avons fait un choix cet après-midi de tirer les conclusions de la période qui s'achève et que, dans le Parti, les règles qui prévalaient jusqu'ici n'ont pas été respectées par les minoritaires, c'est-à-dire que la loi de la majorité n'a pas été respectée.

Fondation Jean Jaurès

Il nous faut donc maintenant, pour aborder les semaines qui viennent, faire preuve de lucidité et de courage, mais il nous faut aussi agir.
Lucidité, cela veut dire que nous avons cet après-midi pris des positions politiques claires et qui se sont conclues par des décisions tout aussi claires, mais que, contrairement à ce qui se passait jusqu'ici dans le Parti, ceux qui sont battus dans ces votes n'acceptent pas la loi de la majorité.
Chers camarades, pour les semaines qui s'ouvrent, c'est une grave responsabilité pour nous.
La deuxième observation, c'est que Jean-Pierre Chevènement et ses amis, tout à l'heure, ont quitté le Comité directeur... le Comité directeur, pas le Parti. Jean Poperen et ses amis ont quitté la discussion... mais pas le Comité directeur. Et dans la Commission des résolutions, un certain des nôtres, dont nous avons besoin pour reconstruire la Gauche, ce qui était le titre de notre texte, nous ont quittés et ont dit, en quelque sorte, ayons l'honnêteté de le reconnaître : "Reconstruire la Gauche si nous sommes les patrons, pas reconstruire la Gauche sur vos idées ou si vous avez un pouvoir d'orientation décisif !"
A partir de là, que faisons-nous, militants, élus de base ? Je n'interviens ce soir, Claude, et pas aussi brièvement peut-être que tu le voudrais, que sur ce thème-là : que faisons-nous maintenant ?
Militant et élu de gauche, je me dis : nous ne pouvons pas penser notre avenir seulement avec ceux qui sont dans cette salle. Mais nous ne pouvons pas non plus penser notre avenir en annihilant ce que nous avons fait cet après-midi et en nous excusant de ce que nous avons fait cet après-midi !
Lucidité et courage, disais-je il y a un instant, ce qui veut dire que nous devons avoir le courage d'agir à partir de demain matin en n'acceptant pas de nous passer de ceux qui viennent de nous quitter, provisoirement, pour des réunions ou un Comité directeur, mais qu'en même temps nous n'acceptons pas que le prix de leur retour soit l'abjuration. Car, chers camarades, je le dis à titre personnel, ce que nous avons fait cet après-midi efface un autre acte anti-démocratique que j'ai cautionné, par "suivisme", c'est celui qui a consisté à remplacer un Premier secrétaire désigné dans un Congrès par un Premier secrétaire rejeté par une immense majorité des délégués à ce Congrès, par un accord d'appareil auquel beaucoup ont participé ! Je ne fais aucun reproche, puisque j'ai voté, à mon corps défendant (Jean Glavany me l'accordera), mais qu'on ne nous fasse pas le coup de l'anti-démocratie, parce que le premier des actes pas tout à fait conformes à la parole des militants, c'est celui que nous avons fait, nous, Comité directeur, élu par un Congrès, de choisir une direction qui n'était pas celle qu'avaient décidée les militants dans la préparation de ce Congrès ! Rappel que je conclus et sur lequel je ne reviendrai pas.
Je reviens à notre tâche maintenant.
Chers camarades, si certains ici, ayant peur de la réaction des battus d'aujourd'hui, ont l'intention de faiblir, je leur dis : je n'en serai pas ! Quel que soit le prix à payer pour reconstruire à partir de ce que nous sommes, il faut que nous ayons le courage de le faire à partir de demain, c'est le meilleur moyen de rassembler très largement, demain et après-demain, même si nous devons nous

sentir un peu isolés pendant quelques semaines. Premier point.
Deuxième point, ne ménager aucun effort pour faire revenir ceux qui sont de la famille, et je vais les citer : Fabius, Mauroy, Poperen, Chevènement, tous.
Par rapport à aucun de ceux-là nous ne devons économiser un de nos efforts pour les faire revenir, à condition, chers camarades, de ne pas trahir l'idée de la politique et du Parti que nous avons aujourd'hui.
Troisièmement, être fidèles à ce que nous avons écrit dans le document "Strauss-Kahn", c'est-à-dire donner la parole aux militants.
Moi, je fais une proposition : la direction provisoire, je souhaite qu'elle assume ses responsabilités. Je souhaite que, dès lundi, elle prenne des initiatives et, la première initiative que je lui propose, c'est d'envoyer un compte rendu honnête, clair, compréhensible, à chacun des adhérents du PS. Je souhaite que chacun des adhérents du PS ait un compte rendu de ce Comité directeur. La direction provisoire est légitime pour l'envoyer, je lui demande de le faire sans esprit partisan, mais avec l'esprit de ce que nous ferons dans les mois à venir pour rassembler.
Ensuite, à partir de là, je demande à la direction provisoire (et je ne m'adresse qu'à la direction provisoire, parce que, moi, j'avais compris tout à l'heure que la direction sortante - Bureau exécutif et Secrétariat national - n'existait plus) d'organiser le débat de militants. Je lui demande d'organiser pour les semaines à venir, dans toutes les sections du Parti, le débat, le débat libre, sans tabou, mais y compris en nous mettant en cause, complètement. Et ce débat n'aura pas lieu si vous, direction provisoire, vous ne l'organisez pas et si vous ne vous assurez pas qu'il se déroule dans des conditions démocratiques.
Lucidité et courage, disais-je tout à l'heure. Je vais aller plus loin.
Que ce débat se déroule, et qu'il se déroule dans des conditions démocratiques. Il se peut que, dans certaines fédérations, des appareils, tout autant que nous (appareil), refusent de l'organiser. Je demande que nous prenions les moyens pour que le débat ait lieu dans tous les départements de France, quels que soient les appareils anciens (au moins aussi anciens que nous) qui existent et qui souhaiteraient le fermer. C'est-à-dire, chers camarades, y compris qui sont au premier rang (parce que c'est très compliqué à faire, cela), comment à la fois informer chaque adhérent, se donner les moyens de rassembler, y compris Percheron, s'il le veut bien, et en même temps faire en sorte qu'il y ait un débat dans le Pas-de-Calais ? Pour le faire, il faut que chaque adhérent du Pas-de-Calais ait d'abord reçu les textes, un compte rendu du Comité directeur, une adresse de la direction provisoire. Il faut ensuite que les adhérents soient invités à débattre.
Je ne tranche pas tout, mais je dis qu'il faut le faire.
Enfin, dernier point, il se peut, chers camarades, que pour plusieurs mois nous soyons dans une position d'apparente marginalité. Je ne doute pas un instant que ce que nous représentons ici du mouvement Socialiste soit appelé à rassembler le mouvement Socialiste dans sa totalité. Personnellement, je ne suis plus qu'un élu de base et un militant de base, disais-je tout à l'heure. A toutes celles et à tous ceux d'entre vous qui ont des responsabilités importantes, qui ont des

mandats parlementaires ou d'élus locaux importants, qui ont un projet noble, légitime, respectable, de représentation large, je dis : chers camarades, si nous avons une ligne claire, si nous avons une méthode claire, si nous sommes sûrs de nos idées, si nous nous adressons en permanence à l'opinion, aux électeurs de gauche, aux citoyens de gauche, alors il y a peut-être quelques mois ingrats, y compris pour ceux d'entre nous qui penseraient à l'échéance présidentielle, mais je vous assure que mon sentiment profond, ce soir, c'est que nous nous mettrons en bonne position pour les échéances futures, militants, dirigeants, candidats, si aujourd'hui nous assumons la difficulté de la tâche, si nous assumons la vérité et que nous le disons au pays, et si ensuite on se donne les moyens de rassembler, mais dans la clarté, et qu'enfin, avec générosité, ce qui a tellement manqué à ce Parti, nous sommes capables d'aller avec nos concitoyens rebâtir la Gauche dont nous parlions dans le texte qui a tout provoqué.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Jean-Luc Mélenchon, et ensuite j'appellerai le Comité directeur à se prononcer sur les propositions qui lui sont faites.

Jean-Luc Mélenchon

Je vois bien que je suis dans l'obligation d'être bref...

Le président - Je n'ai rien dit de tel.

Jean-Luc Mélenchon - Merci. Comme cela, j'ai, pour une fois, devancé !...
Je suis informé, comme tout un chacun, des conditions dans lesquelles s'est déroulée la Commission des résolutions. La vague et l'onde de choc, évidemment, se propagent sur nous, car personne ne peut aller sautillant de joie devant ce qui s'est passé et qui a commencé devant nous tous par une scission : le départ de notre camarade Chevènement, qui d'ailleurs avait été déjà largement amorcé sur le terrain même. Je pourrais citer une bonne dizaine de candidats Socialistes qui se sont trouvés en troisième position du fait de la présence d'un candidat du Mouvement des Citoyens.
Donc, là, un processus a été au bout, etc., etc.
Je n'ai qu'une chose à dire. Je vous rappelle le vieil adage, cette phrase de Saint-Just : "Ceux qui font une révolution à moitié creusent un tombeau".
Le problème de ce Comité directeur, à cet instant et dans ces conditions, n'est pas de se définir par rapport à Pierre, Paul ou Jacques, quel que soit le prix affectif qu'il faille payer pour cette certaine indifférence. La question est de se situer par rapport à toute la Gauche, dont ce parti, tel qu'il est, avec ce qu'il vient de dire, incarne la légitimité. Et c'est à eux que le message doit s'adresser et donc les comportements s'adresser.
Pour moi, ce soir, ce que je veux d'abord retenir et qui est pour moi le message à porter à l'extérieur, c'est que la rénovation de notre Parti a commencé, et c'est

Collection Jean-Jaurès

cela, le message qui doit passer à la Gauche. Et dans cette rénovation, tout le monde est appelé. Le reste, ce sont nos histoires de famille. Nous n'allons pas encombrer le débat public avec nos histoires de famille ! La rénovation est commencée et, comme toujours, elle commence dans un déchirement, parce que toujours le neuf, pour l'emporter sur l'ancien, doit se frayer sa voie, parfois douloureusement. Mais c'est à toute la Gauche que nous parlons, pas à notre petit cénacle, et par rapport à toute cette gauche, quels que soient ses visages, ses chapelles, ses arrière-salles de café, le même enjeu est posé, les mêmes questions sont posées à tous : qui aura la volonté de rassembler réellement ? Qui aura la volonté réellement d'affronter le gouvernement de droite ? Qui est capable d'ouvrir une synthèse et un dépassement qui intègrent les idées nouvelles, dépassement l'idéologie, intégration de ce que toute la tradition progressiste a produit jusque dans ses derniers instants ? Point final.
Ne comptez pas sur l'inertie. Rien n'est jamais acquis à personne, même par une majorité. Il ne faut compter que sur une chose : la volonté, la volonté, la volonté... et le courage !
(Applaudissements)

Le président - Je vais d'abord consulter le Comité directeur sur le principe de la direction provisoire telle qu'elle vous a été présentée tout à l'heure par Gérard Lindeperg. Ensuite, nous aurons un second vote sur la composition de cette direction provisoire, si tant est que le Comité directeur lui donne son aval.
Nous n'allons pas, à cette heure-ci, reprendre un vote comme tout à l'heure, mais je demande que ne votent que ceux qui ont pu participer tout à l'heure au vote, titulaires ou suppléants qui représentaient des titulaires.
Donc, sur le principe de la direction provisoire, quels sont ceux qui sont d'avis de se prononcer avec, si possible, carton rouge ou carton vert pour les suppléants qui remplacent des titulaires ?
Merci.
Avis contraires ?
Je n'en vois pas.
Abstentions ?
Je n'en vois pas.
Donc, le Comité directeur a donné son aval à la création de cette direction provisoire.
(Vifs applaudissements)
Ce qui veut dire, en fait, que le Secrétariat national actuel et le Bureau exécutif se trouvent dissous par la même occasion.

Dans la salle - Voilà.

Le président - Il s'agit maintenant de ratifier la composition de cette direction provisoire qui doit comporter 18 personnes. Des camarades demandent une très brève suspension de séance (mais vraiment très brève) pour fixer les noms.
Donc, cinq minutes de suspension de séance.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Nous avons encore deux votes à émettre, tout d'abord en ce qui concerne le texte lui-même, Gérard Lindeperg vous a dit tout à l'heure qu'il avait été amendé. J'ai fait voter tout à l'heure le Comité directeur sur le principe de la création d'une direction provisoire, mais pour que les choses soient claires, je vais demander maintenant au Comité directeur, dans les mêmes conditions, de se prononcer sur ce texte qui a été modifié, reconstruire la Gauche, présenté par Strauss-Kahn.
Deux modifications. La première modification, c'est qu'on a intégré dans ce texte quatre paragraphes de la motion dite Mauroy Rocard, c'est-à-dire les paragraphes 2, 3, 4, et 6 de ce texte. La deuxième modification qui est importante, et nous avons déjà en principe déjà voté là-dessus, mais il faut que les choses soient claires. Je relis la phrase qui comporte cette modification, cet ajout : "Dès aujourd'hui, une direction provisoire du Parti Socialiste, représentative de notre diversité et à laquelle seront associés les anciens Premiers secrétaires du Parti Socialiste, aura pour tâche de préparer les états généraux du Parti Socialiste"
C'était le texte. On ajoute : "Elle se substitue au Bureau exécutif et au Secrétariat national."
Je vous demande, dans les mêmes conditions que tout à l'heure, de bien vouloir vous prononcer sur le texte ainsi modifié. Vous levez les bulletins verts ou rouges pour ceux qui avaient voté tout à l'heure à la place de titulaires.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
...
Il n'y en a pas.
Le Comité directeur s'est prononcé à la fois sur le principe de la direction provisoire et sur le texte qui en définit les modalités.
(Applaudissements)
Je vais demander maintenant à Gérard Lindeperg de donner la composition proposée de la direction provisoire.

Gérard Lindeperg

Il y a quelques légères modifications par rapport à ce qui était indiqué tout à l'heure, pour permettre des ajustements inévitables en pareille circonstance.

- motion Jospin : 5.
- motion Rocard : 5.
- motion Fabius : 5, dont Laurent Fabius en tant qu'ancien Premier secrétaire.
- motion Mauroy : 2, dont Pierre Mauroy en tant qu'ancien Premier secrétaire.
- 1 pour la motion Planchou.
- 1 pour la motion Poperen.

Fondation Jean Jaurès

- 1 pour la motion Mélenchon Lienemann.
- Et 1 pour Chevènement.

Ce qui nous fait un total de 21.
Les noms qui nous ont été proposés vont être soumis à votre ratification.
Pour le courant Jospin : Daniel Vaillant, Moscovici, Glavany, Cambadélis et Marie Arlette Carlotti. Cela fait 5.
Pour le courant de Michel Rocard : Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, Bernard Poignant, Manuel Valls et Monique ben Guiga.
Pour le courant Mélenchon/Lienemann : Jean-Luc Mélenchon.
Reste donc à pourvoir le courant Chevènement dont la place est réservée, mais apparemment, vous avez entendu ce qui a été déclaré tout à l'heure.
Ensuite, les courants Poperen, Jean-Paul Planchou, Pierre Mauroy et Laurent Fabius. On peut d'ores et déjà donner à la presse 11 noms sur 21 et les autres, je pense, arriveront dans la semaine ; des contacts seront pris pour qu'ils nous fassent des suggestions.

Le président - Bien. Sur ces 11 noms qui peuvent être donnés, est-ce que vous êtes d'accord ? Ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main dans les mêmes conditions.
Merci. Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Sous réserve de compléter par les indications chiffrées qui vous ont été données par Gérard Lindeperg, la direction provisoire peut donc être mise en place dès ce soir.
Je donne la parole à Michel Rocard.

Michel Rocard

Mes chers camarades, que ce soir chacun soit un peu triste est la moindre des choses. Je vous demande seulement de n'avoir pas d'amertume, et ce n'est pas la même chose. Ce qui commence dans la douleur. Je ne suis pas sûr qu'il était possible de l'éviter, mais ce qui commence est grand et peut grandir encore beaucoup.
Je ne ferai que peu de remarques. L'heure n'est plus au discours de fond.
Ma première remarque est une pensée pour ceux qui manquent à notre assemblée. Ils vivent humainement une chose très difficile. Nous aurons à rester fermes, Bertrand Delanoë tout à l'heure nous le disait avec tact mais talent, nous aurons à rester fermes, nous aurons à comprendre et à sympathiser, dans le sens étymologique du mot, avec une vraie souffrance. Il est dans ce Parti des camarades qui ont quelque habitude des situations minoritaires. J'en suis. Beaucoup des camarades qui nous manquent pour la plénitude de notre Comité directeur n'ont pas cette habitude, elle ne se prend pas facilement, que je connais bien, c'est-à-dire le genre de tempérament humain qui supporte mal d'être

Fondation Jean-Jaurès

minoritaire parce qu'il se sent vocation à la représentation et à la gestion, donc à la majorité. Ce genre de tempérament est respectable, et c'est à ceux-là, qui peuvent être les meilleurs dans l'action efficace, qu'il est le plus difficile d'apprendre la minorité. Je supplie, il y aura des mots de trop, j'aimerai mieux qu'ils ne viennent pas de nos rangs.

Ma deuxième remarque va peut être vous étonner, mais j'ai envie de la faire. J'ai pris un peu d'années tout bonnement et des moments durs de la vie publique ou des choix fondamentaux ne peuvent pas être seulement réduits à ce qui nous honore, qui est le débat d'idée, mais sont par nécessité compliqués de débats de pouvoir, donc de choix. Je n'en suis pas, moi, à ma première expérience, et loin de cela.

J'ai joie, fierté et plaisir à vous dire que sur les sept ou huit grands moments véhéments que j'ai connus, dont celui d'aujourd'hui, celui d'aujourd'hui, mes camarades, nos absents de ce soir compris est le plus digne que j'ai connu.

La retenue collective, la courtoisie, le respect de l'autre ont même atteint le point où il devenait un peu difficile d'être complètement clair sur ce que représentait politiquement l'enjeu qui était une personne, par notre retenue à tous. Je ne suis pas sûr que cette notation soit perceptible à nos absents de ce soir. Certains d'entre eux ont aussi de l'expérience, peut être peuvent ils s'en souvenir, je tiens beaucoup, beaucoup, moi, à vous dire que dans cette journée émouvante et rude, cet aspect là, ce progrès de civilisation là est pour moi un grand moment de dignité dans l'histoire de notre Parti. Après tout, votre mémoire est récente sur notre dernier combat difficile en matière de pouvoir, il avait moins de panache, nous n'étions pas en Comité directeur, mais en Congrès.

Ma troisième remarque pourrait être, à la limite, désagréable à tel ou tel d'entre vous ici, je tiens néanmoins à la faire.

Je n'étais pas entré dans ce Comité directeur avec l'idée ou le pronostic qu'il se passerait ce qui s'est passé. J'avais accepté, au nom, en effet, de la préservation de notre unité, qui pouvait être ce soir fragilisée, sinon menacée, ce n'en est pas moins un grand enjeu, j'avais accepté une stratégie plus longue, plus difficile, plus aléatoire. Je pense d'ailleurs, et vous sans doute aussi, que nous l'avions acceptée ensemble, parce que nous pensions qu'elle était la seule possible et je crois que ce qui s'est passé, qui a produit le résultat final, est une dynamique collective d'assemblée dont la lecture et le décryptage seront intéressants, voire passionnants.

Je ne suis pas sûr cependant, Bertrand, qu'il nous faille, dans le compte rendu détaillé dont tu as fort intelligemment suggéré que nous l'envoyons décrire cet aspect là où cette compréhension là elle serait partiale,. Le compte rendu aura sa noblesse s'il est indiscutable, il sera donc indiscutable et donc pas aussi détaillé, mais nous venons de commettre un acte collectif, nous pouvons réfléchir dessus : il s'est passé comme cela… après tout, je pense n'être pas le seul qui se trouve dans cette assemblée maintenant, dans cette situation, en n'ayant pas pensé à l'entrée qu'elle finirait de la sorte. Ma quatrième remarque touche un point, à mes yeux, fondamental et sur lequel notre entrée dans ce Comité directeur avait aussi, de ma part, comporté une manière de sacrifice.

Fondation Jaurès

J’ai toujours pensé, il m’est arrivé de dire et ce n’était pas toujours commode, que notre Parti avait au fond, aidé en cela par les résultats des élections, par des situations stratégiques et tactiques et par les effectifs, ne serait ce que par ceux des groupes parlementaires, dominé trop l’alliance que représentaient les deux majorités présidentielles de 1981 et de 1988. Il n’y avait pas concordance entre les voix de François Mitterrand au premier et deuxième tour et la place du Parti Socialiste dans cette alliance. Et au delà de ce fait physique, mécanique, c’était de temps en temps ajoutée de l’arrogance, que nous avons payée le 28 mars dernier, sinon plutôt le 21 mars d’ailleurs. J’ai donc toujours profondément dans la tête que la reconstruction de la Gauche, c’est-à-dire la revitalisation de tout ce territoire civique extérieur à nos rangs est l’enjeu vrai d’une limitation de l’ampleur de la Droite dans ce pays et d’une reconquête culturelle des hommes et des femmes de progrès dans ce pays au service de la Gauche, du dit progrès Socialiste dedans, mais non hégémonique. J’ai toujours pensé cela et donc conclus que quelque chose qui peut s’appeler les états généraux de la Gauche, il ne nous appartient pas de fixer d’entrée de jeu notre dénomination, mais qu’une capacité de travailler avec d’autres était la condition majeure de cette refondation, de cette restructuration, reconstruction à laquelle nous appelons tous, mais malheureusement, j’avais profondément au cœur l’idée que le PS dans ses structures, dans ses façons d’être, ses habitudes, son visage hérité, n’avait pas la capacité de l’animer.

Nous sommes entrés dans cette salle en proposant une stratégie qui consistait à donner priorité à l’intérieur pour pouvoir ensuite renouer le dialogue et discuter avec l’extérieur. Cette stratégie, mes camarades, par la dynamique du Comité directeur, que nous venons de vivre, et cela peut être notre immense chance, se trouve bouleversée. Il est clair que c’est à l’extérieur de nos rangs que ce qui vient de se passer va avoir le plus d’échos.

Il est clair que c’est à l’extérieur de nos rangs, moins alourdis de tradition, de routine, d’habitudes, certaines bonnes, d’autres moins bonnes, d’autres critiquées, d’autres carrément reprochables, il est clair que c’est par le réveil d’un tissu de relations avec tout ce qui bouge en France, croit à la démocratie et se veut combattant du progrès social,; que nous pourrons reprendre l’offensive, laquelle revitalisera notre Parti et viendra confirmer aux absents d’aujourd’hui que, finalement, la santé politique du mouvement Socialiste, en France, peut peut-être se refaire par la redécouverte de sa capacité d’insertion dans la Gauche tout entière.

Ma cinquième remarque, elle est qu’en effet nous sommes liés par un pacte, mais celui-là, nous l’avons voulu loyal. Il n’est pas simple à appliquer dans ses modalités, il est décisif dans son principe : c’est que la parole soit donnée et donnée complètement aux militants.

Ils vont nous dire des choses probablement que nous découvrirons, certaines brutales. Ils nous en diront aussi que nous savons : le prix de la politique du franc fort, le prix de l’acceptation de l’économie de marché... Nous aurons à nouer ce dialogue avec notre propre base, en explicitation démocratique, pédagogique aussi, des contraintes dans lesquelles vit notre société moderne.

Je ne considère pas la culture de gouvernement que nous avons acquise comme un empêchement d'être Socialiste, je la considère potentiellement comme un acquis considérable, en tout cas comme une condition de nos succès futurs, même s'il est clair que, découvrant avec une certaine inexpérience l'immersion du Socialisme français dans la responsabilité, ce dont il n'avait pas l'habitude (souvenez-vous eu beau titre et du beau livre de Bergounioux et Grunberg, "Le long remords du pouvoir"), il nous faut retrouver la popularisation de cette culture et les inflexions qu'elle implique pour que le peuple de notre pays sente que nous sommes toujours ses défenseurs. Mais il est clair qu'y renoncer serait revenir à la marginalité.

Nous aurons là, mes camarades (nous l'aurons ensemble) un débat de la plus extrême difficulté, je le sais déjà. Nous n'y répondrons que par la loyauté et la disponibilité dans l'écoute dans cette proximité. Car nos concitoyens d'aujourd'hui savent que le monde est difficile, savent que les politiques, ni à gauche, ni à droite, n'ont pas de remèdes miracles, mais ils demandent la totale loyauté de l'explication et la certitude que le maximum est fait (souvenez-vous de la belle intervention d'Henri Emmanuelli tout à l'heure qui nous le disait) pour corriger les injustices, redresser, infléchir, reprendre le contrôle. Car il est vrai que la loi du marché, non seulement ne saurait réguler ni notre éducation, ni notre santé, ni notre recherche scientifique, mais il est vrai encore plus qu'elle ne comporte pas la prise en charge du problème du chômage, la prise en charge du problème de la sécurité des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

Là, sans doute avons-nous à apporter un correctif absolument majeur.

Mes camarades, notre tâche sera très lourde, mais nous en avons fait d'autres, nous en avons vu d'autres, et à mon sens nous ne sommes pas dans l'impossible.

J'ai la conviction que si tous (cela ne peut pas reposer sur une seule direction) nous savons, dès demain, d'abord parler à nos militants, à nos élus locaux, nos responsables, nos cadres, expliquer les enjeux, donner déjà cette vision des états généraux du PS qu'il nous faudra bien tenir, mais en même temps, et non pas avant (c'est la chance de la décision d'aujourd'hui), établir cette reprise de contact fraternel, à égalité de responsabilité et de respectabilité politique avec tout cet extérieur qui, aux dernières élections, ne s'est plus reconnu en nous, j'ai la conviction que nous répondrons à ce que l'on attend de nous.

Voilà, mes camarades, pour faire bref, ce que je ressens ce soir. La responsabilité est très lourde et l'idée de me trouver en charge de la présidence de cette direction, qui se veut collégiale (président d'une direction collégiale, ce n'est pas Premier secrétaire, c'est déjà, dans les mots, une différence de fonction, une différence de nature d'exercice de la fonction), ne l'est pas moins.

Permettez-moi d'ajouter un mot de droit. Il y aurait eu, paraît-il, ici ou là, un doute sur la régularité des votes du Comité directeur ? Cela me paraît monstrueux. Il est vrai qu'il est inhabituel qu'un Premier secrétaire, ou qu'une direction, soit élu en Comité directeur plutôt qu'en Congrès, mais il y a un précédent et qui est le dernier. Par conséquent, cette régularité est absolument indiscutable. La direction provisoire se substitue en effet au Bureau exécutif et au Secrétariat national, elle ne se substitue à aucune des directions fédérales qui

sont en place, le Parti continue, il a toujours ses règles, ce sera aux états généraux, éventuellement, s'ils le souhaitent, d'en fixer de nouvelles.
Mon dernier mot sera pour vous dire un peu d'émotion personnelle.
Ce que nous avons à faire est d'une énormité, d'une ampleur, si je peux oser le mot, gigantesque. Vous l'avez voulu, vous l'avez fait, vous l'avez décidé, à la limite un peu plus que je ne l'avais voulu en entrant dans la salle. Ne doutez pas de ma détermination. J'ai la conviction qu'une chance nous est ouverte, nous est offerte, de refonder la pratique de la transformation sociale dans le monde moderne avec une liberté d'innovation, de création et de reconstruction comme peu de responsables politiques en ont eu avant cette nouvelle direction provisoire.
Fou, mais fantastique et peut-être exaltant !
En plus, et cela sera mon dernier mot, je porte en moi une conviction simple qui est que nous sommes souvent obscurcis, incapables de juger par le poids de l'événement quotidien ou de la durée courte. Rares sont les moments où nous pouvons être ramenés à la durée longue. Et sur la durée longue, qu'est-ce qui se passe ?
Le Socialisme est né dans la première moitié du 19ème siècle de pratiques sociales de solidarité : des bourses du travail, des mutuelles, des coopératives, du sauvetage, de l'insertion, pratiques sociales de solidarité qui se sont confédérées et qui ont donné d'abord naissance à des syndicats, puis à des partis politiques. C'est vrai à peu près partout avec des modalités différentes.
Puis est venu le biais terrible, celui de l'économie administrée, avec la variante forte, mais qui s'appuie sur la police et le goulag, qui s'appelle le Communisme, et qui a implosé, et la variante douce, qui est notre vision de répartiteurs de la rareté ou du commandement direct de l'appareil de production par l'Etat, les nationalisations. Nous n'avions pas encore fait la découverte qu'il n'y a pas d'économie sans compétition, que notre rôle de transformateurs sociaux doit être d'infléchir, de corriger le marché, mais non pas de le supprimer, car on ne sait pas le remplacer. Incidemment, j'en ai voulu à un orateur d'aujourd'hui d'avoir confondu marché et capitalisme, car là est notre affaire, il faudra structurer différemment la production et c'est tout le problème de la démocratie dans l'entreprise, qui va être naturellement un de nos terrains de travail.
Toujours est-il que pour faire au plus bref et parler sur le long terme, ce qui nous arrive est simplement que nous avons "valsé" dans le rejet de l'économie administrée par la totalité des opinions publiques occidentales.
Mes amis, mes camarades, dans ce mouvement, les opinions publiques des sociétés démocratiques occidentales sont en train de jeter le bébé avec l'eau du bain et, le bébé, c'est l'Etat, c'est son rôle de régulateur social, d'organisateur de la distribution de tous les biens qui ne sauraient être marchands, et il faudra bien que cela vienne un jour jusqu'à la culture et à la télévision, mais en commençant par la santé, par l'éducation, par tout cela, ayez la conviction absolue, formelle, au cœur de ma vie militante, que je ne sais pas s'il faudra reprendre ce nom comme notre dénomination (c'est une autre affaire, les dénominations c'est une affaire d'arguments de vente), mais en tout cas, dans notre cœur à nous, nous

sommes des sociaux-démocrates et ma conviction est totale qu'il n'y a pas d'avenir pour notre civilisation autre que dans une restauration de la fonction régulatrice et, notamment, de la cohésion sociale de l'Etat. Ceci porte un nom historique qui est le nôtre, sociaux-démocrates.
Nous ne pouvons donc, à long terme, pas perdre et je sais que nous serons gagnants.
Ce qui s'est passé nous donne l'occasion d'agir très vite en intensifiant notre effort d'explication en même temps que notre effort de présentation programmatique, mais cela exige l'accompagnement d'une pratique sociale retrouvée à la base, retrouvée, pas nouvelle, retrouvée car nous l'avons perdue.
Voilà, mes camarades, ce que sont pour moi les enjeux de ce qui commence. Ce combat, si nous savons le mener ensemble, j'ai la conviction que nous pouvons lui redonner les couleurs de la victoire. Dater est une autre affaire, mais de toue façon nous finirons victorieux.
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Michel Rocard. Un dernier mot à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Rassurez-vous, il sera très bref.
Je vais vous proposer qu'on vote. Notre nouveau président a quelque peu anticipé, mais il va falloir que nous votions... (rires)... ce qui prouve d'ailleurs qu'il est d'emblée dans la dynamique !
(Rires)
J'allais dire très simplement qu'ayant eu le privilège d'être le compagnon de route et l'ami du Président de la République, de François Mitterrand, je ne voudrais pas que cette journée se termine sans que son nom ait été prononcé dans ce Comité directeur.
(Applaudissements)
Ayant ensuite eu le second privilège de faire la connaissance de Michel Rocard (je le connaissais de notoriété), de pouvoir l'apprécier, je suis heureux de demander au président de mettre au vote sa candidature à la présidence de la direction provisoire.
(Applaudissements)

Le président - Devant une telle demande, je ne peux que m'exécuter et je vous demande de vous prononcer sur la candidature de Michel Rocard à la présidence de la direction provisoire.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Une abstention.
Michel Rocard est donc élu par le Comité directeur à la présidence de la

Fondation Jean-Jaurès

direction provisoire.
(Vifs applaudissements)
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès